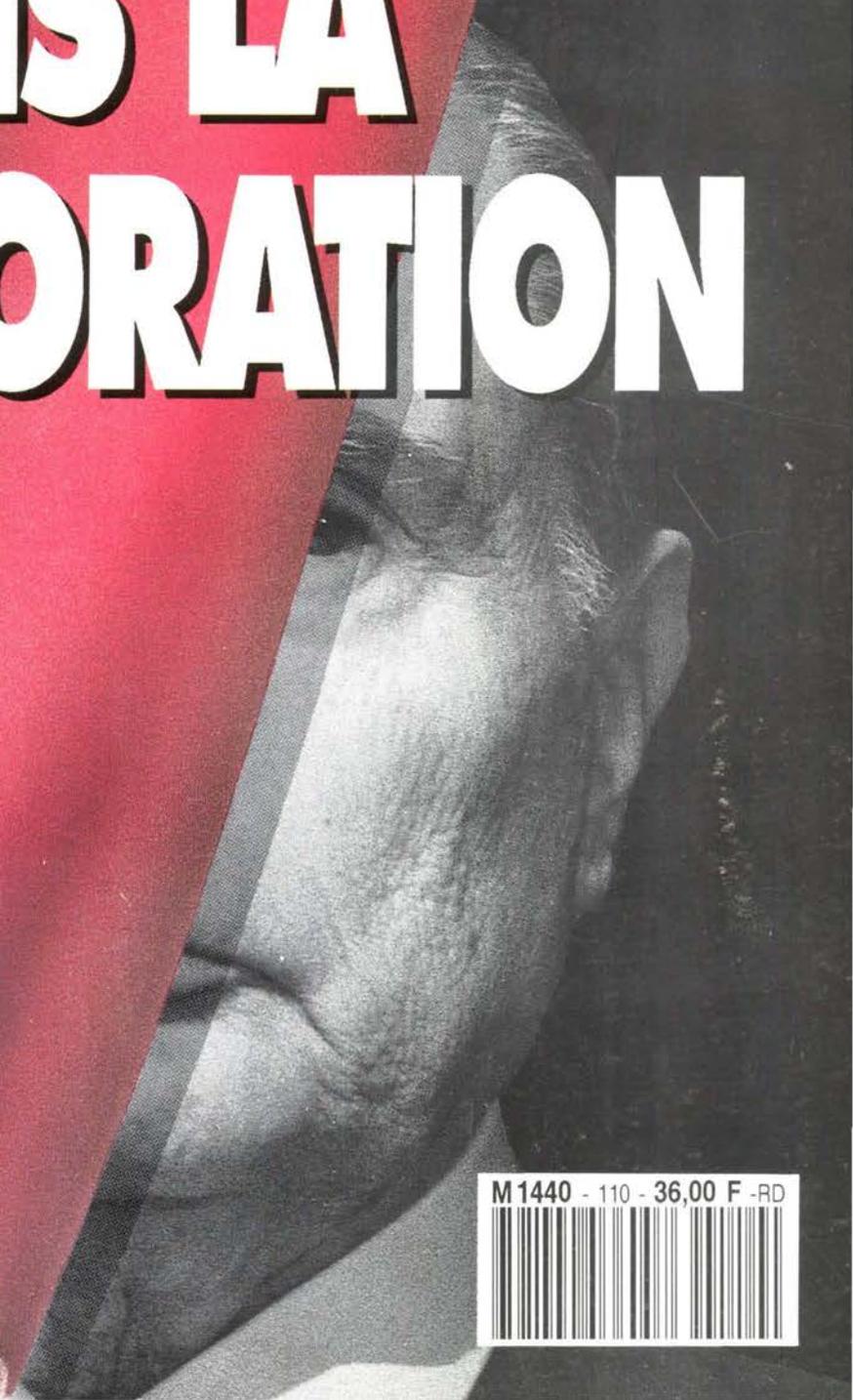


# LE CRAPOUILLOT

*Magazine non conformiste*

# LA GAUCHE DANS LA COLLABORATION



M1440 - 110 - 36,00 F - RD



**LE  
CRAPOUILLOT**  
NOUVELLE SERIE

POUR RECEVOIR  
RÉGULIÈREMENT TOUS LES  
DEUX MOIS LES  
PROCHAINS NUMEROS

**ABONNEZ-VOUS,  
OFFREZ UN  
ABONNEMENT**

# LE CRAPOUILLOT

Jean Galtier-Boissière († 1966) - Jean-François Devay († 1971)

Magazine non conformiste

Directeur :  
**Roland Gaucher**

Réalisation technique : **Stéphane Le Briec**

Secrétariat général et révision :  
**Nicole Dupaty**

Directeur de la publication :  
**Jean-Claude Varanne**

Secrétariat de rédaction / iconographie :  
**Emmanuel Casenac**

Composition : **Michèle Bonnot**

Promévente :  
**Philippe Thoreau 45 23 25 60 vert 05 19 84 57**  
 Terminal EB6  
 Sarl p Le Crapouillot  
 RCS : Paris B 383 679 529  
 Siège social : 52, rue Madame 75006 Paris  
 Dépôt légal : Mai 1992 - N° CPPAP : 61.147

Abonnements et courrier :  
7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 Paris

**FRANCE METROPOLITAINE**

**5 NUMEROS : 150 F**

**EUROPE**

**5 NUMEROS : 190 F**

**HORS EUROPE (PAR AVION)  
240 F**

POUR VOUS ABONNER, IL VOUS SUFFIT DE RETOURNER  
LE BULLETIN AVEC VOTRE REGLEMENT A :

**LE CRAPOUILLOT  
SERVICE ABONNEMENTS  
7 TER, COUR DES PETITES-ECURIES 75010 PARIS**

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

.....

JE DESIRE M'ABONNER POUR

5 NUMEROS  ..... F

CI-JOINT MON REGLEMENT  
PAR CHEQUE

DATE .....

# Avertissement...

**Q**ue désigne, dans ce numéro du *Crapouillot*, le terme (vaste) de gauche ?

Des hommes et des femmes qui ont appartenu avant-guerre au parti socialiste, au parti communiste (soit qu'ils lui soient restés fidèles, soit qu'ils l'aient abandonné pour aller vers d'autres formations politiques, principalement le Parti Populaire Français de Jacques Doriot), soit qu'ils viennent de milieux pacifistes d'extrême gauche, ou de milieux syndicalistes, principalement de la CGT réformiste d'avant-guerre.

Et puis des francs-maçons. Beaucoup de francs-maçons qui ont milité à gauche, ou à l'extrême gauche, avant-guerre. Ce qui ne fut, certes pas, le cas de tous les frères.

On verra qu'au total, cela fait pas mal de monde. Dont on ne parle pas souvent. Et que cela change un tout petit peu l'image banalisée de la Collaboration.

Et puis, « La gauche dans la Collaboration », ce sont aussi, parfois, des gens qui n'appartenaient pas à la gauche avant-guerre, mais qui l'ont ralliée soit sous l'Occupation soit, plus souvent, après la Libération.

Le plus illustre d'entre eux n'est autre que François Mitterrand, président de la République.

Roland GAUCHER

# Sommaire

---

	Avertissement	page 3
I	<b>Roland Gaucher</b> — Le R.N.P. carrefour des socialistes, des syndicalistes, et des frères .:	page 5
II	<b>Valterus</b> — Les communistes	page 13
III	<b>Raoul Folcrey</b> — La gauche et la collaboration en Belgique (De Man, les communistes belges)	page 20
IV	<b>Gérard Le Marec</b> — Les syndicalistes de 1940 à 1944	page 25
V	<b>Philéas Fogg</b> — L'équerre le compas et la croix gammée	page 31
VI	<b>Michel Roland</b> — L'ambassade d'Allemagne ou la fraternelle connexion	page 35
VII	<b>Jean Mabire</b> — Journalistes et écrivains de gauche dans la collaboration	page 38
VIII	<b>Philippe Randa</b> — Marc Augier, du cabinet de Léo Lagrange au front de l'Est	page 48
IX	<b>Roland Gaucher</b> — Le (petit) "Monde" des ex- « collabos »	page 51
X	Ces damnés papas	page 58
XI	<b>Michel Miot</b> — Trois franciscards	page 60
XII	<b>Martin Peltier</b> — Mitterrand : évasions douteuses, Francisque certaine	page 62
XIII	<b>Jean Melisey</b> — L'opération Herriot, bouée de sauvetage de la collaboration ou radeau de la Méduse de la Ille ?	page 68
XIV	<b>Roland Gaucher</b> — Georges Albertini : un destin hors série	page 72
XV	<b>André Figueras</b> — La légende gaullo-gauchiste	page 78
XVI	<b>Philéas Fogg</b> — Liste des collaborateurs les plus marquants	page 80

## Chapitre I

# Le R.N.P.

## CARREFOUR DES SOCIALISTES, DES SYNDICALISTES, ET DES FRERES ••



Marcel Déat  
à la tribune.

**M**arcel Déat était une très belle mécanique intellectuelle et un remarquable orateur. Ce ne fut jamais un chef de parti. Vraiment, un chef de parti. Bien qu'il eut adhéré fort jeune à la SFIO.

Je trouve la confirmation de ce que j'avance dans ses *Mémoires politiques* <sup>(1)</sup>

Après la déroute de 1940, l'homme qui avait écrit dans *L'Œuvre*, l'éditorial célèbre « Mourir pour Dantzig » <sup>(2)</sup>, puis signé le tract « Paix immédiate » <sup>(3)</sup> se retrouve, bien sûr, à Vichy, en même temps que la plupart des parlementaires,

accourus dans cette ville d'eau pour voter la confiance au maréchal **Pétain**. Le désastre est là. Les faits lui ont donné raison. Ce n'est pas **Daladier** ou **Jean Zay**, qui ont failli se faire lyncher à la descente du *Massilia*, qui pourraient soutenir le contraire. Pourtant, il ne va pas rester dans une ville dominée, à ses yeux, par **la réaction**. Il revient à Paris.

*L'Œuvre* l'attend, dont il va prendre la direction. Et puis aussi des Allemands importants comme **Abetz** ou **Achenbach**, à l'ambassade d'Allemagne. Anciens hommes de gauche. Comme lui. Anciens francs-maçons (anciens ?). Et

Marcel et Hélène Déat, à une exposition de peinture sous l'occupation.



même si Déat n'a jamais été formellement franc-maçon, il a parlé en loge, en tenue blanche. Les frères •••, avant-guerre, étaient nombreux autour de lui. Ils vont le redevenir. A Vichy, il n'y avait guère que Laval qui lui convenait. A la limite, **Gaston-Franck Bergery**, **Emmanuel Berl**... Le reste, c'était la Droite, la plus conservatrice, les patrons, les conservateurs, les maurrassiens, les militaires, les anti-boches... Beurk !

A Paris, c'est un autre climat. Le retour (apparent), en dépit de l'occupation, à une certaine liberté. Celle où l'on dit (chapeau bas), très respectueusement : « Monsieur le Maréchal ! ».

Et comment parler autrement de l'homme au pouvoir, du vainqueur de Verdun, auquel toute la France — oui, toute la France — voue un culte ?

Oui mais, en cette zone occupée, la présence allemande ménage un espace où l'on va pouvoir combattre sans ménagement, parfois avec la discrète complicité de Laval, « l'entourage du Maréchal ». Réactionnaire. Conservateur. Militariste. Capitaliste. Anti-germanique. Anti-boche. Anti-européen. Revanchard...

Déat ne va pas s'en priver.

## Rassemblement National Populaire ( Première phase )

A-t-il prévu, dès son retour, de fonder un nouveau parti ? Sans doute. Le problème, c'est que cette perspective va lui être offerte plus tôt qu'il ne le pensait, et avec des partenaires qu'il n'imaginait pas quelques semaines plus tôt.

Offerte ? Disons plutôt imposée. Les partenaires, ce sont les gens de la Cagoule, qu'il n'eût certes pas fréquentés avant-guerre. Qu'il combattait. Des gens d'extrême droite, des dissidents d'Action Française : **Eugène Deloncle**, **Eugène Schueller** (le patron de l'Oréal et de Monsavon), **Jacques Corrèze**, **Henry Charbonneau**, **Frank Tenaille**, **Jean Filliol** (soupçonné d'être le tueur de l'organisation clandestine), etc.

Rencontre surprenante. Amalgame inconcevable quelques mois plus tôt.

Et Déat accepte.

Il accepte, ou il « craque » ?

Quelque estime que j'aie conservée pour Marcel Déat, j'aurais tendance à écrire : « il craque ». Non par peur. C'était un homme tranquillement courageux. Mais je me reporte à ses *Mémoires*. Il a été arrêté le 13 décembre en même temps que Laval, par des gens de Vichy (dont des cagouleurs). Le



Eugène Deloncle, le patron de " La Cagoule " .

projet était sans doute de les « liquider ». Ils sont bientôt libérés sur intervention de l'ambassade. Et qui contribue à la création du RNP, aussitôt après cet épisode ? Laval en personne.

Et là, je cite Déat :

*« Je ne tardai pas à avoir au journal la visite de Deloncle lui-même... Il était très opposé au doriotisme et affirmait, avec des positions nationales intransigeantes, une volonté très nette de transformation sociale. Bref, il aboutissait, venant de droite, aux positions que nous avions rejointes, venant de gauche... Je fus peu à peu séduit par l'allure "cruciale" de l'expérience, en même temps que je trouvais comme mode de disposer de "cadres" déjà en place. De mon côté, j'avais le journal (L'Œuvre), et je représentais une force politique sans laquelle Deloncle se rendait bien compte qu'il ne pourrait jamais dépasser le stade du petit complot » (4).*

Arrêtons là cette citation. La balance des forces établie par Déat ne tient pas la route. L'un (Deloncle) arrive avec des **cadres**, formés à la dure école de la clandestinité (et de la répression). C'est-à-dire un **appareil** qui va prendre tout en mains. L'autre (Déat), lui oppose quoi ? Un « canard ». C'est-à-dire une dizaine de bonshommes qui, lorsqu'ils ont écrit leur « papier », vont boire — avec l'argent du mois — un godet au café du coin.

Quand il trace ces lignes, en exil en Italie (en 1947, 48 ou 50), donc quelques années seulement après ses premiers contacts avec Deloncle, Marcel Déat fait, cruellement, la démonstration qu'il n'avait pas été « programmé » par la nature pour devenir un chef de parti.

La suite le confirme. Continuons de citer Déat :

*« Tout le monde était en principe d'accord. C'est alors que les gens du MSR (5), jouant à la fois de Laval et d'Abetz, réussirent à précipiter les choses et à nous mettre, en quelque sorte, devant le fait accompli. Était entré dans le circuit, avec Deloncle et Vanor (6), ce phénomène de Fontenoy. Ils arrivèrent un soir à L'Œuvre, venant de l'ambassade, et affirmèrent que Laval et Abetz voulaient que, tout de suite, le mouvement fût lancé. Un comité directeur était, en principe, approuvé (par qui ?), qui comprenait cinq membres : Deloncle, Fontenoy, Vanor, Jean Goy et moi-même, comme président. Cette organisation n'était que provisoire... On verrait après...*

*... Je me laissai faire et le Rassemblement national populaire naquit... » (7)*

Quand on « laisse faire », on n'est pas chef de parti. La suite le démontrera assez vite. L'expérience du R.N.P, première manière, se révéla assez vite invivable.

Cela se passait en janvier 1941. Je venais de m'évader en gare de Châlons-sur-Marne, du convoi de prisonniers qui m'emmenait en Allemagne.

Mobilisé en 1939 au 27<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie à Dijon, venant de l'extrême gauche (les Lycéens antifascistes, puis la Fédération des Etudiants Révolutionnaires, résolument pacifistes), j'avais toujours détesté cette guerre. Je me préparais à rejoindre le RNP. L'entrée des cagouards m'en dissuada. Je n'imaginai pas d'entente possible avec l'extrême droite. Plus tard, un meeting au Vel'd'Hiv, bourré à craquer, pour le lancement de la LVF, me confirma dans mon abstention. Je vis en Deloncle un hâbleur qui répétait sans cesse, d'une voix emphatique : « Oui, l'heure est solennelle. » Le S.O. était aux mains de cagouards. Déat était un autre orateur que le pitoyable Deloncle ! Pourtant, l'un ne récoltait que de maigres applaudissements, le second, si médiocre fût-il, était acclamé (8).

C'était clair.

Quand la rupture entre Déat et Deloncle se fit, en 1942, j'adhérai (en février ? en mars ?) à la permanence du 15<sup>e</sup> arrondissement, au RNP, deuxième manière.

Plus précisément, aux Jeunesses Nationales Populaires.

## Gauche, extrême gauche, frangins...

Je me retrouvai au milieu d'hommes et de femmes venus de gauche et d'extrême gauche.

L'apport de la droite était des plus réduits désormais. Certes, au Bureau Politique, il y avait **Jean Goy**, dirigeant de l'UNC (Union Nationale des Combattants). Il venait peu souvent au siège (rue du Faubourg Saint-Honoré), et je ne me souviens pas l'y avoir jamais rencontré. **Michel Brille**, avocat, député de la Somme, ancien membre de l'Alliance démocratique, jouait un rôle plus important. Il voyait assez souvent Déat, en bonne partie pour lui dire du mal d'Albertini qu'il n'aimait pas.

La droite se limita à peu près à cela à l'échelon national. Il y eut certainement, en province, parmi les cadres du parti, des hommes venus de la droite mais, dans l'ensemble, ils étaient fort peu nombreux.

La direction du RNP comptait treize membres. En dehors des deux que je viens de nommer, tous les autres provenaient de la gauche. A savoir :

- **Georges Albertini**, secrétaire général du mouvement. Sorti de l'Ecole Normale de Saint-Cloud, cet enfant issu d'une famille très modeste, mais doué d'une intelligence exceptionnelle, avait appartenu, avant-guerre, à l'Institut supérieur ouvrier, au Comité de vigilance des Intellectuels antifascistes (en même temps que **Léon Emery**) et à la tendance « Redressement » de la SFIO, tendance pacifiste où il



Georges Albertini, secrétaire général du RNP. Sûr de lui.

côtoyait un polytechnicien nommé **Soulès** (le futur **Abellio**).

- **René Benedetti**, ancien socialiste. Il dirigeait l'organe du RNP, *Le National Populaire*.

- **Francis Desphelippon**. Il avait appartenu au parti communiste, puis au parti socialiste. Il devint membre aussi du Front révolutionnaire national, créé par **Henri Barbé**, et qui était un prolongement du RNP, chargé de faire pièce au PPF de **Jacques Doriot**.

- **Georges Dumoulin**, syndicaliste, franc-maçon, ancien mineur, secrétaire général de la CGT où il était le rival de **Jouhaux**. Après la guerre, il devait collaborer à *Itinéraires*, la revue catholique de **Jean Madiran**.

- **Emile Favier**, franc-maçon.

- **Jacques Guionnet**, ancien instituteur socialiste, chef de la propagande du RNP.

- **Gabriel Lafaye**, franc-maçon député socialiste de la Gironde, ancien sous-secrétaire d'Etat.

- **Maurice Levillain**, conseiller municipal de Paris, conseiller général de la Seine, ancien socialiste SFIO.

- **Bernard Montagnon**, franc-maçon, ancien député de Paris SFIO, puis néo-socialiste.

- **Georges Rivollet**, député, ancien ministre des Anciens Combattants. Franc-maçon.

- **Roland Silly**, ancien secrétaire de la Fédération CGT des Techniciens, ancien socialiste (tendance **Paul Faure**), chef des Jeunesses Nationales Populaires.

Parmi les autres cadres du RNP, nombreux étaient ceux qui venaient des milieux syndicaux, en général de la CGT (9), tels **Kléber Legeay** ; **Jean Pélisson** (syndicat des Techniciens) ; **Charles Dooghe** (syndicat des employés) ; **Louis Louis** (Fédération de la navigation) ; **Roger Paul**

(Fédération ouvrière du textile) ; **René Mesnard**, président du Comité ouvrier de Secours Immédiat, directeur de *L'Atelier* ; **Francis Delaisi**, économiste, très connu avant-guerre dans les milieux de gauche et d'extrême gauche.

L'influence du RNP était prolongée par un certain nombre d'organisations annexes. Nous avons déjà cité le Front révolutionnaire national. Il y avait aussi le Centre syndical de propagande, issu de *L'Atelier*, hebdomadaire spécialisé dans les questions syndicales, dont le secrétaire général était **Georges Dumoulin**. A *L'Atelier*, collaboraient Lafaye, Mesnard, **Aimé Rey**, Georges Albertini (il exerçait là une influence importante), **Léon Bécot**, **Fernand Hamard**, **Georges Lefranc**, **Pierre Vigne**, tous hommes de gauche.

Il faut encore citer la Légion Nationale Populaire, dirigée par Montagnon, qui assurait le service d'ordre, le Comité National d'Action économique, dirigé par **Paul Perrin**, ancien député (franc-maçon).

## Albertini, maître de l'appareil

Déat, je l'ai souligné au début de cet article, était un remarquable orateur, capable d'élaborer un discours très construit, très charpenté, et de tenir toute une salle pendant une heure et demie ou deux heures sous la séduction de son verbe. Six jours de la semaine, il publiait dans *L'Œuvre* un éditorial à la fois très clair et très vigoureux. Auprès des adeptes de la gauche venus à la collaboration, ce message passait. Il tapait lui-même, chez lui, ses six « papiers » de la semaine, ce qui, « journalistiquement », est une conception discutable.

D'une certaine façon, c'était un solitaire. Il évoluait entre



A la tribune, le frère (..) Gabriel Lafaye. A sa droite Georges Albertini.

Une équipe du C.O.S.I. (Comité de Secours Immédiat) composée de membres des J.N.P. A droite, la 1<sup>ère</sup> page d'une brochure des J.N.P.



son appartement de la rue Louis Murat, sa propriété d'Arbourse, dans la Nièvre, et les bureaux de *L'Œuvre*. Il venait rarement au siège du RNP. En cela, il différait totalement de Jacques Doriot, campé chaque jour au siège du PPF, place des Pyramides, qui passait des journées entières avec les cadres du parti, et parfois couchait sur place dans une chambre de bonne.

Il en résultait que si l'ascendant, le prestige de celui qu'on appelait « le chef », selon le vocabulaire en vogue à l'époque, échappaient à toute critique, l'homme qui tenait « l'appareil » du RNP, c'était le secrétaire général Georges Albertini.

La trentaine à l'époque. Un cerveau. Une volonté. Une ambition.

— *Un cerveau* : il lisait tout. Assimilait tout. Il avait un esprit clair, précis. Une mémoire sans faille. Un sens aigu de la synthèse brève. Le don de répartie, souvent féroce.

— *Une volonté* : il était là de 8 heures du matin à 20 heures. Observait (presque) tout. Imposait ses vues. Balayait sans ménagement quiconque pouvait lui faire de l'ombre. Secondé très remarquablement par sa secrétaire, **Gilberte Altmeyer** (ancienne communiste), qu'il épousera en secondes noces, après sa sortie de prison (1948).

— *Une ambition* : sans rivages. Eût-il basculé dans la Résistance seulement six mois avant la Libération, qu'il aurait eu de fortes chances de devenir président du Conseil. Il lui fallut attendre le milieu des années 50, pour qu'il se rendit compte que son influence, certes, ne serait pas négligeable, mais qu'elle ne pouvait être que celle d'un « homme de l'ombre ».

Au RNP, il n'eut pas que des amis. Jean Goy, Michel Brille, Montagnon... allèrent plus d'une fois pleurer dans le gilet de Déat. Sans grand succès.

Hors du parti, Albertini s'appuyait sur le réseau des syndicalistes (*L'Atelier*, le C.O.S.I. ...) et sur les Jeunesses Nationales Populaires, notamment sur son chef Roland Silly, venu de la Fédération des Techniciens, avant-guerre, et de *France-Europe*, groupe constitué au début de l'occupation

par ceux qui n'avaient pas voulu rejoindre le RNP première manière : celui des cagouleurs.

## Les JNP

Une coopération étroite se noua ainsi entre l'équipe Albertini au parti (Jacques Guionnet, Benedetti, **Roger Poisson**) et la direction des Jeunesses (une dizaine de personnes).

Aux JNP, presque tous les dirigeants venaient de la gauche — voire de l'extrême gauche. Outre Silly "paulfauriste", **Yves** (organisation), instituteur dans l'Aube, avait appartenu aux Etudiants socialistes. C'était le poulain d'Albertini. Michel (propagande) venait comme moi de la Fédération des Etudiants révolutionnaires. Rodolphe et Albert étaient tous deux inspecteurs des Jeunesses. Le premier venait des J.E.U.N.E.S. (Jeunes équipes unies pour une nouvelle économie sociale), groupe de gauche fondé avant-guerre par **Jean Nocher**. Le second avait appartenu au Parti communiste internationaliste (PCI), formation trotskiste que les lecteurs de *Rouge* connaissent par cœur.

Quand, dans l'été 42, j'entrai dans l'appareil des JNP, je me retrouvai en famille. Entre nous, il y avait une même sensibilité. Et la croyance (illusoire) que, dans la perspective d'une victoire militaire de l'Allemagne dont nul ne doutait alors, nous pourrions faire alliance avec la gauche du parti national-socialiste.

Quoi encore ? La secrétaire des JNP, « Mimi », femme d'un extraordinaire dévouement que tout le monde adorait, était une ancienne sœur maçonnes. Je ne le sus qu'après la Libération. Son fils Henri, membre des JNP, avec qui je conservai jusqu'à sa mort des liens d'amitié (je suis le parrain de sa fille), appartenait-il, lui aussi, à une loge ? Nous n'en

avons jamais parlé. Il est devenu le secrétaire général d'un important syndicat où les influences anarcho-maçonniques n'étaient pas minces.

Les JNP possédaient un camp d'entraînement à St-Ouen-l'Aumône, où nombre d'entre nous se rendaient chaque semaine. Le matériel de camping était celui des Faucons Rouges, organisation de jeunes du parti socialiste avant-guerre, dont une des vedettes était **Marceau Pivert**. Ce matériel leur a été restitué après la Libération, dans des conditions que je ne connais pas.

Les chemises bleues que nous portions venaient d'un stock textile des Faucons. Les chants que nous entonnions et qui rythmaient nos marches : *Solides comme le fer et l'acier*, *Chant de bataille*, *chant d'assaut*, *Marche marche, marche gaiement*, *JNP en avant*, étaient tous, au prix de menues adaptations des chants des Faucons Rouges, qui eux-mêmes avaient été pour la plupart adaptés de chants allemands des « Rote Falken », le modèle des Faucons Rouges français.

L'homme qui nous communiqua ces chants et qui conçut (moyennant finances) les affiches des JNP, signées **Roger Folk**, était un grand gaillard d'une trentaine d'années, très sympathique, et dont le véritable patronyme était **Roger Foirier**. Sa femme, Mireille, donnait des cours de gymnastique aux filles des JNP.

Tout de suite après la Libération, Foirier se retrouva dans les rangs de l'extrême gauche, plus précisément dans la mouvance trotskiste qui était la sienne avant-guerre. Jouait-il double jeu ? Fort possible. Cela dit, quand j'ai lu dans *Le Monde* un article nécrologique — où bien sûr était omis son comportement sous l'Occupation, entre autres ses nombreuses visites au 66 rue de la Boétie, siège des JNP — je n'ai pu m'empêcher de sourire. Au *Monde*, on ne sait pas tout.

Ou on ne dit pas tout.

En définitive, aux JNP, je n'ai connu que deux personnes qui ne venaient pas de gauche.

**Roland B...** <sup>(10)</sup> me succéda à la tête des G.A. (Groupes



Affiche J.N.P. de  
Roger Folk.  
Au camp de Saint-  
Ouen-l'Aumône.



Les militantes des J.N.P. acclament Marcel Déat.

d'Action) qui assurèrent le service d'ordre et dont j'avais eu pendant deux mois la charge. Il venait des Scouts catholiques.

La seconde, **Christiane de C...** dirigeait les jeunes filles de notre mouvement. Son père combattait dans la France Libre. A son arrivée à Paris, après la Libération, il s'inquiéta de savoir ce qu'elle était devenue. Il apprit qu'elle était dans un camp de détention. Il s'empressa de la faire sortir.

Quand on lit les mémoires de Marcel Déat, on discerne très bien les lignes de force de son entreprise. Il mène une lutte incessante contre les conservateurs, les militaristes, les revanchards de Vichy ; contre les trusts, justifiés et encouragés, écrit-il, par l'amiral **Darlan**, contre la banque **Worms** (où Albertini fera carrière après la Libération) et contre les capitalistes allemands. C'est pourquoi, dans *L'Œuvre*, il ne se fera pas faute de lever l'étendard contre le complot « synarchique », auquel, à vrai dire, il semble qu'il n'ait cru qu'à moitié.

Sa base arrière, c'est l'ambassade d'Allemagne.

En zone Nord, il a un seul rival : Doriot qui va plutôt chercher ses appuis côté **Sauckel**. Dans ses mémoires, Déat prétend que le RNP était beaucoup plus efficace que le PPF. Ce n'est pas évident. Le PPF disposait de cadres solides, formés à l'excellente école communiste, et rompus aux tâches du militantisme. Exception faite de Barbé, fort peu d'anciens communistes adhérèrent au RNP. Je crois qu'ils n'avaient guère d'affinités avec Déat. Et puis, entre anciens « cocos » et ex-SFIO, ou ex-francs-maçons (qui n'étaient pas toujours « ex »), le courant passait mal.

Quand Déat fut nommé ministre du Travail (mars 1944), Albertini devint son chef de cabinet. Nombre de bureaucrates du RNP furent transférés au ministère. On demanda, aux « jeunes » de se substituer à eux. Une grande partie de la

rédaction du *National-Populaire* organe du R N P fut assurée, comme certaines tâches de propagande, par certains d'entre nous.

Les choses durèrent ainsi jusqu'au début du mois d'août, puis tout se disloqua très vite. A une date, dont je n'ai pas gardé la mémoire précise, **Silly** réunit l'état-major des Jeunesses et nous avertit que Déat allait partir pour Nancy. Nous, nous tâcherions de fonctionner dans la clandestinité. Barbé était là. Une heure durant, il nous fit un cours sur les techniques de la clandestinité, l'affrontement avec la police, etc. Je n'ai jamais oublié ces leçons qui venaient de l'expérience communiste (dans ce domaine, la droite est « nullarde »). Je les ai toujours appliquées quand j'ai eu affaire à la police. La seule fois où je les négligeai, je me fis « coxer ».

Et puis tout s'effondra. En quelques jours.

**Roland Gaucher**

(1) Denoël, éd. 1989

(2) *L'Œuvre*, août 1939

(3) 10 septembre 1939

(4) o.c. p 595

(5) Mouvement social révolutionnaire = la Cagoule

(6) Un des dirigeants de la Cagoule

(7) o.c. pp. 595, 596

(8) Plus tard, je partageai, au camp d'Epinal, la même cellule qu'un cagoulard célèbre, **Henry Charbonneau**. Nous sommes devenus et restés jusqu'à sa mort les meilleurs amis du monde.

(9) Il s'agit de la CGT réformatrice dirigée à l'époque par **Belin**, ministre du Travail de Vichy.

(10) Aujourd'hui décédé.

# ROGER POISSON

■ A l'époque où je dirigeais la fédération de Paris des JNP, avant d'être nommé inspecteur national, Roger Poisson occupait les mêmes fonctions au sein du parti. Roger, chez les adultes, était certainement celui avec qui je m'entendais le mieux. Il venait du PSOP (Parti socialiste ouvrier paysan) de Marceau Pivert, dissident de la SFIO, et il avait combattu dans les Brigades internationales.

Au parti, Roger s'ennuyait. Il pensait que le RNP était une formation pantouflarde. Il n'avait pas entièrement tort. Il finit par quitter le RNP pour devenir un des dirigeants de la Milice et combattre un maquis, dans l'Aube, si j'ai bonne mémoire. Il m'avait invité à le suivre. Je refusai.

Poisson suivit ensuite Darnand en Allemagne. Les éléments les plus valides furent versés dans la division Charlemagne, parfois contre leur gré. Les plus âgés et les plus jeunes formèrent une unité d'environ un millier d'hommes qui allèrent combattre un maquis en Italie du Nord. Darnand, Poisson et quelques autres — j'ai oublié leurs noms — la commandèrent.

Les plus âgés, pour la plupart, venaient de l'Action Française ou, en tout cas, étaient maur-

assiens. Ils avaient suivi Joseph Darnand à la Légion des Combattants ; puis à la Milice, en zone Nord et, enfin, en Allemagne. Très souvent en grognant. Mais, enfin, Joseph, c'était Joseph.

C'est ainsi que d'anciens monarchistes français furent, au terme de leur équipée, engagés contre un maquis composé de monarchistes italiens.

Darnand, on le sait, fut arrêté en Italie. Poisson échappa aux poursuites. Provisoirement. On a souvent évoqué le trésor de guerre de la Milice. Il en détenait une partie. En tout cas, la majeure partie de la somme qui avait été dérobée par Darnand à la Banque de France à Strasbourg.

Poisson voulait revenir en France. En compagnie de B... du COSI, il s'aboucha avec des hommes de la DGER. Marché fut

conclu : contre la moitié des sommes qu'ils détenaient, ils seraient autorisés à franchir la frontière.

Marché imprudent : il était plus avantageux pour les hommes de la DGER de s'emparer de la totalité de la somme, plutôt que de la moitié. Une fois la frontière franchie, Poisson fut donc conduit dans la montagne et abattu, B... parvint à s'échapper. Par miracle.

Par miracle...

R. G.



De gauche à droite... (?) Roger Poisson et Maurice Déglise, ancien communiste.

## « AGO »

■ C'était son diminutif. Nous l'appelions ainsi. Il était le frère d'un cinéaste très brillant, marié à une actrice également fort connue. Elève de Khâgne comme moi, il avait appartenu lui aussi — comme Jean Cornec, comme Jean-Louis Bory — à la Fédération des Etudiants révolutionnaires.

Mais nous ne nous sommes jamais rencontrés à cette époque.

Peu après mon arrivée au siège des JNP, Michel..... me fit venir et me présenta « Ago ». Il avait épousé une juive. Elle venait d'être internée. Elle était dans un camp, à Drancy, je crois. Ago nous demandait d'intervenir.

Nous envisageâmes, Michel et moi, de faire une démarche auprès du commandant allemand du camp que, naturellement, nous ne connaissions pas. Puis, nous avons pensé que notre autorité ne serait pas très grande. C'est pourquoi nous nous sommes adressés (à tort sans doute) ..... à X... qui promet, et ne put rien faire... (ou ne fit rien).

La femme d'Ago fut déportée. J'ignore ce qu'elle a pu devenir. Ago continua à militer parmi nous, où il était fort populaire.

Nous nous quittâmes le 17 ou 18 août 1944. Il fut tué pendant les combats de Paris.

D'une balle perdue.

R.G.

## Chapitre II

# LES COMMUNISTES



Denise Ginollin.  
Elle « contacta »  
(en vain)  
le lieutenant  
Weber (de la  
Propaganda  
Staffel).

## I - Les défaitistes

**L**e 18 juin 1940, deux femmes et un homme se présentent dans le bureau du lieutenant **Weber**, chargé du service de presse de la Kommandantur à Paris, 12 bd de La Madeleine.

Les deux femmes s'appellent **Denise Ginollin** et **Jeanne Schrodt**. La première est membre du parti communiste, elle sera du reste député de ce parti à l'Assemblée nationale, après la Libération. La seconde appartient à la même formation politique.

• **Maurice Tréand**, lui, est le chef de la Commission des

cadres au PCF, organisme capital du parti pour l'action clandestine, les renseignements et l'activité policière. Ceci est vrai pour tout parti communiste fonctionnant dans la légalité. Mais comme le PCF a été dissous, au début de la guerre, suite à un décret du socialiste **Serol**, ministre de l'Intérieur, toute l'action communiste en France est donc réduite à la clandestinité. C'est dire l'importance de Tréand, qui est effectivement, à cette époque, le bras droit de **Jacques Duclos** dans la clandestinité.

Quel est l'objet de la démarche de ces trois personnes dans le bureau du lieutenant Weber ? Elles veulent tout bonnement

- 3 -

Les banqu's franco-anglaises  
 Comm' de bien entendu  
 Ne la trouvent pas mauvaise  
 Comm' de bien entendu  
 A nous d'ram'ner not'fraise  
 Comm' de bien entendu  
 C'est l'capital qui doit être mis à cul  
 Comm' de bien entendu

- 4 -

Vit' il faut fourr' en l'air  
 Comm' de bien entendu  
 Daladier, Blum-la-guerre  
 Comm' de bien entendu  
 Et Reynaud-la-vie-chère  
 Comm' de bien entendu  
 Soldats, Travailleurs, unis prenons l'dessus  
 Comm' de bien entendu

- 5 -

Nous en avons tous marre  
 Comm' de bien entendu  
 Qu'on nous prenne pour des poires  
 Comm' de bien entendu  
 Pour nous y a pas d'histoire  
 Comm' de bien entendu  
 Viv'la liberté et qu'la paix soit conclue!  
 Comm' de bien entendu.

TOUTS DROITS DE REPRODUCTION AUTORISÉS.....  
 COMME DE BIEN ENTENDU

# Soldats Français

Les ouvriers allemands ne sont pas vos ennemis.  
 Contre votre ennemi :

LE CAPITALISME INTERNATIONAL.  
 FRATERNISEZ ! FRATERNISEZ !  
 Edité par le Parti Communiste Français.

## SOLDATS

Pendant que vous touchez 15 sous de prêt.

Pendant que vos familles sont dans la gêne.

Pendant que vous risquez votre vie.

**LES CAPITALISTES S'ENRICHISSENT**  
**A bas la guerre des capitalistes!!!**

**A la porte le gouvernement Daladier.**

**LES ACTIONS DES SOCIÉTÉS**  
**CAPITALISTES SONT EN HAUSSE**

Les patrons de M. Daladier gagnent beaucoup d'argent et ils veulent que ça dure.  
**Pour en finir avec la guerre capitaliste,**  
**A la porte le gouvernement Daladier.**

Extraits de publications clandestines du parti communiste pendant la « drôle de guerre ». Le mot d'ordre est clair : « Fraternisez ! ». Avec qui ? Avec la Wehrmacht, bien sûr.

faire réparer *L'Huma*, avec l'autorisation des occupants. Les démarcheurs arguent que, déjà, ont reparé *Le Matin* et *La Victoire* (1).

Notons deux choses :

1) A ce jour, *l'armistice n'est pas encore signé*.

2) Le 18 juin est la date du fameux appel de **de Gaulle**.

Le lieutenant Weber n'a manifestement rien contre la réparation du quotidien communiste. Et d'ailleurs, il y a quantité de raisons pour que ce subalterne de la Wehrmacht voie cette opération d'un bon œil.

— D'abord parce que le pacte germano-soviétique, signé en 1939 par **Ribbentrop** et **Molotov**, fonctionne toujours, et, jusque-là, très bien.

En effet, depuis sa dissolution, le parti communiste, entré dans la clandestinité, agit comme *un allié objectif des troupes allemandes*.

— Il a fait circuler, parmi les troupes et la population civile, quantité de tracts et de petits journaux clandestins (2).

— Il a incité au sabotage des usines de guerre, notamment aux usines Farman, Renault, Somua, à la Capra (Courbevoie), à la poudrerie de Sorgues, dans les casernes de la région fortifiée de Boulay, etc.

Le cas le plus connu est celui des frères **Rambaud**, membres des jeunesses communistes, de **Maurice** et **Léon Lebeau**, de **Roger Leroux**, **Raymond Andrieu** (idem). Ainsi, en avril 1940, aux usines Farman, à Boulogne-Billancourt, Roger Rambaud a été pris sur le fait, alors qu'il venait de saboter 17 moteurs sur 20.

Traduits devant le 3<sup>e</sup> tribunal militaire de Paris, le 27 mai

1940, les deux frères Rambaud et Maurice Lebeau devaient être fusillés.

Par la suite, le parti communiste s'est bien gardé d'exalter leur mémoire.

— Le parti communiste clandestin encourage encore la *désertion*. Du reste, son secrétaire général, **Maurice Thorez**, a donné l'exemple. Mobilisé le 3 septembre 1939 au 3<sup>e</sup> Génie, cantonné à Chauny (Aisne), le sergent Thorez est prévenu, le 4 octobre, alors qu'il joue aux cartes, que des amis l'attendent à l'entrée de la caserne. Il sort, monte dans une voiture qui démarre. On ne le reverra pas de sitôt.

Le 6 octobre, il est porté *déserteur*. Passé clandestinement en Belgique, puis en Suisse, on retrouve sa trace en 1940 à Moscou (3). Amnistié après la Libération, il deviendra ministre d'Etat dans le gouvernement de Gaulle.

Quand il reçoit le trio quémendeur, le lieutenant Weber n'a peut-être pas ces données en tête.

Une seule chose lui suffit : il sait, à coup sûr, que Maurice Tréand a été reçu la veille par **Abetz**, ambassadeur du III<sup>e</sup> Reich en France, et par **Boemelburg**, chef du Sicherheitsdienst. C'est une caution suffisante.

Il accorde donc l'autorisation demandée à Denise Ginollin, ainsi que deux laissez-passer.

— Il faut faire cette réparation le plus tôt possible, déclare le brave lieutenant.

Il ajoute toutefois :

— Bien entendu, les textes devront être soumis à la Kommandantur.

Aucun problème. Les textes sont prêts ; le même jour,

Denise Ginollin va voir l'imprimeur de *L'Humanité*, **Dangon**, lui remet les articles et un chèque de 50.000 francs (on a beau être clandestin, on ne manque pas de picaillons).

Hélas ! Hélas ! Hélas ! — comme s'exclamerait **Mon général** — l'Histoire ne retiendra pas ces pages qu'il serait fort intéressant de relire aujourd'hui.

Entre-temps, un affreux gêneur intervient, proteste, et finit par obtenir gain de cause. Ce gêneur, c'est Vichy (averti comment ?) qui proteste auprès des autorités allemandes.

Celles-ci s'inclinent. *L'Humanité* ne paraîtra pas.

Mais la pauvre Denise n'en est pas quitte pour autant. Elle est arrêtée en même temps que Tréand et Mme Schrodt, le 20 juin, par les autorités françaises, en vertu du décret de dissolution du parti communiste.

Et, dès le lendemain, elle est interrogée par les services du commissaire **Lafon** (voir procès-verbal ci-joint). Elle est écrouée, ainsi que Mme Schrodt, à La Roquette, tandis que Tréand est conduit à la Santé. Une instruction, confiée au juge **Pihier**, est ouverte, sur réquisitoire du procureur de la République, **Frette-Damicourt**.

Les malheurs de ce trio ne durent guère. Dès le 25 juin, sur intervention des Allemands, les trois communistes sont libérés, très exactement sur « ordonnance de M. Fritz, conseiller supérieur de l'administration militaire allemande ». (4)

La libération de ses trois camarades ne peut toutefois pas satisfaire la direction clandestine du PCF.

Cette libération n'est jamais, à ses yeux, qu'un « point de

372

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Le 20 Juin 1940  
à Vingt-et-un Juin

Monsieur LAFONT,

Commisnaire de Police de la Ville de Paris et du Département de la Seine, chargé des Délégations Spéciales et Judiciaires, Officier de Police Judiciaire, Auxiliaire de Monsieur le Procureur de la République.

Palais des Comptes

Madame GINOLLIN Denise, demeurant 87 Rue des Ortoaux à Paris.

Interpellée sur son identité elle nous fournit les renseignements suivants :

Je me nomme BEVET Eglantine Denise, née le 30 Juillet 1907 à Paris (12<sup>e</sup>) FILLE de Joseph Théophile et de Georgine Pauline AYBILLON, divorcée de Robert Jean Ambroise BEVET marié en secondes noces le 3 Septembre 1935 à Paris (11<sup>e</sup>) avec Frédéric Jean Marie GINOLLIN, né le 10 Mai 1902 à Orléans, sans enfant, demeurant en ses meubles 87 Rue des Ortoaux à Paris (10<sup>e</sup>).

Je suis de nationalité française, j'ai une instruction primaire, je n'ai jamais eu affaire en Justice.

J'exerce la profession d'atomo-dactylographe. J'ai travaillé pendant plusieurs années et jusqu'en 1935 à la Société PARIS-PROSC, 139 Bd Voltaire en qualité de atomo-dactylo. J'ai travaillé ensuite en la même qualité au siège de la Fédération des Jeunes Communistes et ce, jusqu'au début de la guerre.

Mon mari exerçait la profession d'ajusteur, il a été mis en affectation spéciale au mois de Décembre 1939. Replié avec son usine le 13 dans le direction de Chartres, il est actuellement je ne sais où.

Je n'ai pour moyens d'existence que le produit de mon travail.

Invitée à s'expliquer sur les faits qui lui sont rapportés, elle déclare :

J'ignore dans quelles conditions ont été établis le tract "Il y a des comptes à régler" et l'exemplaire du Journal L'HUMANITE portant la date du 12 Juin 1940. Je n'ai personnellement concouru ni à leur établissement ni à leur diffusion.

Il est tout à fait exact qu'avec deux camarades MME SCHRODT et M. TRÉAND, j'ai essayé de faire paraître régulièrement le Journal L'HUMANITE. Nous avons eu cette idée lorsque MME SCHRODT avait pu publier divers journaux tels que "Le Matin" ou "La Victoire".

Je ne suis adressée à cet effet ni par deux ou trois jours au service de presse de la Kommandantur 17 N° de la Madeleine à Paris. J'ai été reçue par le Lieutenant VELA à qui j'ai exposé le dessein de mes camarades et le sien. Il m'a répondu qu'en principe rien ne s'opposait à la publication d'un journal, sous

Ginollin

Photocopie de l'interrogatoire de Denise Ginollin où elle reconnaît s'être adressée à la Kommandantur pour la réparation de *L'Humanité*.

détail », dans une perspective qui reste, pour l'essentiel, la réparation de *L'Huma*.

Tréand va revenir à la charge, flanqué de **Jean Catelas**, député communiste, qui sera plus tard guillotiné, et de M<sup>e</sup> **Foissin**, avocat à la cour de Paris.

## « Nous communistes »

Le 26 juin, ils adressent une lettre au conseiller d'Etat **Turner**, qui appartient aux services allemands à Paris.

On y trouve les propos suivants :

«... Nous, communistes, nous avons été les seuls à nous dresser contre la guerre, à demander la paix à une heure où il y avait quelque danger à le faire...

« Il y a un journal qui est capable d'inspirer confiance au peuple parce qu'il a été interdit par le gouvernement des fauteurs de guerre. Ce journal, c'est *L'Humanité*, très connu comme organe central du parti communiste français.

« *L'Humanité*, publiée par nous, se fixera pour tâche de dénoncer les agissements des agents de l'impérialisme britannique qui veulent entraîner les colonies françaises dans la guerre... Elle se fixerait pour tâche de poursuivre une politique de pacification européenne et de défendre la conclusion d'un pacte franco-soviétique qui serait le complément du pacte germano-soviétique.»

Il importe de savoir qui était M<sup>e</sup> Foissin. Son nom figure dans une lettre adressée par le conseiller allemand Turner, le 29 juin 1940, au gouverneur militaire allemand de Paris. On y lit :

« Robert Foissin est depuis une dizaine d'années le chargé de mission de l'ambassade soviétique à Paris, il doit être l'agent de liaison du parti communiste français avec le gouvernement russe.»

Par la suite, Foissin sera rayé du parti communiste. Mais il conservera toujours d'excellentes relations avec l'ambassade soviétique.

Néanmoins, les autorités allemandes, sans doute sous la pression conjointe de Vichy et de l'ambassade d'Allemagne, n'accordent pas l'autorisation demandée.

*L'Humanité* ne reparait pas. Ce qui nous prive, aujourd'hui, d'une relecture savoureuse (5).

Elle est diffusée, toutefois. Mais sous une forme clandestine. Jusqu'à l'invasion du territoire soviétique par les armées allemandes (en juin 1941), on n'y lit aucun appel à la résistance.

On y trouve par contre des appels comme celui-ci :

« Les conversations amicales entre travailleurs parisiens et soldats allemands se multiplient. Nous en sommes heureux. Apprenons à nous connaître... »

(N° du 13 juillet)

Ou encore :

« Le mouvement de de Gaulle et de Larminat, foncièrement réactionnaire et anti-démocratique, ne vise à rien d'autre qu'à priver notre pays de toute liberté en cas d'une victoire anglaise. »

(N° du 18 mars 1941)

Nombre de tracts, qui vont dans le même sens, vont être distribués jusqu'à cette date de juin 1941, qui marque la rupture définitive de la direction clandestine du PCF avec l'Allemagne hitlérienne.

Cette rupture ne va pas empêcher certaines attitudes individuelles qui sont en contradiction plus ou moins éclatante avec celle du parti.

# PARTI OUVRIER ET PAYSAN FRANÇAIS

Fondateur : Marcel GITTON



## MARCEL CACHIN

### contre le terrorisme :

*On m'a demandé si j'approuvais les attentats individuels contre la vie des soldats de l'armée Allemande. Je réponds que les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai jamais ni préconisés ni suscités. J'en ai toujours détourné mes camarades.*

Marcel Cachin

« On m'a demandé si j'approuvais les attentats individuels contre la vie des soldats de l'armée Allemande.

« Je réponds que les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai jamais ni préconisés ni suscités. J'en ai toujours détourné mes camarades. »

Marcel CACHIN.

## TRAVAILLEURS FRANÇAIS !

**Ecoutez la voix de MARCEL CACHIN, qui est celle de la raison !**

Ne vous laissez pas entraîner dans des aventures sans issue par des terroristes aux ordres de l'étranger !

Avec nous, œuvrez au redressement de la FRANCE et à votre émancipation, par le triomphe de la Révolution socialiste.

LISEZ LA BROCHURE :

**"2<sup>me</sup> Lettre ouverte aux ouvriers communistes"**

Que veulent les agents français de Staline ?

**CONTENANT LA DECLARATION DE MARCEL CACHIN**

En vente dans tous les kiosques et sur commande au siège de Paris, 6, rue de Valenciennes, 75019 - Prix : 2 fr.

La célèbre (mais bien oubliée) lettre de Marcel Cachin contre les attentats « terroristes » de ses camarades communistes. Massivement placardée dans la région parisienne.

## LE CRAPOUILLOT

La plus célèbre est celle de **Marcel Cachin**, ancien directeur de *L'Humanité*.

Les organisations clandestines communistes déclenchent une série d'attentats contre les troupes d'occupation. Le premier a lieu à Barbès, où, dans une rame de métro, l'aspirant **Moser** de la Kriegsmarine est abattu d'une balle de pistolet tirée par un certain **Pierre Georges**, membre des Jeunesses communistes, puis combattant des Brigades internationales à Albacète, étroitement lié aux services soviétiques, et qui deviendra célèbre sous le nom de colonel **Fabien**.

Pierre Georges prend la fuite. On le retrouvera lors de l'opération menée contre le commandant allemand de Nantes, **Hotz**, attentat qui entraînera en représailles l'exécution des otages de Châteaubriand (6).

A cette époque, Marcel Cachin est détenu à la Santé. Dans une lettre manuscrite qui compte 19 feuillets, il explique aux autorités nazies que sa vie tout entière a été consacrée au rapprochement franco-allemand quel que soit le régime intérieur de l'Allemagne.

Il conclut par quatre déclarations capitales.

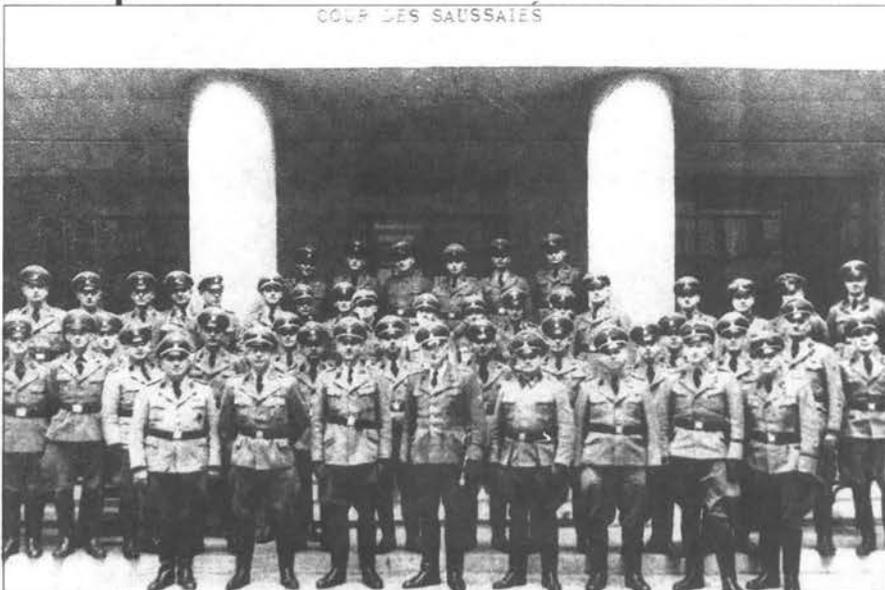
- 1) Il désavoue formellement les attentats « individuels ». Contre l'armée allemande.
- 2) Il supplie les Allemands de le remettre en liberté en raison de son grand âge.
- 3) Il prend l'engagement absolu de se retirer définitivement de la vie politique.
- 4) Il s'engage à se retirer à Paimpol, sa ville natale, et à n'en plus bouger. (7)

Cette lettre a été négociée avec le colonel Boemelburg qui dirige à Paris les services du **Sicherheitsdienst**. C'est le véritable nom de ce qu'on appelle la Gestapo.

Un homme a joué un rôle très important d'intermédiaire dans cette négociation. Il s'agit d'**Henri Barbé**, ancien membre du secrétariat du PCF dans les années 28-32, avec Maurice Thorez et Pierre Celor, et rallié plus tard au parti de

## BOEMELBURG OU L'ART DE S'EN TIRER SICHEREITDIENST

COUR DES SAUSSAIÉS



L'équipage du Sicherheitsdienst (Gestapo) au complet. Au 1er rang, le 4e à partir de la gauche, n'est autre que Boemelburg.

● A la tête du Sicherheitsdienst (plus communément appelé Gestapo), c'est lui qui a fait libérer Cachin, Racamond et qui, rue des Saussaies, a été le détenteur de bien des secrets.

A maintes reprises dans la presse française, on a cité les noms d'hommes comme Abetz, Achenbach, Knochen, Oberg, von Choltitz, etc. qui, à des titres divers (diplomatique, militaire ou policier), ont joué des rôles importants.

Boemelburg, pour ainsi dire, jamais.

La presse communiste est restée, sur son sujet, muette.

On comprend pourquoi si l'on se réfère à ce que nous venons de raconter. Mais les autres organes d'information (presse, livres, télé, radio) n'ont pas été plus bavards.

Boemelburg, en tout cas, n'a jamais été arrêté, ni inquiété.

Ni, à notre connaissance, poursuivi.

A la chute du III<sup>e</sup> Reich, il est passé en Suisse, où il a, semble-t-il, mené une existence paisible.

Par la suite, il aurait gagné le Moyen-Orient, où il serait décédé.

# JULIEN RACAMOND OU « MEIN KONSKRIT ! »

● Le nom de Julien Racamond et ses péripéties sous l'Occupation sont aujourd'hui très oubliés. L'un et les autres méritent d'être rappelés.

Avant-guerre, Racamond était, à la tête de la CGT, le bras droit de Benoît Frachon.

Survient le pacte germano-soviétique. Racamond tousse.

Discrètement.

Il n'en est pas moins arrêté en octobre 1939, maintenu en détention au camp de Romillé, puis à Clairvaux. Il perd 42 kilos. Les communistes détenus comme lui et qui contrôlent le camp le soumettent à un boycott implacable ; lettre, colis ne lui parviennent pas.

Intervient ici un ancien communiste qui se nomme Henri Barbé. Contacté par la femme de Racamond, il obtient le transfert de celui-ci à la Santé, où il partage la cellule du grand acteur juif Harry Baur.

Ceci dans un premier temps. Dans un second, toujours par l'intermédiaire de Barbé, il va rencontrer le chef du SD à Paris, Boemelburg.

A plusieurs reprises, ils vont déjeuner ensemble rue des Saussaies. Au cours de leurs entretiens, ils vont découvrir qu'ils appartiennent, l'un et l'autre, à la même classe de mobilisation.

A partir de là, Boemelburg n'appellera plus le camarade Racamond que « Mon conscrit ».

Au cours d'un de ces déjeuners, le conscrit Racamond va signer un texte dans lequel il désavoue le parti communiste, et, comme Cachin, les attentats contre l'armée allemande.

Sur quoi le conscrit Boemelburg libère le conscrit Racamond.

Remis en liberté, celui-ci commence par encaisser une somme de 10 000 francs provenant de ceux qui ont favorisé son élargissement.

Il perçoit une nouvelle somme de 10 000 francs, versée par la fédération de l'Alimentation.

Il déjeune à plusieurs reprises au Cercle européen, où se retrouvent les vedettes de la Collaboration.

Au milieu de l'année 1943, *La Vie ouvrière*, clandestine, stigmatise le comportement du « renégat » Racamond.

Et puis...

Et puis Racamond va être, après la Libération, récupéré par le parti communiste.

Comme Cachin.

La vie n'est pas simple, allez... !



L'ancien communiste Henri Barbé, prenant la parole à un meeting du Front Révolutionnaire National relié au R.N.P.

Jacques Doriot, le PPF, avec lequel il rompra au début de la guerre.

Barbé fera, par le même truchement, libérer plus tard le syndicaliste **Racamond** (numéro 2 de la CGT).

Un passage important de la lettre de Cachin va être placardé sous forme d'affiche, quelques jours plus tard, par d'anciens membres du parti communiste qui ont constitué le Bloc ouvrier et paysan. Dans ce passage, Marcel Cachin désavoue les actes individuels.

Du point de vue de la doctrine communiste, c'est important. Lénine, en effet, et ses successeurs ont toujours désavoué les attentats terroristes, qu'ils distinguent soigneusement (et, à notre avis, arbitrairement) des opérations armées menées par les bolcheviks. En condamnant les attentats de Fabien et consorts, Cachin entend souligner qu'ils ne sont pas conformes à la véritable « ligne » bolchevik, mais qu'ils impliquent une déviation.

Ce qui est de nature à jeter le trouble dans les rangs communistes.

La récompense ne tarde guère.

Cachin est libéré en octobre 1941.

Il se retire à Paimpol. Ni lui, ni son fils, le **docteur Cachin**, qui exerce à Alfortville (Seine), ni sa fille, ni son gendre — le docteur **Hertzog**, d'origine juive — ne seront inquiétés, ni par les Allemands ni par Vichy.

Côté communiste, on réagit. Dans *La Vie ouvrière* (juillet

1942), que dirige dans la clandestinité **Benoît Frachon** :

«*Le vieux Cachin qui, pendant des dizaines d'années, fut un militant révolutionnaire, vient de trahir pour sauver sa peau.*»

Deux ans passent. Et, dans son rapport au comité central du PCF (31 août 1944), Jacques Duclos écrit :

«*C'est alors (en 1941), que, dans nos troupes, certains éléments essayèrent de combattre théoriquement notre politique et parlèrent d'"actes individuels". En vérité, par lâcheté, ils reculèrent devant le combat.*»

Marcel Cachin n'était pas nommé. Mais il est aisément identifiable.

Et, pourtant, un jour de l'occupation, Marcel Cachin disparut de sa résidence bretonne, et les autorités allemandes perdirent tout contact avec lui. Il avait été enlevé par un commando communiste.

Pour être exécuté ?

Pas du tout, pour être mis à l'abri.

Si bien qu'à la Libération, en dépit du sévère jugement de Jacques Duclos, on le nomme directeur de *L'Humanité*.

Jusqu'à sa mort.

(1) *La Victoire* est l'organe de **Gustave Hervé**, antimilitariste farouche avant la guerre de 14, qui plantait le drapeau tri-

colore dans le fumier, mais qui devint ensuite un ardent nationaliste.

(2) Voir sur ce sujet l'ouvrage capital de **Rossi** (père du ministre socialiste **Catherine Tasca**), *Les communistes français pendant la drôle de guerre*, ouvrage qui regorge de documents.

(3) Il est infiniment probable que, pour rejoindre le territoire soviétique, Thorez a traversé le territoire allemand avec le consentement des autorités hitlériennes. Sur ce transfert, des documents existent, à coup sûr, dans les archives soviétiques à Moscou.

(4) Rapports du directeur de la Santé, en date du 26 juin 1940, à M. Pihier, et du directeur de la Petite Roquette au procureur général de la cour d'appel de Paris (même date).

(5) Après la guerre, Maurice Tréand sera mis à l'écart, mais jamais désavoué. Lorsqu'il meurt, Thorez et Duclos iront s'incliner sur sa tombe. Denise Ginollin ne sera pas réélue.

(6) Une polémique récente est née entre communistes et ex-communistes, sur le rôle, dans cet attentat, de **Gilbert Brustlein**, membre du commando de Pierre Georges.

(7) Documentation sur le communisme, ouvrage qui compte 99 fiches, extrêmement documentées, sur le régime soviétique, les activités du PCF et ses principales vedettes de l'époque. Publiées par le Centre d'archives et de documentation (en 1951) que dirigeait **Georges Albertini**.



Marcel Gitton, ancien communiste (qui sera abattu par ses anciens camarades) à la tribune d'un meeting du P.P.F. A sa droite, baissant la tête, Jacques Doriot.



De gauche à droite, Yves Dautun (cousin de Mitterrand, récupéré après la Libération par *Témoignage Chrétien*), l'écrivain Armand Lanoux (futur prix Goncourt), Maurice-Yvan Sicard, alias Saint-Paulien, en train de converser avec Jacques Doriot. Sous l'occupation, bien sûr !

## II - Les « renégats »

En dehors des communistes qui, restés fidèles à la ligne défaitiste du parti, ont noué des liens, au début de l'occupation, avec les autorités allemandes et ont, soit conservé des contacts avec ces autorités, soit persisté à soutenir une politique « anti-impérialiste » (c'est-à-dire axée contre les impérialismes britanniques ou américains) — et ceci jusqu'à l'offensive de l'armée allemande contre l'URSS (juin 1941) —, nombre de dirigeants et de cadres communistes ont rompu avec le parti à l'annonce du pacte germano-soviétique, en 1939.

On va les retrouver, pour l'essentiel, dans deux grandes formations :

### I - Le PPF (Parti Populaire Français)

Fondé par Jacques Doriot le 28 juin 1936, à Saint-Denis, fief du « Grand Jacques », l'état-major du PPF est, à cette époque, formé d'anciens communistes qui apportent leurs techniques d'organisation et d'« agit-prop », avec le sens aigu de l'« appareil » et de « volontaires nationaux » qui trouvent La Rocque et le PSF trop mous.

Parmi les premiers, on va trouver au Comité central, qui s'appelle Conseil national, en 1938 : Henri Barbé, Paul Marion, Marcel Marshall, Jules Teulade, Pierre Dutilleul, Camille Fegy, Jean Fontenoy, etc.

Et... à la tête de l'UPJF... Maurice Duverger, le juriste

**Auguste Vassart, avant-guerre, devait prendre la tête de l'organisation clandestine communiste en cas de dissolution. Mais le pacte germano-soviétique n'était pas programmé dans son esprit.**

**Il coupa tous contacts avec le PCF, et cette défection posa un sérieux problème à ce parti qui dut trouver un remplaçant.**

**Après la guerre, Vassart travailla en collaboration avec Rossi (Tasca), Boris Souvarine et la publication *Est et Ouest* (dirigée par Georges Albertini).**

éminent et célèbre commentateur des décrets anti-juifs de Vichy.

Après l'occupation, vont venir rejoindre ce groupe, Albert Clément, excellent journaliste qui sera assassiné par les communistes le 2 juin 1942. Il était devenu, au côté d'Henri Lebre, directeur, le rédacteur en chef du *Cri du Peuple*, organe du PPF. A ses côtés, les anciens communistes Clamamus, Marcel Gitton (qui seront, eux aussi, abattus), le dessinateur Dubosc (qui opérait avant-guerre à *L'Humanité*), Beugras, Emile Bougère (qui fut aux « Rabcors », réseau d'espionnage communiste, le bras droit du général Muraille (1)).

### II - Le bloc ouvrier et paysan

Il a regroupé d'anciens communistes, dissidents au moment du pacte germano-soviétique, au début de l'occupation, qui, pour diverses raisons, ne souhaitaient pas adhérer au Parti Populaire Français de Jacques Doriot ou au RNP de Marcel Déat.

Il va rallier un certain nombre d'anciens communistes, une quinzaine de députés, des maires, des conseillers municipaux, des cadres syndicaux.

Parmi les plus connus, Marcel Giroux, dit Marcel Gitton, qui ralliera ensuite le PPF ; Clamamus, maire de Bobigny ; Marcel Cayron, député-maire d'Alfortville ; André Parsal, député de la Seine ; Marcel Brout, député de Paris ; Soupé, maire de Montreuil, Vassart, maire de Maisons-Alfort, etc.

Le Bloc va se faire remarquer, sous l'occupation, essentiellement par deux actes :

- Le 6 septembre 1941, par la publication, en zone Nord, d'une *Lettre ouverte aux anciens communistes*. Dans cette lettre, le Parti communiste français est l'objet d'une vive critique et les ouvriers sont appelés à soutenir une Europe pacifiée et à faire « une révolution sociale et populaire ».

- La publication, sous forme d'affiche, de la fameuse lettre de Marcel Cachin (voir p. 16) condamnant les « attentats individuels » contre l'armée allemande.

Cette affiche eut un grand retentissement.

Valterus

(1) « Pseudo » d'un espion soviétique dont l'identité reste inconnue.

## Chapitre III

# LA GAUCHE ET LA COLLABORATION EN BELGIQUE

Henri de Man :  
le théoricien  
du planisme



## I - De Man, les syndicats et le Front du Travail

**L**a collaboration de gauche en Belgique ? Elle prend son envol avec le manifeste que Henri De Man, chef de file du Parti ouvrier belge (POB), publie et diffuse dès le 28 juin 1940.

De Man (1885-1953) a été agitateur socialiste dès l'âge de 17 ans. Polyglotte, correspondant en Belgique de la social-démocratie allemande et des travaillistes britanniques avant 1914, volontaire de guerre, diplomate au service du roi Albert 1<sup>er</sup>, professeur à Francfort avant le nazisme, initiateur du mouvement planiste en Europe dans les années 30, président du POB : avec une telle biographie, il a été, sans conteste, l'une des figures les plus marquantes du socialisme marxiste européen.

Hérétique du marxisme, sa vision du socialisme n'est pas matérialiste, elle repose sur les mobiles psychologiques des masses frustrées aspirant à la dignité. Le socialisme, dans ce sens, est une formidable revendication d'ordre éthique. Ascète, sportif, De Man, issu de la bonne bourgeoisie anversoise, n'a jamais aimé le luxe. Le socialisme, déduit-il de cette option personnelle, ne doit pas embourgeoiser les masses, mais leur apporter le nécessaire et les rendre spartiates. Avec son fameux Plan du Travail de Noël 1933, De Man donne au socialisme une impulsion volontariste et morale qui séduira les masses, les détournera du communisme et du fascisme. Les intellectuels contestataires français, ceux que **Loubet del Bayle** a nommés les « non-conformistes des années 30 », s'enthousiasmeront pour le Plan et pour ses implications éthiques. Pour l'équipe d'*Esprit* (regroupée autour d'**Emmanuel Mounier**), d'*Ordre Nouveau* (**Robert Aron** et **A. Dandieu**), de *Lutte des Jeunes* (**Bertrand de Jouvenel**), de *l'Homme Nouveau* (**Roditi**), De

Man devient une sorte de **prophète**. Côté socialiste, en France, ce sera surtout le groupe « Révolution Constructive » (avec **Georges Lefranc**, **Robert Marjolin**, etc.) qui se fera la caisse de résonance des idées d'Henri De Man. **Achille Dauphin-Meunier**, adopte également le planisme demanien dans sa revue syndicaliste révolutionnaire *L'Homme réel*. Au sein du parti, **Léon Blum** craint le Plan du Travail.

Pour **Déat**, les idées planistes, exposées notamment par De Man à l'abbaye de Pontigny (septembre 1934), reflètent un pragmatisme de la liberté, une approche de l'économie et de la société proche du « New Deal » de **Roosevelt**, et ne relèvent nullement du vieux réformisme social-démocrate. Le planisme, avait affirmé Déat dans *L'Homme Nouveau* (n° 6, juin 1934), n'impliquait aucune politique de compromis ou de compromissions car il était essentiellement révolutionnaire : il voulait agir sur les structures et les institutions et les modifier de fond en comble. Presque au même moment, se tenait un congrès socialiste à Toulouse. La plupart des mandats de « Révolution Constructive » s'alignent sur les propositions de **Blum**, sauf deux délégués, parmi lesquels **Georges Soulès**, alias **Raymond Abellio**, représentant le département de la Drôme. **Georges Valois**, proudhonien un moment proche de l'Action Française, est hostile à De Man, sans doute pour des motifs personnels, mais accentuée, par ses publications, l'impact du courant parplaniste ou dirigiste en France.

Or, à cette époque, pour bouleverser les institutions, pour jouer sur les « structures », pour parfaire un plan, de quelque nature qu'il soit, il faut un pouvoir autoritaire. Il faut inaugurer l'« ère des directeurs ». Pratique « directoriale », planification, etc. ne sont guère possibles dans un régime parlementaire où tout est soumis à discussion. Les socialistes éthiques, ascètes et spartiates, antibourgeois et combattifs, méprisaient souverainement les parlottes parlementaires qui ne résolvaient rien, n'arrachaient pas à la misère les familles ouvrières frappées par le chômage et la récession. Dans son terrible livre, *La cohue de 40*, **Léon Degrelle** croque, avec la férocité qu'on lui connaît, un portrait du socialisme belge en déliquescence et de De Man, surplombant cet aréopage de « vieux lendores adipeux, aux visages brouillés, pareils à des tartes aux abricots qui ont trop coulé dans la vitrine » (p. 175). De Man et les plus jeunes militants et intellectuels du parti avaient perdu la foi dans la religion démocratique.

## Contre la guerre

Dès le déclenchement des hostilités, en septembre 1939, De Man opte personnellement contre la guerre, pour la neutralité absolue de la Belgique, proclamée par le Roi dès octobre 1936. Fin 1939, avec l'appui de quelques jeunes militants flamands, dont **Edgard Delvo**, il fonde une revue, *Leiding (Direction)*, ouvertement orientée vers les conceptions totalitaires de l'époque, dit Degrelle.

Il serait peut-être plus juste de dire que le socialisme planiste y devenait plus intransigent et voulait unir, sans plus perdre de temps, les citoyens lassés du parlementarisme en un front uni, rassemblé derrière la personne du roi **Léopold III**.

Après l'effondrement de mai-juin 1940, De Man publie un « Manifeste aux membres du POB », où figurent deux phrases qui lui ont été reprochées : « Pour les classes laborieuses et pour le socialisme, cet effondrement d'un monde décrépit, loin d'être un désastre, est une délivrance », « [le verdict de la guerre] est clair. Il condamne les régimes où les discours remplacent les actes, où les responsabilités s'éparpillent dans le bavardage des assemblées, où le slogan de la liberté individuelle sert d'oreiller à l'égoïsme conservateur. Il appelle une

époque où une élite, préférant la vie dangereuse et rapide à la vie facile et lente, et cherchant la responsabilité au lieu de la fuir, bâtira un monde nouveau. »

Ces phrases tonifiantes étaient suivies d'un appel à construire le socialisme dans un cadre nouveau. Cet appel a été entendu. De toutes pièces, De Man commence par créer un syndicat unique, l'UTMI (Union des travailleurs manuels et intellectuels), officiellement constitué le 22 novembre 1940, après d'âpres discussions avec le représentant du Front du Travail allemand, le Dr **Voss**.

De Man, ami du Roi, voulait sauvegarder l'unité belge : son syndicat serait dès lors unitaire, ne serait pas scindé en une aile flamande et une aile wallonne. Le Dr **Voss**, visant l'éclatement du cadre belge en deux entités plus facilement absorbables par le Reich, impose la présence des nationalistes flamands du VNV dans le comité central, composé de socialistes, de démocrates-chrétiens, de syndicalistes libéraux.

**Edgard Delvo**, ancien socialiste, auteur d'un ouvrage préfacé par De Man et paru à Anvers en 1939, collaborateur de *Leiding*, revue neutraliste hostile à toute participation belge aux côtés des Anglais et des Français, est l'homme du VNV au sein de ce comité. En 1942, poussé par les services du Front du Travail allemand, Delvo deviendra le maître absolu de l'UTMI.

Ce coup de force des nationalistes provoque la rupture entre De Man et son syndicat : l'ancien chef du POB quitte Bruxelles et se réfugie en Haute-Savoie, grâce à l'aide d'**Otto Abetz**. Il sera désormais un « cavalier seul ». Les socialistes, les libéraux et les jocistes quittent l'UTMI en 1942, laissant à Delvo les effectifs nationalistes flamands et wallons, peu nombreux mais très résolus.

## Germanophilie

A Liège, le quotidien *La Légia*, après avoir été dirigé par des citoyens allemands, tombe entre les mains de **Pierre Hubermont**, écrivain, lauréat d'un prix de « littérature prolétarienne » à Paris en 1931, pour son roman *Treize hommes dans la mine*. Les Allemands ou Belges de langue ou de souche allemandes, actionnaires de la société ou rédacteurs du journal, voulaient germaniser totalement le quotidien. Pierre Hubermont entend, lui, défendre un enracinement wallon, socialiste et modérément germanophile. Cette option, il la défendra dans une série de journaux culturels à plus petit tirage, édités par la « Communauté Culturelle Wallonne » (CCW).

Quelles conclusions tirer de ce bref sommaire de la « collaboration de gauche » ? Quelles ont pu être les motivations de ces hommes, et plus particulièrement de De Man, de Delvo et d'Hubermont (de son vrai nom **Joseph Jumeau**) ?

La réponse se trouve dans un mémoire rédigé par la sœur d'Hubermont, **A. Jumeau**, pour demander sa libération. Mlle Jumeau analyse les motivations de son frère, demeuré toujours socialiste dans l'âme. « Une cause à laquelle mon frère restait fanatiquement attaché, en dehors des questions d'humanisme, était celle de l'Europe. Il était d'ailleurs européen dans la mesure où il était humaniste, considérant l'Europe comme la patrie de l'humanisme (...) Cette cause européenne avait été celle du socialisme depuis ses débuts. L'internationalisme du 19<sup>e</sup> siècle n'était-il pas surtout européen et pro-germanique ? L'expérience de 1914-1918 n'avait pas guéri les partis socialistes de leur germanophilie (...) la direction du parti socialiste était pro-allemande. Et, au moment de l'occupation de la Ruhr, ... [ mon frère ] a dû aligner son opinion sur celle de **Vandervelde** (ndlr : chef du parti socialiste belge) et de **De Brouckère** (ndlr : autre leader socialiste), qui étaient opposés aux mesures de sanctions contre l'Allemagne. Le peuple (ndlr :



Un des principaux "collabos" belges, Pierre Hubermont, lauréat d'un prix de littérature prolétarienne à Paris en 1931

journal officiel du POB), jusqu'en 1933, c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir par Hitler, a pris délibérément et systématiquement fait et cause pour l'Allemagne, dans toutes les controverses internationales. Il a systématiquement préconisé le désarmement de la France et de la Belgique, alors que tout démontrait la volonté de l'Allemagne de prendre sa revanche. Mon frère (...) n'avait pu, du jour au lendemain, opérer le retournement qui fut celui des politiciens socialistes. Pour lui, si l'Allemagne avait été une victime du traité de Versailles avant 1933, elle l'était aussi après 1933 (...). Et si la cause de l'unité européenne était bonne avant 1933, lorsque Briand s'en faisait le champion, elle l'était toujours après 1933, même lorsque les Allemands la reprenaient à leur compte (...). [Mon frère] partait de l'idée que la Belgique avait toujours été le champ de bataille des puissances européennes rivales et que la fin des guerres européennes, que l'unification de l'Europe, feraient ipso facto la prospérité de la Belgique. »

Tels étaient bien les ingrédients humanistes et internationalistes des réflexes partagés par De Man, Delvo et Hubermont. Même s'ils n'ont pas pris les mêmes options sur le plan pratique : De Man et Hubermont sont partisans de l'unité belge, le premier, ami du Roi étant centraliste, le second, conscient des différences fondamentales entre Flamands et Wallons, étant fédéraliste. Delvo sacrifie l'unité belge et rêve, avec ses camarades nationalistes flamands, à une grande confédération des nations germaniques et scandinaves, regroupées autour de l'Allemagne (ce point de vue était partagé par Quisling en Norvège et Rost van Tonningen aux Pays-Bas). Mais dans les trois cas, nous percevons :

1) une hostilité aux guerres inter-européennes, comme chez Briand, Stresemann et De Brinon ;

2) une volonté de créer une force politique internationale, capable d'intégrer les nationalismes sans en gommer les spécificités, une internationale comportant forcément plusieurs nations solidaires (Delvo croira trouver cet internationalisme dans le Front du Travail allemand du Dr Ley) ;

3) une aspiration à bâtir un socialisme en prise directe avec

le peuple et ses sentiments.

De Man connaîtra l'exil en Suisse, sans que Bruxelles ose réclamer son extradition, car son procès découvrirait la couronne. Delvo sera condamné à mort par contumace, vivra en exil en Allemagne pendant vingt-cinq ans, reviendra à Bruxelles et rédigera trois livres pour expliquer son action. Hubermont, lourdement condamné, sortira de prison et vivra presque centenaire, oublié de tous.

Raoul FOLCREY

#### BIBLIOGRAPHIE

**Anthoons, Johny** : *Hendrik De Man en zijn opvattingen over de parlementaire democratie*, mémoire en sciences politiques, Katholieke Universiteit te Leuven, Februari 1985.

**Brelaz, Michel** : *Henri De Man, une autre idée du socialisme*, Editions des Antipodes, Genève, 1985.

**De Bens, Els** : *De Belgische dagbladpers onder duitse censure, 1940-1944*, DNB, Antwerpen/Utrecht, 1973.

**Degrelle, Léon** : *La cohue de 40*, Avalon, Paris, 1991.

**Delcord, Bernard** : « A propos de quelques chapelles politico-littéraires en Belgique (1919-1945) », in *Cahiers du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale*, n° 10, novembre 1986 (place de Louvain, 4, boîte 19, B-1000 Bruxelles).

**Delvo, Edgard** : *Hedendaagsch humanistisch streven. Semocratisch socialisme en zijn beteekenis voor de BWP*, De Sikkell, Antwerpen, 1939.

**Delvo, Edgard** : *Sociale collaboratie. Pleidooi voor een wisselvallig leven*, DNB, Kapellen 1978.

**Delvo, Edgard** : *Democratie in stormtij. Democratisch socialisme in de crisisjaren dertig*, DNB, Antwerpen/Amsterdam, 1983.

**De Man, Henri** : *L'idée socialiste*, suivie du *Plan de Travail*, L'Eglantine, Bruxelles, Grasset, Paris, 1935.

**Hubermont, Pierre** : *Editoriaux de Wallonie, 1941-1944*.

**Jumeau, A.** : *Bon sang ne peut mentir*, mémoire édité par Mlle A. Jumeau, sœur de Joseph Jumeau, alias Pierre Hubermont. Bruxelles, 1949.

**Lefranc, Georges** : « La diffusion des idées planistes en France », in *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XII, 1974, n° 31, Droz, Genève.

**Pater, Léon** : « Les thèmes sociaux de l'idéologie utmiste », in *Wallonie*, 3<sup>e</sup> année, n° 12, décembre 1943.

**Pfaff, Dr A.A.J.** : *Hendrik De Man. Zijn wijsgerige fundering van het moderne socialisme*, Standaard, Antwerpen/Amsterdam, 1956.

**Slama, A.G.** : « Henri De Man et les néo-traditionalistes français (1933-1936) » in *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XII, 1974, n° 31, Droz, Genève.

**Spilette, Joseph** : « Haut les cœurs ! », in *Le Journal de Charleroi*, 18-19 octobre 1941.

**Steuckers, Robert** : « Henri De Man », in *Etudes et Recherches*, n° 3, 1984 (revue publiée par le GRECE, Paris).

**Verhoeyen, Etienne** : « De Unie van Hand en Geestesarbeiders », in E. Verhoeyen, e. a., *Het minste kwaad*, deel 9, België in de tweede wereldoorlog, DNB/Pelckmans, Kapellen, 1990.

**Willequet, Jacques** : *La Belgique sous la botte. Résistances et collaborations 1940-1945*, Editions universitaires, Paris, 1986.

Pour ce qui concerne l'œuvre de Henri De Man en général, consulter les publications de l'Association pour l'étude de l'œuvre de Henri de Man, p. a. Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques et politiques, place de l'Université 3, CH-1211 Genève 4 (Suisse).

50 fr.

5me Année - n° 4.  
Le 25 mai 1940.



JOURNAL CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE

- Administration : 50, rue des Bogards - BRUXELLES  
Téléphone: 11.73.45

Autorisée à paraître dès l'occupation de la Belgique

## II - Les communistes belges

Beaucoup plus important avant la guerre et dans l'immédiat après-guerre que dans les années 50, 60 et 70, le PCB, aujourd'hui disparu, qui n'a plus ni journaux ni parlementaires, était, comme son « grand frère » français, totalement inféodé à la politique de Moscou.

C'était **Bereï**, délégué à Bruxelles de l'URSS, qui commandait, qui décidait, qui dictait les lignes de conduite. Dès la signature du pacte Ribbentrop-Molotov d'août 1939, l'anti-nazisme est mis au placard. De l'Allemagne, les militants journalistes ne disent plus ni du bien ni du mal. Le professeur **Jacques Willequet** a repéré, dans son livre <sup>(1)</sup>, toutes les tirades en faveur du bloc germano-russe qu'ont publiées les organes communistes *La Voix du Peuple*, *Uilenspiegel*, *Clarté*, *Espoir*, *Temps Nouveaux*, *Jeunesse Nouvelle*, *Drapeau Rouge*, *Liberté*, *De Strijd*, *Het Vlaamsche Volk*.

« Commencer la guerre pour anéantir l'hitlérisme, c'est accepter une politique de sottise criminelle » (*Het Vlaamsche Volk*, 14 oct. 39). Les alertes de novembre 39 et de janvier 40, où les Allemands testent les capacités de l'armée belge et de sa DCA, sont qualifiées « d'invention des services secrets britanniques ». La Finlande, qui résiste héroïquement aux armées de Staline pendant l'hiver 39-40, est la « patrie des gardes blancs » et sa défaite, une victoire du prolétariat.

Les journaux communistes accueillent la victoire allemande de mai-juin 1940 comme une délivrance. Le député communiste liégeois **Julien Lahaut** circule dans le sud de la France, dans une grosse voiture prêtée par les services allemands, pour récupérer les Belges dispersés par l'exode ou

internés dans les camps français, après avoir été arrêtés par la Sûreté du Royaume (parmi eux : anarchistes, communistes, rexistes et nationalistes flamands, ces derniers étant largement majoritaires). A ceux qui l'écoutent, Julien Lahaut déclare, d'après **Léon Degrelle**, lui-même détenu, et, selon l'historien officiel de l'Ecole royale militaire, **Henri Bernard** : « *Le national-socialisme réalise toutes nos aspirations démocratiques* » (dans un discours prononcé à Villeneuve-sur-Lot, fin juin 40).

Le journal *La Voix du Peuple*, organe des communistes bruxellois, ressuscite dès le lendemain de la prise de Bruxelles, avec la bénédiction des autorités du Reich, mais est interdit le 23 juin. A Anvers, *Uilenspiegel* paraît dès le 2 juin 1940 et ne disparaît que le 1<sup>er</sup> mars 1941.

### A bas les Anglais ! Vive Mussolini !

La spécialité des journaux communistes, fidèles aux clauses du pacte germano-soviétique, sera de fulminer contre les Anglais. Le gouvernement exilé en Angleterre est un ramassis de « laquais de la Cité de Londres et des 200 familles » qui, de surcroît, « ont souillé le blason du Roi ».

Le 16 juin 1940, *Uilenspiegel* se félicite de l'entrée des troupes de Mussolini dans les Alpes françaises : « Cela hâtera la débâcle des impérialistes. » Le même journal, le 21 juillet 40, applaudit aux propositions de paix de Hitler, en concluant : « Plus vite les boutefeux occidentaux seront battus, mieux cela vaudra. »

En septembre 1940, *La Vérité* se félicite du fait que l'URSS ait supprimé « ce foyer de guerre né de Versailles qu'était la Pologne des seigneurs » ; et ajoute : « Les fauteurs de guerre anglo-français et leurs valets, les chefs de la social-démocratie, rejetèrent dédaigneusement les propositions allemandes appuyées à l'époque par l'URSS. »

Le 15 janvier 1941, *Clarté* insulte les troupes belges recrutées à Londres : c'est une « Légion étrangère » destinée à servir « les magnats britanniques auxquels il [le gouvernement Spaak-Pierlot de Londres ] a déjà livré le Congo » (et voilà les communistes défendant le colonialisme belge, pourtant ultra-capitaliste, dans ses pratiques !).

*Liberté* et *Drapeau Rouge* se félicitent de la révolte anti-britannique de **Rachid Ali** en Irak, des mouvements indépen-

ANNEE - No 124 UN FRANC LE NUMERO

# JOURNAL DE CHARLEROI

Quotidien d'Union Nationale

BUREAUX : 14, Rue de l'Église, CHARLEROI - Téléphone : 8460-8461 - 8462-8463 - 8464-8465 - C. G. P. : 29044 de « Journal de Charleroi »

**En NORMANDIE, les Anglo-Américains ont porté leurs attaques sur l'aile Ouest de la tête de pont**

**En Italie** | **A l'Est**

De violents combats sont en cours dans les secteurs de la côte occidentale et de Stenne, et à la côte adriatique

Après des combats aux alternatives diverses, les troupes allemandes ont évacué les villes de Minsk et de Polozk

Assassins en r...

ANNEE - No 124 UN FRANC LE NUMERO

# JOURNAL DU BORINAGE

Quotidien d'Union Nationale

BUREAUX : 1, Rue de l'Église, BORINAGE - Téléphone : 8460-8461 - 8462-8463 - C. G. P. : 29044 de « Journal de Charleroi »

**En NORMANDIE, les Anglo-Américains ont porté leurs attaques sur l'aile Ouest de la tête de pont**

**En Italie** | **A l'Est**

De violents combats sont en cours dans les secteurs de la côte occidentale et de Stenne, et à la côte adriatique

Après des combats aux alternatives diverses, les troupes allemandes ont évacué les villes de Minsk et de Polozk

Assassins en m...

ANNEE - No 124 UN FRANC LE NUMERO

# JOURNAL DU CENTRE

Quotidien d'Union Nationale

BUREAUX : 14, Rue de l'Église, CHARLEROI - Téléphone : 8460-8461 - 8462-8463 - C. G. P. : 29044 de « Journal de Charleroi »

**En NORMANDIE, les Anglo-Américains ont porté leurs attaques sur l'aile Ouest de la tête de pont**

**En Italie** | **A l'Est**

De violents combats sont en cours dans les secteurs de la côte occidentale et de Stenne, et à la côte adriatique

Après des combats aux alternatives diverses, les troupes allemandes ont évacué les villes de Minsk et de Polozk

Assassins en m...

ANNEE - No 124 UN FRANC LE NUMERO

# JOURNAL DE TOURNAI

Quotidien d'Union Nationale

BUREAUX : 14, Rue de l'Église, CHARLEROI - Téléphone : 8460-8461 - 8462-8463 - C. G. P. : 29044 de « Journal de Charleroi »

**En NORMANDIE, les Anglo-Américains ont porté leurs attaques sur l'aile Ouest de la tête de pont**

**En Italie** | **A l'Est**

De violents combats sont en cours dans les secteurs de la côte occidentale et de Stenne, et à la côte adriatique

Après des combats aux alternatives diverses, les troupes allemandes ont évacué les villes de Minsk et de Polozk

Assassins en m...

Plusieurs titres : un même langage



**LISEZ**

# LE PIONNIER

*en vente partout*

**2 FR.\***

ORGANE MENSUEL DU SERVICE VOLONTAIRE DE TRAVAIL POUR LA WALLONIE

Pour le recrutement des travailleurs volontaires

dentistes indiens qui sabotent le recrutement de troupes aux Indes, de la disparition de la Yougoslavie, et de l'occupation de la Grèce qui avait eu le tort d'abriter des troupes britanniques « menaçant l'URSS » ! (éditions de mai 1941).

## Baisse d'enthousiasme

Mais ces vigoureuses tirades pro-allemandes et anti-britanniques se feront moins enthousiastes pour plusieurs motifs :

- 1) les autorités d'occupation sont conservatrices et refusent toutes concessions d'ordre social ;
- 2) les Allemands se servent des stocks belges de vivres et de matières premières, accentuant la précarité dans les couches les plus pauvres de la population ;
- 3) les divergences entre Allemands et Soviétiques se font sentir ;
- 4) les communistes, tout comme les socialistes de l'UTMI, sont furieux de voir que les Allemands donnent les postes-clefs aux militants des partis autoritaires de droite, Nationalistes flamands du VNV et Rexistes de Degrelle. Les Rouges se sentent floués.

Le 22 juin 1941, le pacte germano-soviétique a vécu. Les communistes poursuivront dès lors les mots d'ordre parus dans *Temps Nouveaux* : alliance avec Roosevelt et Staline, contre les vieilles puissances européennes.

**Raoul FOLCREY**

(1) Jacques Willequet, *La Belgique sous la botte. Résistances et collaborations 1940-1945*, Editions Universitaires, 1986.

## Chapitre IV

# LES SYNDICALISTES DE 1940 À 1944

De gauche à droite. René Belin, ministre du Travail de Vichy et son chef de cabinet, Million.



**L**e syndicalisme français est en crise continue depuis 1914. Il y eut les partisans de l'Union sacrée et les tenants — rapidement minoritaires — de la grève révolutionnaire contre la guerre.

En 1917, c'est la révolution bolchevique qui va conduire, après la scission du Parti socialiste (Tours 1920), à la division de la CGT (Lille 1921) entre réformistes et communistes « unitaires ». A la veille du Front Populaire on assiste à une réunification

précaire, détruite à nouveau par le pacte germano-soviétique.

Ensuite, ce fut la guerre, la débâcle, l'occupation de la zone nord et, à Vichy, le gouvernement du maréchal Pétain.

Des deux côtés de la ligne de démarcation des syndicalistes de toutes origines vont se retrouver engagés soit dans une politique de collaboration, soit dans la participation à la Révolution Nationale et à ses réalisations sociales.

A Vichy, deux noms se détachent. Durant plus de trois ans, ce sont deux syndicalistes de premier plan qui vont détenir le maroquin du Travail.

Dès le 13 juillet 1940, le maréchal **Pétain** fait appel à **René Belin**. Postier, secrétaire de la Fédération CGT en 1930, il accède au bureau confédéral en 1933. Assez tôt pour connaître la réunification, se trouver parmi les signataires des accords Matignon et compter parmi les opposants les plus acharnés à la mainmise des communistes sur la centrale. Pour cela, il fonde la revue *Syndicats*, organe de tendance réformiste, avant d'être le principal artisan de leur exclusion en 1939.

En qualité de ministre du Travail, il signera le 9 décembre 1940 le décret de dissolution de toutes les organisations syndicales ouvrières et patronales et promulguera la Charte du Travail, instaurant un régime corporatiste, le 4 octobre 1941.

Son remplaçant, à l'arrivée au pouvoir de **Pierre Laval**, est une figure emblématique. **Hubert Lagardelle**, avocat, a fondé en 1899 le Mouvement socialiste. Adhérent du Parti ouvrier français de **Jules Guesde**, puis de la SFIO, il est le doctrinaire le plus en vue du syndicalisme révolutionnaire et de la grève générale. Mais c'est en même temps un ami personnel du leader socialiste **Mussolini**. C'est d'ailleurs Lagardelle qui, en 1935, organisera le voyage à Rome de Laval, dont il demeurera toujours l'ambassadeur officieux.

Membre du Conseil national, cette chambre consultative qui ne se réunira jamais en assemblée plénière, Lagardelle devient un des théoriciens de la Révolution nationale et participe aux travaux de l'Institut d'études corporatives et sociales. Tout en étant ministre, il conservera le titre de rédacteur en chef de *La France Socialiste*, un hebdomadaire partisan d'un socialisme laïque et pacifiste, reposant sur la communauté nationale, fort peu en accord avec les vues du maréchal Pétain.

*La France Socialiste* succédait à *La France au Travail* qui, sous la direction de **René Chateau** (agrégé de philosophie et disciple d'**Alain**, également à la tête de la Ligue de la Pensée française, rencontre de la Ligue des droits de l'homme et de la Ligue de l'enseignement), publiait des articles de **Jacques Ditte**, beau-frère de **Paul Raynaud** et de **Robert-Julien Courtine**.

Il est à noter que l'épuration fut relativement douce pour Belin et Lagardelle, puisque tous deux, condamnés par la Haute Cour, achevèrent paisiblement une vie si diversement remplie. Belin en étant maire de son village, et Lagardelle en publiant dans *Ecrits de Paris*.

Autour de ces deux figures de proue se retrouvent, toujours à Vichy, des hommes aux noms aujourd'hui oubliés, mais qui, avant la guerre, étaient au premier rang dans les combats syndicaux, militants socialistes et même communistes.

Une femme tout d'abord, puisqu'elle appartient successivement aux cabinets de Belin et de Lagardelle : **Emilie Lefranc**. Professeuse de lettres, elle a rencontré son mari, **Georges**, au Groupe d'études socialistes des Ecoles normales. Elle a enseigné à l'Ecole internationale de Genève et à l'Institut supérieur ouvrier. A Paris, à la section socialiste du 5<sup>e</sup> arrondissement, comme à l'association des Amis de l'enfance ouvrière, elle s'est révélée une pacifiste déterminée.

Directeur du cabinet de Belin, **Raymond Froideval**. Ouvrier serrurier, il a rompu avec le Parti communiste en 1923 pour se retrouver à la CGT, à la SFIO et à la loge maçonnique. Au XVIII<sup>e</sup> congrès de la CGT, en 1925, il a présenté un remarquable rapport sur les « vacances payées ». C'est aussi un spécialiste de l'enseignement professionnel. C'est au sein de la Commission administrative de la CGT qu'il rencontre Belin.

Membre du Front commun lancé par **Gaston Bergery**, il se retrouvera cependant « munichois » convaincu.

Après la guerre, il ne reniera pas son passé et lancera *Le Front syndicaliste*.

Partisan également de Belin, mais avec une carrière locale, **Antoine Berné**. Syndicaliste depuis l'adolescence, employé municipal à Toulon, il devient secrétaire de l'Union départementale du Var en 1936, et s'oppose, lui aussi, à l'action des communistes. Dès septembre 1940, il est à la tête du comité local pour la Révolution nationale, écrit dans *L'Emancipation nationale*, l'organe du PPF, et présidera le COSI local.

Ce qui ne lui interdira pas de devenir adjoint au maire de Toulon, de présider la section RPF de Villefranche... et d'être réintégré dans l'administration.

**Paul (dit Léon) Emery** était professeur d'Ecole normale et dirigea le SNI du Rhône où il présidait la section, également départementale, de la Ligue des droits de l'homme et du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Il adhéra au Front commun de Bergery et fut, comme lui, munichois. Il se retrouve conférencier à l'Ecole des cadres de la Légion Française des combattants et collabora à *Germinal*.

Arrêté en 1944, il fut libéré sur intervention d'**André Philip** pour retrouver *Le Contrat social* créé par **Boris Souvarine**.

**Charles Bourneton**, dans cette galerie incomplète de visages oubliés, mérite une mention spéciale. C'est un cheminot communiste, devenu rapidement permanent du Parti et de la CGTU, après sa révocation, en 1921, pour participation aux



**Hubert Lagardelle, familier de Mussolini, successeur de Belin au Travail.**

grèves qu'il va aller organiser dans le Midi d'abord, puis sur le plan national. Il appartient — ce qui n'a rien de contradictoire — à la Commission centrale coloniale du PC (1931), mais il est écarté des responsabilités nationales pour une affaire d'argent soviétique versé à la CGTU (nous sommes en 1934 !), dont une partie aurait été perdue en route. Il semble que Bourneton ait payé pour placé plus haut que lui dans l'appareil...

A la réunification, il est secrétaire administratif de l'UD du Nord, mais, curieusement, on perd sa trace durant toute la « drôle de guerre ». Interné en juin 1940, il est libéré en 1942 et, depuis Brioude, organise pour la zone sud le Parti ouvrier et paysan français, minuscule mouvement lancé l'année précédente par les dissidents du PCF. Il est assassiné devant sa porte en septembre 1944. Une fin mystérieuse pour un destin compliqué.

## Pour un ordre social européen

A Paris, tandis qu'en zone sud tous les mouvements politiques sont en principe interdits, de nombreux groupements vont s'organiser et tenter de développer leur action tout au long de quatre années.

Deux surtout vont attirer les syndicalistes d'avant-guerre. Dans une moindre mesure, le Parti Populaire Français, créé, il est vrai, dès 1936, et le Rassemblement National Populaire de **Marcel Déat**, né en février 1941.

Parmi les hommes de gauche qu'ils rallient **Georges Dumoulin**. Mineur du Nord, renvoyé parce que gréviste après la catastrophe de Courrières (1906), il est appelé à Paris pour devenir permanent de la CGT. Au mois de décembre 1940, il relance *L'Atelier*, dans lequel il écrit sous le pseudonyme de **Georges Dharnes**. Puis il dirige le Centre syndicaliste de propagande qu'a créé le RNP dont il est un des treize membres de la Commission permanente (l'équivalent d'un bureau politique). Caché dans un couvent de l'Eure jusqu'en 1951 (Mgr Decourtray va se trouver mal), il retrouvera sa maigre retraite de mineur, retournera dans le Nord et, converti, écrira dans *Itinéraires*, la revue de **Jean Madiran**.

*L'Atelier* a pour directeur **René Mesnard**. Employé de commerce en Gironde, il a adhéré aux Jeunesses socialistes dès 1916, avant d'entrer à la Commission administrative départementale CGT.

Candidat SFIO contre **Mandel** aux élections législatives de 1932, il l'est à nouveau sous l'étiquette néo-socialiste en 1936. Sous l'occupation il participe à la création du Centre syndicaliste de propagande, puis du Front social du Travail. C'est au titre de représentant du CSP qu'il devient trésorier puis président du Comité ouvrier de secours immédiat, créé par le gouvernement **Laval** au lendemain du premier bombardement allié sur la région parisienne.

Contraint de fuir en Allemagne, Mesnard sera tué sur une route, comme **Doriot**.

A Tübingen, Mesnard avait retrouvé **Kléber Legeay**, dirigeant du COSI. Mineur dans le Nord à 12 ans, il a rejoint la SFIO et la CGT où, depuis la scission, il s'est montré lui aussi très anticommuniste.

Président des mineurs du Nord à la réunification, il effectue en 1936 un voyage en URSS dont il rapporte un livre de souvenirs épouvantés qui le conduiront à épurer la CGT de tous ses éléments bolcheviques. Poursuivi de leur haine, il sera victime de plusieurs tentatives d'assassinat.

Conseiller général SFIO de 1934 à 1937, il avait, dès cette époque, adhéré de cœur à la tendance « néo » de Marcel Déat.

Autre membre du conseil d'administration du COSI, **Adolphe Ambrogelly**. Celui-ci vient des Jeunesses communistes. Pâtissier, membre de la CGTU, membre de la Commission exécutive de la fédération de l'Alimentation, il a été appelé à l'organisation des chômeurs pour la banlieue sud de Paris. Il a été premier adjoint au maire d'Arcueil. Il est interné le 30 mai 1940, bien qu'il ait rompu avec le PC dès 1938. Evadé au mois d'octobre et la mesure administrative ayant été rapportée, il adhère au POPF dont il devient membre du comité central. Une raison suffisante pour croire à son exécution en forêt de Sénart, au mois de septembre 1944.

**Jules Teulade** a été le second président du COSI, puis son vice-président lorsqu'il eut cédé son fauteuil à Mesnard. Compagnon charpentier à 16 ans, il est, en 1925, secrétaire de la Fédération du Bâtiment CGTU. Son ascension au sein de l'appareil bolcheviste (il a été délégué de l'Internationale ouvrière pour l'Algérie après avoir été secrétaire fédéral du PC de Seine-et-Oise) l'éloigne du communisme et, en 1936, il est aux côtés de **Doriot** pour fonder le PPF et prendre, jusqu'en 1944, la parole dans tous les meetings.

**Marcel Bidégaray** est aussi un syndicaliste révolutionnaire. Mécanicien marin et enfin cheminot, il a été licencié lors de la grève de 1920. Réintégré et retraité en 1928, il se retourne vers la SFIO dont il sera le candidat à Bayonne en 1932. « Par souci d'efficacité », il y assure après la défaite la permanence de la Bourse du Travail. Il deviendra trésorier du COSI. Arrêté, il est interné au camp de Gurs où il meurt, probablement exécuté, le 20 décembre 1944.

**Georges Lefranc** appartient à la même promotion de Normale Supérieure que **Sartre** et **Raymond Aron**. Mais lui a créé, rue d'Ulm, le groupe des Etudiants socialistes. Après avoir professé à l'Ecole internationale de Genève, il devient directeur de l'Institut supérieur ouvrier en 1932 et collabore à *Syndicats* avant d'écrire dans *Le Rouge et le Bleu*.

Interné durant six mois à la Libération, il sera réintégré dans l'Enseignement en 1951.



**Georges Dumoulin et Gabriel Lafaye. Deux compères et même frères (••)**

# LE COSI

● Le Comité ouvrier de secours immédiat (COSI) est né du premier bombardement aérien de la région parisienne. Le raid britannique sur les usines Renault de Boulogne-Billancourt fit 623 morts et plus de 1 500 blessés dans la nuit du 3 au 4 mars 1943.

René Mesnard, du Front social du Travail et Jules Teulade, syndicaliste du PPF, demandent à Fernand de Brinon, délégué du gouvernement en zone occupée, de créer un organisme d'entraide aux sinistrés. De Brinon accepte de présider un comité de patronage, entouré d'anciens syndicalistes qui ont à leur tête Georges Yvetot, remplacé à sa mort par Teulade, puis Mesnard en 1943.

Un premier congrès, salle Pleyel, le 18 octobre 1942, permet de dresser le bilan d'une activité qui n'est pas seulement de propagande anti-alliés. Il est vrai que les bombardements se mul-

tipliant, l'opinion publique est particulièrement sensibilisée. Malgré la rivalité, pour son contrôle, entre RNP et PPF, en raison même de l'intérêt politique de l'opération, les réalisations du COSI dans les grandes villes et les régions touchées ne furent pas négligeables : création d'Unions de sinistrés et de centres d'accueil pour les enfants, distributions de meubles et de produits alimentaires.

Les ressources du COSI que, pour les besoins de la propagande, l'on disait provenir à 85 % d'un financement allemand et à 15 % français, étaient, en réalité, assurées par un reversement du montant des frais d'occupation qui s'élevaient à 400 millions de francs par jour. D'ailleurs, à chacune des réunions de son comité directeur assistait un représentant de l'ambassade d'Allemagne.



Réunion du COSI. De gauche à droite, Jules Teulade (PPF), René Benedetti, directeur du National Populaire, Bichelonne, secrétaire d'Etat à la Production industrielle et René Mesnard.



**René Mesnard, président du COSI encaissant (avec le sourire) un chèque du RNP.**

**André Delmas** (1899-1979), professeur de collège, adhère dès 1924 au SNI dont il deviendra le secrétaire général, alors que ce syndicat regroupe 850 000 adhérents. Entre-temps, il avait exercé des responsabilités au sein de la SFIO et, s'il avait échoué aux législatives de 1928, était conseiller municipal de Montauban. Il joua un rôle de tout premier plan dans la réunification syndicale, mais manifestait une grande défiance envers les communistes.

Pour tenter d'éviter la dissolution du SNI et défendre les instituteurs décriés, il demande audience au maréchal Pétain dès le 14 septembre 1940. Réintégré dans l'Enseignement, il

écrit dans *La France Socialiste* sous le pseudonyme de **Charles Tisserand**. Ce qui lui vaudra d'être « admis à faire valoir ses droits à la retraite » en 1948. Il l'occupera en devenant secrétaire du Mouvement fédéraliste européen.

Le plus notoire des dirigeants syndicalistes ralliés à la collaboration avec l'Allemagne demeure **Ludovic Zoretti** (1880-1948). Professeur de physique à la faculté de Caen, il fut le fondateur de l'actuel SNE-Sup. Acquis au socialisme dès sa jeunesse il lui resta fidèle après la scission de Tours, mais pacifiste, il s'opposa à **Léon Blum** au point de signer, en septembre 1939, le manifeste « Paix immédiate ! » qui lui valut d'être suspendu de l'Université et déféré devant un tribunal militaire. Acquitté mais révoqué par le gouvernement de Vichy, il retrouva à Paris ses amis syndicalistes écrivant dans *L'Atelier* et dans *L'Œuvre* et appartenant à la direction du COSI. Délégué du RNP pour la zone sud, il est réintégré dans l'Enseignement par **Abel Bonnard** en 1944. Le ministre de l'Education nationale, se souvenant qu'il avait été à l'origine de l'Institut supérieur ouvrier, le charge de créer une Université du Travail, relevant à la fois de son département et de celui du Travail, dans le but de donner une formation unique aux futurs cadres du patronat et de la classe ouvrière. Condamné à sept années de réclusion, il mourut au camp de Carrère, près de Villeneuve-sur-Lot, où il s'était dépensé sans compter à la défense de ses compagnons.

**Georges Yvetot** (1868-1942), le plus âgé de ces syndicalistes ralliés, était également celui qui fut à l'origine de la CGT, en sa qualité de secrétaire des Bourses du Travail. Militant anarchiste, il écrivait dans *Le Libertaire* et fonda la Ligue antimilitariste. Il fut, lui aussi, signataire en 1939 de l'appel « Paix immédiate ! ». Ce vieux révolutionnaire, matériellement aidé par Marcel Déat, termina ses jours à la tête du COSI.

**Gérard LE MAREC**



**A une exposition organisée par le Front Social du Travail, relié au RNP, son secrétaire général, Maurice Collombier, prend la parole.**



**Ludovic Zoretti, de la fédération de l'Enseignement.**

# LA PRESSE DES SYNDICALISTES ET DES SOCIALISTES

Les journaux de la zone occupée, quotidiens et hebdomadaires, accueillent bien volontiers dans leurs colonnes — lorsqu'ils ne les dirigent pas — la prose des hommes de gauche venus du socialisme et de la CGT. Sans parler des organes du Parti Populaire Français où se retrouvent les anciens communistes qui ont suivi **Jacques Doriot**.

*La France au Travail* de **Charles Dieudonné** (un Suisse, de son vrai nom **Georges Oltramare**), publie son premier numéro dès le 30 juin 1940. Le quotidien est animé, à l'origine, par une équipe de professionnels de droite. Parmi les signataires, **Eugène Schueller**, de L'Oréal (déjà), **Jacques Ditte** (le beau-frère de **Paul Reynaud**) et **Robert-Julien Courtine**. L'arrivée de **Jean Fontenoy**, qui voulut modifier l'orientation du journal, entraîna sa chute.

*L'Œuvre* rentre à Paris le 12 septembre 1940. Son directeur, **Jean Piot**, est remplacé par **André Guérin**, à la demande des Allemands. Avant la guerre, la publicité disait « Les imbéciles ne lisent par *L'Œuvre* ». Son nouveau leader, **Marcel Déat**, avec à ses côtés **Georges Albertini**, **Georges de La Fouchardière** qui reprend ses « Hors d'Œuvre » (après s'être introduit dans le nouveau *Paris-Soir* sous le nom de **Jean Chatel**, parce que né à Châtelleraut), **Eugène Frot** (qui fit tirer sur les manifestants du 6 février), **Alexandre Zévaès** (l'historien radical de la III<sup>e</sup> République), **Raymond Froideval** et bien d'autres, va en faire le quotidien officieux de son parti, le Rassemblement National Populaire.

*L'Atelier*, troisième du nom, « Hebdomadaire du travail français » qui se réclame de **Jaurès**, reparait le 7 décembre 1940 pour durer jusqu'en 1944. Les directeurs en sont **René Mesnard** et **Gabriel Lafaye**, entourés de **Georges Dumoulin** (qui signe **Georges Dharnes**), **Aimé Rey**, **Francis Delaisi**, **Marcel Lapierre**, **Gaston Guiraud** et **Georges Albertini** qui, avec Dumoulin, assu-

re la liaison avec *La France Socialiste*.

*La France Socialiste* a commencé sa parution le 1<sup>er</sup> novembre 1941 et tirera à plus de 100 000 exemplaires, ce qui n'est pas négligeable pour l'époque. **René Chateau** (agrégé de philosophie et disciple d'**Alain**) puis **Hubert**

**Lagardelle** (après le 28 janvier 1944) dirigent ce quotidien du matin. On y retrouve les noms de Dumoulin, Lafaye et de **Marcel Roy**, tous favorables à un socialisme reposant sur la communauté nationale, laïque, pacifiste, antivichyste, attaché aux traditions syndicales et aux revendications ouvrières.

*Le Rouge et Le Bleu*, « Revue de la Pensée socialiste française », parut du 1<sup>er</sup> novembre 1941 au 22 août 1942. Il est dirigé par **Charles Spinasse**, ancien ministre de l'Économie de **Léon Blum**. Il prétend ne pas s'adresser au même public que ses confrères qui lui reprochent l'insuffisance de son antisé-

mitisme. Lâché par **Laval**, il est suspendu par les Allemands, malgré la qualité de ses collaborateurs : **Lefranc**, **A. de Monzie**, **Paul Rives**, **Albertini**, **Pierre Hamp** et... **Jean Effel** pour les premiers numéros.

*Germinal* n'apparaît que le 28 avril 1944. Il appartient au groupe **Hibbelen** qui, outre *La France au Travail* et *L'Œuvre*, détient également *Le Matin* et *Les Nouveaux Temps*.

Ce dernier quotidien du soir est dirigé par **Jean Luchaire** qui a épousé la secrétaire de l'ambassadeur d'Allemagne, **Otto Abetz**. Ancien protégé d'**Aristide Briand**, devenu président de la Corporation de la Presse, il ne parviendra jamais — malgré les signatures prestigieuses et le grand format — à vendre plus de 30 000 exemplaires.

Nous ne citerons que pour mémoire *Le National Populaire*, bulletin intérieur du RNP, où se retrouvent, nombre d'ex-syndicalistes que nous avons précédemment cités.

G.L.M.

## l'atelier<sup>2fr</sup> hebdomadaire du travail français



## La France Socialiste

1 franc

ÉDITION DE PARIS

5 heures

ON ESSE  
Hier HAMP  
On se bat dans la périphérie de la capitale des cosaques  
AUX DÉPENS DE LA GRANDE offre à la Turquie DE LA SYRIE  
Une violente attaque. Grand Quartier Général du Führer, 22 juillet. — Le Haut Commandement en France. Situation militaire. Ankarâ, 22 juillet. — Situation après la détermination de la Turquie. — Pour le commandement.

## Chapitre V

# L'ÉQUERRE, LE COMPAS ET LA CROIX GAMMÉE



Le frère  
Ludovic-Oscar  
Frossard  
subventionné  
par Vichy

**L**e maréchal **Pétain** n'aimait pas les francs-maçons. On a parfois écrit qu'il reprochait aux obédiences maçonniques d'avoir freiné son avancement lorsqu'il était jeune officier. Et il ne l'avait jamais oublié. Il est certain que, pendant l'Occupation, l'hôtel du Parc à Vichy fut à l'origine de toutes les initiatives antimaçonniques.

Dans le même temps, les frères et les sœurs trouvèrent à l'ambassade d'Allemagne leurs défenseurs les plus efficaces.

A vrai dire, lorsque les autorités de Vichy prirent la décision d'interdire les obédiences maçonniques, elles ne frappaient que des associations qui venaient de se suicider. Dès le 7 août 1940, en effet, **Arthur Groussier**, président du conseil de l'ordre du Grand Orient de France, et **Louis Villard**, son grand secrétaire, avaient adressé au maréchal Pétain une lettre

qui lui annonçait que leur obéissance cessait son fonctionnement et que toutes les loges qui relevaient de son autorité devaient immédiatement renoncer à poursuivre leurs activités.

Cette communication des deux hauts dignitaires ne produisit aucun effet à l'hôtel du Parc. Le 13 août, une loi décidait l'interdiction de toutes les sociétés secrètes. Le 19 août, un décret annonçait la dissolution du Grand Orient et de la Grande Loge de France. Le 27 février 1941, un autre décret signifiait une mesure identique à l'encontre du « Droit Humain », de la « Grande Loge Nationale Indépendante » et de la « Société Théosophique de France ». Cette répression antimaçonnique a souvent été évoquée depuis la fin de la guerre afin de faire oublier l'attitude affichée par certains frères pendant les années de l'occupation allemande. Ce fut ainsi que

Prenant la parole, au cours d'un banquet, le franc-maçon Jean Luchaire, directeur des " Nouveaux Temps " et grand ami d'Abetz. A sa droite Paul Marion, ancien communiste.



l'ancien vénérable de la loge « Ernest Renan », totalement rallié dès 1940 à la politique de collaboration, fut condamné à mort à la Libération et fusillé. Il se nommait **Jean Mamy**, alias **Paul Riche**.

## Les Frères •• ? Ils sont partout...

Dès le mois d'août 1940 jusqu'au départ des troupes hitlériennes en 1944, les quotidiens et les hebdomadaires qui défendaient les thèses de la Collaboration accueillirent dans leurs rédactions des francs-maçons, les uns repérés, les autres bien camouflés. On en trouvait, sans avoir à chercher, aux *Nouveaux Temps* de **Jean Luchaire**, à *L'Œuvre* de **Marcel Déat**, à la *France Socialiste* du frère **René Chateau**, à *L'Atelier* de **Georges Albertini**, au *Paris-Soir* du frère **Gerber**.

L'académicien **Octave Aubry** collaborait au *Petit Parisien*. Il était membre de la loge parisienne « Art et Travail ». **Ludovic-Oscar Frossard**, membre de la loge « L'Internationale », dirigeait à Marseille *Le Mot d'Ordre* aux côtés du sénateur de la Charente **René Gounin**, membre de la loge d'Angoulême « Concorde et Tolérance ».

De même, le frère **Jules Rivet**, ancien rédacteur en chef du *Canard enchaîné*, était devenu un collaborateur attitré du *Petit Parisien*.

Tout naturellement, à l'heure des persécutions ordonnées par Vichy, l'ordre maçonnique trouva ses meilleurs défenseurs dans la presse de Paris. Ainsi Marcel Déat écrivait, dans *L'Œuvre* du 7 octobre 1941 :

« La vérité oblige à dire qu'il y a eu, à tout moment, une minorité de maçons pour s'opposer à l'envahissement de l'influence bolcheviste, pour proclamer la nécessité de l'accord entre la France et l'Allemagne, et pour faire barrage à la guerre. Je ne vois pas pourquoi ces hommes seraient déshonorés, bafoués ou persécutés. »

Le 24 avril 1943, c'était Georges Albertini qui écrivait dans *L'Atelier* :

« Nous ne partageons pas l'opinion de certains sur la maçonnerie française quant aux responsabilités de la guerre actuelle, car nous savons qu'elle fut coupée en deux comme tous les partis. Il y a eu une minorité pacifiste, et, comme par hasard, c'est à elle qu'on s'en prend le plus souvent. »

## ... Jusqu'au sein du pouvoir.

A côté des frères qui ne vont pas hésiter à renier la maçonnerie et ses principes (ce qui est le cas de **Jean Marquès-Rivière**), quelques autres vont pouvoir, grâce aux puissantes protections dont ils bénéficient, poursuivre leur carrière.

Ainsi, l'ambassadeur de France **Marcel Peyrouton**, membre de la loge parisienne « Action », sera ministre de l'Intérieur du 5 septembre 1940 au 25 février 1941. Il est vrai que, par décret publié le 12 août 1941 au *Journal Officiel*, il bénéficie d'une dérogation aux mesures antimaçonniques. Dans son ouvrage, *Vichy et les francs-maçons*, paru en 1981, **Dominique Rossignol** pourra écrire :

« Il est fort probable que certains maçons se rallièrent aux Allemands et que d'autres proposèrent à P. Laval la création d'une franc-maçonnerie loyale au Maréchal. »

Laval lui-même n'a jamais été initié, mais il lui est arrivé de faire des conférences en loges, notamment à « L'Avenir de la Montjoie », une loge du « Droit Humain », etc. A Vichy, il ne cache pas sa désapprobation pour les mesures prises contre l'Ordre maçonnique. Il n'hésite pas à appeler à ses côtés des maçons notoires. C'est ainsi qu'en mars 1944 il confie le portefeuille ministériel de l'Agriculture et du Ravitaillement à **François Chasseigne**, membre de la loge de Châteauroux « La Gauloise ».

Le radical **Camille Chautemps**, membre de la loge de Tours « Les Démophiles », a été membre du gouvernement du 16 juin au 12 juillet 1940.

L'ancien ministre radical **Paul Marchandau**, membre de la loge de Reims « La Sincérité », conserve jusqu'en 1944 le poste de président de l'Association des maires de France.

De nombreux fonctionnaires francs-maçons sont chassés de l'administration après la révélation de leur appartenance, mais quelques autres sont suffisamment protégés pour conserver leurs postes. Le cas le plus édifiant est celui de **Charles Riandey** qui deviendra, après la guerre, grand commandeur du Suprême Conseil de France, c'est-à-dire le plus haut dignitaire du Rite Ecossais Ancien et Rectifié. Il conserve son poste de secrétaire général de la mairie du XVIII<sup>e</sup> arrondissement et, à ce titre, il figure, le 26 avril 1944, parmi les personnalités qui reçoivent le maréchal Pétain à l'hôpital Bichat. Il est vrai qu'il a été soupçonné en 1943, par plusieurs de ses frères résistants, de chercher l'appui du président Laval pour reconstituer une maçonnerie modérée et anticommuniste.

Laval conserve à ses côtés, jusqu'en janvier 1941, un secrétaire franc-maçon, **Roger Stora**. Lorsqu'il lui faut se priver de ses services à Vichy, il le nomme tout simplement receveur particulier des finances à Grasse.

Les loges savent à ce moment se servir de certaines parentés. C'est ainsi que le frère **Montocol**, puissant entrepreneur de travaux à Paris, n'hésite pas à faire appel au docteur **Ménétre**, son beau-père, lequel n'est autre que le médecin du Maréchal.

## Les frères •• Lumière

Certains cas finissent par faire scandale. Ainsi, le 23 mars 1944, le colonel **Bernon**, commandant du 1<sup>er</sup> régiment de France, doit remettre sa démission parce que son appartenance maçonnique vient d'être révélée.

Le biologiste et industriel **Auguste Lumière**, franc-maçon tout comme son frère **Louis**, l'inventeur du cinéma, collaborateur de *L'Emancipation nationale* de **Jacques Doriot**, siège au comité d'honneur de la **Légion des volontaires français contre le bolchevisme**.

A la direction du RNP de **Déat**, on retrouve alors **Georges Dumoulin**, secrétaire confédéral de la CGT. Il appartient à la loge « Les Egaux » du Grand Orient de France.

Les cas de double jeu sont relativement nombreux. C'est ainsi que le frère **Paul Perrin**, membre de la loge pari-

sienne « La Philosophie Positive », secrétaire du conseil de l'ordre du Grand Orient, siège au secrétariat général du Comité d'action économique du RNP. Or, dans le même temps, il participe, au café Victor, place de la Bastille, à des réunions clandestines en vue de préparer la reconstitution des obédiences.

En général, les loges se contenteront, après 1944, de rayer de leurs listes les noms des frères accusés de collaboration, sans les dénoncer à la justice profane. Certains cas vont malgré tout appeler une sanction. Un frère **Nivart** voit sa loge, « La Chaîne d'Union », refuser de le réintégrer parce qu'il a fait paraître dans *Le Petit Parisien* une mise au point, précisant qu'il a démissionné de l'Ordre maçonnique dès le début de la guerre.

Le frère **Lockert** est rejeté par la loge « Picardie » d'Amiens, à laquelle il avait adressé une lettre de démission en octobre 1940, dans l'espoir de pouvoir ainsi conserver son poste d'instituteur.

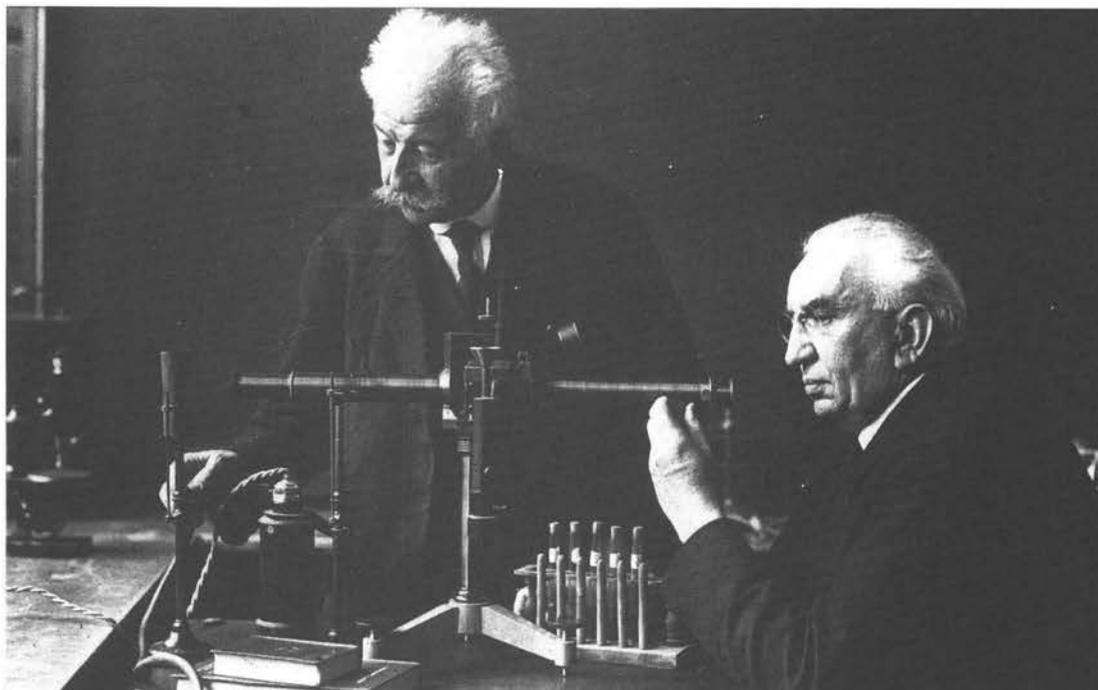
Un frère **Lisotte** est accusé d'avoir sollicité un poste au service des affaires juives.

Ces cas étaient si peu isolés que parmi les condamnés des cours de justice figuraient des maçons qui n'hésitèrent pas à s'affirmer fidèles à leur Ordre jusque dans les prisons.

C'est le frère **Guy Vinatrel** qui expliqua, en janvier 1958, dans sa publication *Les Lettres Maçonniques* :

« Beaucoup de membres du parti de Marcel Déat, le Rassemblement National Populaire, avaient appartenu à la franc-maçonnerie. Après la Libération, diverses cours de justice sanctionnèrent leur attitude pendant l'occupation allemande. Les condamnations encourues amenèrent automatiquement l'exclusion de ces ex-frères lorsque les temples furent rouverts. Cependant, les internés du camp de Saint-Sulpice, rejetés par la maçonnerie, avaient, semble-t-il, conservé un souvenir nostalgique de l'Ordre. Ils constituèrent en effet une loge sauvage à l'intérieur du camp, qu'ils baptisèrent "Les Orphelins de la Veuve". Ils utilisaient le rite français, et leur réunion particulière constituait un sujet général d'étonnement pour les autres internés du camp, dans leur ensemble très mal disposés pour la franc-maçonnerie. »

Phileas FOGG



Les (doublement)  
frères Lumière

## DÉAT ET LES FRANCS-MAÇONS

■ « Je ne concluais pas de l'échec malheureux de la III<sup>e</sup> République à la condamnation du régime républicain : il s'agissait seulement de le réformer, de le pénétrer d'un autre esprit, de le ranimer par des transformations touchant à la structure économique et sociale. Là aussi les thèmes étaient au point depuis longtemps. Mais je ne me contentai pas de la défensive. Lorsque, après une allocution du Maréchal, une commission du "Conseil national" se mit au travail pour élaborer un projet de Constitution, j'écrivis un article retentissant intitulé : "Et pourquoi pas la République ?". Tous mes adversaires en furent stupéfiés et éclatèrent de fureur.

...

« Pour ce qui est des francs-maçons, depuis le mois d'août, Vichy, devant les invites allemandes, avait pris une série de mesures parfaitement ridicules et odieuses, comme celle qui consistait à publier au *Journal Officiel* les noms des gens qui avaient rempli une fonction quelconque dans une "loge" et qui, s'ils étaient fonctionnaires, se trouvaient du même coup sous la menace d'une révocation. Il y avait à Paris un service antimaçonnique, bien entendu, où un

vague lieutenant de la Wehrmacht, ayant à son service un certain nombre de policiers amateurs ou professionnels français, de très bas étage, inspectait les loges, en dépouillait les archives, interrogeait les anciens maçons, et à l'occasion perquisitionnait chez eux pour prélever ce que bon lui semblait.

...

« Malgré toutes les recherches, on ne trouva jamais, et pour cause, mon nom sur aucune liste maçonnique. Je n'ai jamais été maçon, c'est un fait. Mais c'est aussi un fait que j'ai fait des conférences dans toute une série de loges, notamment pour y défendre, en leur temps, des conceptions politiques "néosocialistes", puis des idées "pacifistes", qui n'avaient pas l'heur de plaire à tous les FM. Et je me souviens de controverses épiques pas toujours cordiales. J'avais aussi d'excellents camarades, de vieux amis, et même des gens de ma famille dans la maçonnerie. »

...

(*Mémoires politiques. Le combat pour l'impossible*, pp. 616-617)



## Chapitre VI

# L'AMBASSADE D'ALLEMAGNE OU LA FRATERNELLE •• CONNEXION



Otto Abetz  
ambassadeur  
du III<sup>e</sup> Reich  
en France

« **I**l était alors un gros garçon, aux traits un peu rustiques. Il ressemblait à Bonaparte, Premier consul, avec la même tendance à s'épaissir. De tempérament artiste, il s'était formé tout seul dans cette Allemagne désaxée par la défaite... Doué pour le dessin, il avait vagabondé en Italie. Quand il était à Karlsruhe, sa ville natale, il habitait chez sa mère, une veuve de fonctionnaire ruinée, qui possédait une grande maison presque complètement vide, car les meubles étaient partis, l'un après l'autre, à la salle des ventes. Son meilleur ami était le riche fils d'un banquier et industriel juif de Karlsruhe, Walter Strauss... »

Qui est le personnage ainsi décrit ? **Otto Abetz**, futur ambassadeur du III<sup>e</sup> Reich en France sous l'Occupation.

Et qui trace de lui ce portrait, plutôt sympathique ? Le F •• **André Weil-Curiel**, issu d'une famille juive d'Egypte, avocat, parent d'**Henri Curiel**, l'animateur d'un réseau subversif redoutable, abattu en 1978.

Comment diable le socialiste franc-maçon Weil-Curiel, militant avant-guerre de la SFIO, avant de devenir un des dirigeants du PSOP (Parti socialiste ouvrier paysan) de **Marceau Pivert**, dissident du parti socialiste, et le nazi Otto Abetz ont-ils pu se rencontrer et s'apprécier ? L'explication réside dans un terreau

favorable, les mouvements de jeunesse épris de la nature — qui se définissent sans doute aujourd'hui comme écologistes — : les *Wandervogel* en Allemagne et les Auberges de la Jeunesse en France, les uns et les autres adeptes du camping. Les écrivains **Jean Giono** et **Marc Augier** (le futur **Saint-Loup**) émergent, eux aussi, de ce milieu.

André Weil-Curiel a vu Otto Abetz pour la première fois en 1930, au Sohlberg, en Forêt Noire, lors d'une rencontre entre jeunes Français et jeunes Allemands dans une auberge de jeunesse (1).

Abetz produit sur Weil-Curiel une vive impression. Selon lui, « de famille catholique, il ne pratiquait pas la religion. Il avait pour intimes quantité de juifs et affichait des vues révolutionnaires dans presque tous les domaines... Il affirmait qu'il se sentait plus proche d'un Français que d'un Berlinois. Comme tous les jeunes Allemands, de gauche aussi bien que de droite, il était convaincu que l'Allemagne n'était pas responsable de la guerre. » (2)

Les relations entre Weil-Curiel et Abetz vont se poursuivre. Un congrès de rapprochement franco-allemand est organisé à Rethel, en 1931, et connaît un grand succès.

## « Pas besoin d'un immigré de plus... »

Toujours selon le même témoin, quand **Hitler** arrive au pouvoir, Abetz n'est pas enthousiaste. Si bien qu'il songe même à émigrer.

« Je lui conseillai fortement de rester en Allemagne... Nous n'avons pas besoin d'un immigré de plus ici, mais d'hommes comme toi qui puissent expliquer à tes compatriotes que les Français ne sont pas tous des ogres qui veulent dévorer l'Allemagne... Si nous obtenons satisfaction pour vous, nous pouvons espérer voir votre crise de nationalisme s'atténuer, et les mesures de défi que prend Hitler en ce moment contre les juifs, parce qu'il n'a rien de mieux à se mettre sous la dent, pourront sans doute être rapportées. Si tu te sens le courage de travailler dans ce sens, il faut que tu restes.

Il me remercia chaleureusement et me dit combien mon avis lui était précieux venant d'un Français "non aryen". » (3)

La suite : Abetz adhère, en effet, au NSDAP (parti nazi). Il est introduit très tôt auprès du Führer, puis de **von Ribbentrop**, est chargé de mission en France où il a de nombreux contacts. Il retrouve naturellement Weil-Curiel et, de concert avec lui, envisage l'organisation d'une rencontre entre Hitler et **Léon Blum**, rencontre que le leader socialiste décline.

Le dernier contact entre les deux hommes interviendra sous l'Occupation. Weil-Curiel qui, venant de la zone sud, a franchi la ligne de démarcation en compagnie de **Gilbert de Chambrun**, rencontrera par hasard (?) l'ambassadeur du III<sup>e</sup> Reich et sa femme (une Française qui était la secrétaire de **Jean Luchaire**).

« Abetz — poursuit Weil-Curiel — était alors au maximum de son influence. Il relevait directement d'Hitler qu'il voyait fréquemment et qui lui accordait une pleine confiance. » (4)

Par la suite, Weil-Curiel sera arrêté par les Allemands et interrogé par un dirigeant important du *Sichereitdienst* (plus communément, mais plus inexactement appelé *Gestapo*), **Doering** (5).

Revenons à Abetz qui seul, en la circonstance, nous intéresse. Son ascension rapide au sein du parti national-socialiste, la confiance que lui témoigna Hitler, la charge dont il sera investi pendant l'Occupation ne sont pas sans soulever des questions.

Abetz, certes, vient d'une certaine gauche. Une gauche pacifiste qui veut sincèrement la réconciliation franco-allemande, et qui a été fortement marquée par la « boucherie » de la guerre 14-

18. Cette gauche a sa réplique en France, dans divers milieux pacifistes, eux aussi, antimilitaristes, au sein de la SFIO elle-même, dans le courant « briandiste » dont un des représentants est précisément Jean Luchaire. Dans les années 30, Luchaire avait fondé une petite revue, *Notre temps*, très lue dans les milieux diplomatiques, à laquelle collaboraient des hommes comme **Georges Suarez**, qui fut fusillé après la Libération, **Bertrand de Jouvenel**, **Gaston Bergery** ou même **Pierre Brossolette** qui, lui, s'engagera à fond dans la Résistance. (6)

Mais surtout, entre la gauche pacifiste allemande et la gauche pacifiste française, il y a quelque chose d'essentiel : un vecteur, une structure « discrète », un réseau : c'est la franc-maçonnerie.

## La loge « Goethe »

Dans son *Histoire de la Grande Loge de France (1738-1980)*, **Jean-André Faucher**, franc-maçon lui-même, rapporte cet épisode de l'Occupation :

« **Charles Riandey**, secrétaire général de la mairie du 18<sup>e</sup> arrondissement, est convoqué par les services allemands de l'avenue Foch. Il est interrogé par un officier SS nommé **Pfansstiel** :

— L'ambassadeur Otto Abetz était-il franc-maçon ? lui demande-t-on.

— Oui, répond Riandey.

— Comment le savez-vous ?

— Il fréquentait, avant la guerre, la loge « Goethe » à la Grande Loge de France.

— Et M. von Ribbentrop ? ... et le général **von Stulpnagel** ? » (7)

Otto Abetz n'était pas le seul franc-maçon de l'ambassade d'Allemagne. Un de ses adjoints les plus importants, **Achenbach**, en était également membre. Tombé en disgrâce, il fut expédié sur le front Est mais devint, après la chute du III<sup>e</sup> Reich, député au Bundestag. Il est probable qu'appartenait aussi à la franc-maçonnerie allemande, **Otto Rahn**, féru d'ésotérisme et de « catharisme ».

L'ambassade d'Allemagne sous l'Occupation apparaît ainsi comme une base de soutien non seulement à des francs-maçons français, à titre individuel — qu'il s'agit de protéger contre les tracasseries, voire les persécutions de Vichy — mais à une gauche maçonnique favorable avant-guerre à la réconciliation franco-allemande, et sous l'Occupation à la collaboration, contre l'esprit « revanchard » de Vichy.

Dans le livre d'**Argus Contribution à l'Histoire des francs-maçons sous l'Occupation** (8), on trouve ainsi la reproduction d'une « tenue blanche collective », le 21 novembre 1931, au temple de la rue de Puteaux. Elle est consacrée à une conférence sur le « Rapprochement franco-allemand », sous la présidence du frère **Antonio Coen**, de la GLDF. Parmi les orateurs, **Jean Piot**, directeur de *L'Œuvre*, où Déat écrivit son célèbre éditorial « Mourir pour Dantzig ».

## Soutien aux maçons pacifistes

Ce rapprochement se poursuit activement sous l'Occupation, comme on en trouve la confirmation, entre autres, dans les *Mémoires politiques* de Marcel Déat (9).

On trouvera de nombreux exemples de ces contacts, de cette « fraternité », poursuivie, parfois contre Vichy, parfois contre certains services allemands, dans le livre d'Argus.

A titre de simple exemple, citons le cas des deux directeurs de *Paris-Soir*, reparu sous l'Occupation. Directeur général du journal, **Eugène Gerber** était affilié à la loge



De gauche à droite, de Brinon, Otto Rahn et le syndicaliste (et P.P.F.) Jules Teulade

« Thélème » ; directeur de la rédaction, **Jacques La Brède**, était de son côté affilié à la loge « La Clémentine Amitié ».

Gerber, Alsacien d'origine, devait devenir, dans les années 1941-1944, l'un des principaux « patrons de presse » de la Collaboration. Selon Argus, il bénéficiait de la confiance de l'ambassadeur d'Allemagne, à la fois comme « *Volksdeutsch* » et comme maçon<sup>(10)</sup>.

André Weil, de son côté, rapporte comment Abetz protégea systématiquement les « frères » syndicalistes. Selon lui, il fonda pour eux *L'Atelier* dont il discutait parfois le contenu.

Toujours selon la même source, il favorisa aussi le lancement de *Le Rouge et le Bleu*, dirigé par le socialiste **Spinasse**, qui critiquait la politique de Vichy.

Rappelons que *L'Atelier* (voir chapitre 1) était lié au RNP, dont il était l'organe de pénétration dans les milieux syndicaux.

## Cocktails et réceptions

Outre l'aspect politique, il y a le côté mondain.

« Une invitation à l'ambassade d'Allemagne confère à celui qui la reçoit un brevet incontestable, quoique paradoxal et choquant, de "parisianisme" », note **Hervé Le Boterf** dans sa *Vie parisienne sous l'Occupation*<sup>(11)</sup>. Et, effectivement, beaucoup de vedettes des lettres, des arts, du cinéma, du théâtre, se bousculent aux réceptions et aux cocktails d'Abetz. Toutes sont loin d'être de gauche, certes. On côtoie là **Alice Cocea**, **Edwige Feuillère**, **Marguerite Jamois**, **Marie Bell**, **Dullin**, **Gaston Baty**, **André Luguet**, **Jean Marchat**, **Marcel Herrand**, **Lucien Rebatet**, **Arno Breker**, **Jean Luchaire** et sa fille **Corinne** etc. Ils se retrouveront aussi aux déjeuners organisés par **Karl Epting**, de l'Institut allemand, avec **Gaston Baty**, **Jean-Louis Barrault**, **Madeleine Renaud**, **Mgr Mayol de Luppé** (aumônier de la LVF), **Alexis Carrel**, **Gaston Gallimard**, **Alphonse de Chateaubriant**, **Jean Giraudoux**, les sculpteurs **Despiau** et **Belmondo**<sup>(12)</sup> etc.

La politique suivie par Abetz et qui a privilégié de toute évi-

dence la gauche française connaîtra, néanmoins, une assez longue éclipse, car il n'a pas que des amis dans les milieux dirigeants du III<sup>e</sup> Reich, comme l'évoque **Marcel Déat** dans ses *Mémoires*. Il est rappelé en Allemagne. Quand il revient, le débarquement ne tarde guère. Il tente une dernière opération, en accord avec **Pierre Laval** : convoquer l'Assemblée nationale qui, après le départ de **Pétain**, formerait un gouvernement provisoire, afin de faire pièce à celui de **De Gaulle**.

Il n'est pas impossible que cette opération ait été menée de concert avec certains milieux américains. En tout cas, côté français, elle reçut l'appui de milieux maçonniques, dont celui de **Rivollet**. Pour qu'elle réussisse, il fallait qu'elle fût patronnée par **Edouard Herriot**, président de l'Assemblée. Il était en résidence surveillée. Abetz et Laval le firent revenir dans la région parisienne. Mais il refusa obstinément de prêter son concours.<sup>(13)</sup>

La voie était libre pour que le pouvoir fût pris par **De Gaulle**. Et par les communistes.

Michel ROLAND

(1) **André Weil-Curiel**, *Eclipse en France*, p. 123

(2) o.c. pp. 122-123

(3) o.c. p. 125

(4) o.c. p. 127

(5) sur cet épisode, cf. **Roland Gaucher**, *Le Réseau Curiel*

(6) Sous l'Occupation, **Jean Luchaire** dirigera *Les Nouveaux Temps*, où il engagera, jusqu'en 1941, une certaine **Simone Kaminker**, juive, dont le père parle à la radio de Londres, et qui n'est autre que **Simone Signoret**.

(7) *Histoire de la Grande Loge de France (1738-1980)* p. 219. Ed. Albatros

(8) Ouvrage collectif auquel a participé **Henry Coston**, édité et distribué par La Diffusion de la Pensée française, Chiré-en-Montreuil, 86190 Vouillé. ch. 1

(9) **Marcel Déat**, *Mémoires politiques*

(10) o.c. p. 157

(11) Editions France Empire

(12) Père de l'acteur.

(13) **Jean Melisey** raconte, pages 68 et suivantes les raisons et les circonstances de cet échec.

## Chapitre VII

# JOURNALISTES ET ECRIVAINS DE GAUCHE DANS LA COLLABORATION



Dans son bureau de *La Victoire*, (à gauche) Gustave Hervé

**L**a défaite française de 1940 peut être illustrée par une image tragiquement surréaliste : un soldat de la Wehrmacht vient d'acheter un journal parisien dans un kiosque. Son titre : *La Victoire* !

L'itinéraire du directeur politique de cette feuille, pour le moins intempestive, est à lui seul la parfaite illustration du singulier vagabondage de beaucoup d'hommes de gauche, écrivains et journalistes, dans leur pays occupé par les armées allemandes.

**Gustave Hervé**, lui, vient même de l'extrême gauche. Fils d'une autre défaite, né pendant « l'année terrible », il a près de soixante-dix ans et un très long passé d'agitateur derrière lui. Breton de Brest, appartenant à une famille où il est de tradition de servir dans les équipages de la Flotte, il va préférer l'enseignement à une carrière militaire et sera longtemps « pion » avant, enfin, de décrocher sa licence. L'affaire **Dreyfus** le propulse dans la politique. Il est « révisionniste » avec une fougue qui provoque une rapide mutation disciplinaire. Il est nommé à

Sens, où il se fait le champion d'un antimilitarisme forcené, signant ses articles du *Pioupiau de l'Yonne* « Un sans-patrie ». Il est même traduit en Cour d'assises pour avoir suggéré de planter le drapeau tricolore sur un tas de fumier. Acquitté mais révoqué par son ministre, il milite alors à l'aile gauche du parti socialiste et fonde l'hebdomadaire *La Guerre sociale*, qui va se distinguer par sa violence et sa grossièreté. Le coup de foudre de la guerre de 1914 provoque chez lui un virage à 180° : son journal prend alors le titre de *La Victoire*. Voici le Breton révolutionnaire devenu belliciste à tout crin. Il « bouffe du Boche », comme il bouffait naguère du patron, du curé et du militaire... Il reste pourtant socialiste, mais socialiste « national ». Hervé a trouvé là un double adjectif qui va connaître quelque célébrité ! Partisan de la République autoritaire, il fonde dans les années vingt une ligue paramilitaire : la Milice socialiste-nationale, dont le chef adjoint est un ancien séminariste normand qui a gagné au feu une croix de guerre constellée d'une dizaine de palmes et d'étoiles : **Marcel Bucard**, futur fondateur du Francisme en 1933, et futur fusillé de l'épuration en 1945.

Gustave Hervé se méfie beaucoup des Allemands, même nationaux-socialistes, jusqu'à ce qu'ils arrivent en vainqueurs dans Paris, déclarée ville ouverte par un gouvernement aux abois. Il fait alors reparaître son journal, comme si de rien n'était. L'aventure ne durera guère : malade, sceptique, enfin assagi, ce vieil agitateur à la barbe blanche et aux cheveux coupés en brosse ne jouera aucun rôle sous l'Occupation et mourra à l'automne 1944, oublié de tous.

L'itinéraire de Gustave Hervé s'apparente à celui de quelques très vieux journalistes venus de l'extrême gauche révolutionnaire qui se sont fait les dents dans les dernières années du siècle précédent : **Urbain Gohier, Jean Droult, Lucien Pemjean...**

De la même génération — il est né en 1866 et sera, lui aussi, fort vagabond dans les méandres de la politique — apparaît **Victor Margueritte**. Fils d'un général tué en 1870, dont il

décrit avec son frère **Paul** la charge héroïque dans leur roman *Les tronçons du glaive*, ce pied-noir d'origine lorraine a suivi une brève carrière militaire terminée comme lieutenant de dragons. Fondateur en 1908 d'une éphémère Ligue républicaine d'action nationale, qui se veut ni de droite ni de gauche, il se laisse peu à peu emporter par des idées anarchistes. Au lendemain de la Grande Guerre, il est pacifiste comme beaucoup, féministe avant tout le monde, communiste à ses heures et inlassable dénonciateur des injustices du Traité de Versailles. Ecrivain prolifique, il connaît un succès prodigieux avec son roman *La Garçonne*, dont il vendra rapidement 600 000 exemplaires, mais qui lui assure chez les bien-pensants une ineffaçable réputation de pornographe.

L'arrivée d'**Adolf Hitler** au pouvoir ne trouble guère ses sentiments germanophiles et pacifistes. La défaite encore moins. Devenu aveugle, cet écrivain au fumet sulfureux, auteur d'une soixantaine de romans devenus illisibles, met ses dernières forces au service de la politique de collaboration. Un de ses ultimes articles dénonce le côté réactionnaire et clérical de Vichy. Une mort miséricordieuse, au printemps 1942, épargnera les rigueurs de l'épuration à ce collaborateur occasionnel de *L'Œuvre* de **Marcel Déat**.

*L'Œuvre* ! On retrouve presque toujours ce titre quand on rapproche gauche et collaboration. Ainsi un des piliers du journal, non dépourvu de talent par ailleurs, reste, à travers vents et marées, le pittoresque **Georges de La Fouchardière**. A peine plus jeune — il est de 1874 — que ceux de ses confrères nés sous le Second Empire, il possède une incroyable verve satirique. Aristocrate de vieille souche, il porte barbe, moustache et tignasse hirsutes. Il s'identifie à son porte-parole, « le Bouif », type du prolo rouspéteur qui vitupère contre la terre entière, à commencer par les ecclésiastiques et les galonnés. Il a collaboré au *Canard enchaîné* de la grande époque et signe des chroniques souvent fort drôles dans *Le Merle blanc*, suscitant l'admiration de **Gustave Téry**, beau dénicheur de talents. Le voici à *L'Œuvre*, hebdomadaire,

# L'ŒUVRE

9, rue LOUIS-LE-GRAND (2<sup>e</sup> arr.)  
Adresse Télégraphique : ŒUVRE-PARIS  
Chèque postal n° 1046

DERNIÈRE ÉDITION — 5 H. DU MATIN — 2 francs  
N° 10.338. — Mardi 15 août 1944

TEL. : OPERA 65-00 et la suite  
Après 20 heures :  
PROVENCE 98.74 et 75

## PAS DE NEUTRALITÉ devant la souffrance

LES Français sont experts en dialectique, et fort capables de sectionner d'invisibles cheveux en vingt-sept morceaux, dans le sens de la longueur. On dirait même que cette faculté logique s'exagère dans les grandes crises. De sorte qu'elle contribue à la paralysie, et découvre, avant tout geste possible, des raisons péroratoires de sa pas agir. Si l'on veut raisonner pour le plaisir de déraisonner, il n'est pas difficile de démontrer que toute activité, si humble soit-elle, nous sort de la neutralité. Le pompier qui s'investit à éteindre les incendies allumés par les bombes, le sauveur qui remue les décombres pour en extraire des blessés, font, si l'on veut, acte de bienfaisance à l'égard des « libérateurs », puis- qu'ils atténuent les destructions. A plus forte raison l'ouvrier qui répare les voies ferrées, le chauffeur qui conduit un camion de ravitaillement, le paysan qui récolte le blé qu'il a semé.

Tout ce qui contribue au maintien de la vie collective est facilement qualifié de collaboration avec l'ennemi.

## EN ANGLETERRE 700 maisons sont endommagées chaque heure par les "V-1"

Londres, 14 août. — Dès son arrivée à Washington, lord Halifax, ambassadeur de Grande-Bretagne, a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il a déclaré des effets des V-1 qui ne peuvent être comparés à rien d'autre. 700 maisons en moyenne, a-t-il déclaré, sont endommagées chaque heure par les avions sans pilote allemands.

## UNE GRANDE CHARGE est en cours

P ARTOUT vous n'entendez plus parler que de « manœuvre et de bataille » et d'« offensives ». Pour un peu, nous attendrions Américains, Anglais et Canadiens, de nos stratégies, vous désorienteront qu'il nous soit permis de nous bien divertir au large plusieurs dizaines de divisions allemandes : les radars d'« eye-balance » et les unités d'« eye-balance » pour qu'elles nous.

La bataille des trois ports n'a valu jusqu'ici aux Américains de terribles pertes, les généraux Brent, Lorient et Saint-Nazaire tombés ou blessés ; il en va de même pour Saint-Malo qu'on disait leur main dès la première et qui leur fut reprise. On ne peut se tromper en disant qu'il n'a des plus lourdes déceptions commandement, Anglo-américain, puis la défit de l'avalanche.

Les Américains annoncent sans cesse à Argentan, mais cette ville n'est pas confirmée par l'ennemi.

Ce serait une erreur de voir la manœuvre américaine se dans la région de Nantes et de l'île de Ré, au moins la préparation offensive anglo-américaine en préparation ; mais il est bon dire que les batteries de vété-

## LA MISSION DANGEREUSE des conducteurs de torpilles monoplaces



## L'Œuvre ! On retrouve souvent ce titre quand on rapproche gauche et collaboration.

puis quotidienne. L'Occupation ne saurait le faire taire. Ses ennemis assurent qu'il se prend pour **Anatole France**, alors que son anticléricalisme désuet l'enferme dans un rôle de **Monsieur Homais** de chef-lieu de canton.

## Universitaires, économistes, historiens, critiques...

Cette génération à laquelle appartiennent les hommes nés dans les premières années de la Troisième République fournira à la Collaboration son lot d'universitaires, d'économistes, d'historiens ou de critiques gauchisants.

Le prototype de ces intellectuels ralliés à l'Europe nouvelle est **Francis Delaisi**. Mayennais et enseignant, il milita naguère avec Gustave Hervé dans les milieux d'extrême gauche du Quartier Latin. Rédacteur en chef des *Nouvelles*, collaborateur de *La Vie ouvrière* et, bien entendu, de *La Guerre sociale*, il polémiqua, dès avant la guerre de 14, avec *L'Humanité* qu'il accuse, preuves à l'appui, d'avoir reçu des fonds capitalistes. Entre les deux guerres, il est pacifiste et européen, dans la mouvance d'**Aristide Briand**. Membre de la Ligue des droits de l'homme, il publie un livre sur les 200 familles qu'édite le



Georges Soulès, alias Raymond Abellio lors de la première manifestation du Front Révolutionnaire National.

Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Après la défaite, il retrouve nombre de ses amis à *L'Œuvre*, à *La France socialiste* ou encore à *L'Atelier* de **Georges Albertini**. Il mourra trois ans après son inscription sur les listes noires du Comité national des Écrivains de 1944, persuadé d'avoir suivi la même ligne politique depuis *La démocratie et les financiers*, publiée en 1910, jusqu'à *La Révolution européenne*, éditée en 1942 par les éditions belges de La Toison d'Or.

**Félicien Challaye**, son contemporain, est aussi un universitaire, ancien de Normale supérieure. Explorateur au Congo, professeur de philosophie, combattant de la guerre 14-18, il appartient à toutes les grandes organisations de la gauche intellectuelle de son temps, que ce soit le Front commun ou la Ligue des droits de l'homme. Pacifiste résolu, signataire de l'appel de **Louis Lecoin** pour la paix immédiate en 1939, il collaborera aux journaux de la gauche germanophile pendant l'Occupation, sans cesser d'écrire des livres de philosophie, évoquant pêle-mêle les grands personnages qui ont marqué sa jeunesse : **Nietzsche**, **Jaurès**, **Freud** ou **Péguy** (à qui il tient à accoler l'étiquette de socialiste).

Né comme lui en 1875, **Pierre Hamp**, d'abord journaliste, est devenu romancier dans une veine très populiste, publiant entre les deux guerres plusieurs volumes d'un long cycle romanesque consacré à *La peine des hommes*. Homme de gauche convaincu, il collabore à des journaux socialistes et syndicalistes. Comme beaucoup de ses amis, il va rejoindre la presse parisienne germanophile, notamment *La France socialiste*. Il mourra à quatre-vingt-sept ans, après avoir repris du service dans les journaux non conformistes d'après-guerre.

## Soulès, alias Abellio

La plupart de ces revenants de l'ancienne gauche humanitaire ont été entraînés sur les routes de la collaboration par **Marcel Déat** et surtout son fidèle second dans son entreprise de séduction des intellectuels, le jeune **René Chateau**. Normalien et agrégé de philosophie, né en 1906, il milite entre les deux guerres à la Ligue des droits de l'homme et s'affilie au Grand Orient de France. Elu député radical-socialiste en 1936, ce franc-maçon se rapproche de **Gaston Bergery**, vote les pleins pouvoirs au maréchal **Pétain** en mai 1940 et devient, à trente-quatre ans, un des principaux collaborateurs de Marcel Déat à *L'Œuvre*. Il sera le fondateur de la Ligue de la Pensée française. On lui doit des livres un peu professoraux mais solides, dont, avant la guerre, une *Introduction à la politique*, préfacée par **Alain**, et une *Introduction à la littérature*, préfacée par **André Maurois**. Mais ce sera sous le pseudonyme d'**Abel** qu'il publiera en 1948 son livre *L'Age de Caïn*, consacré à l'épuration.

**Georges Soulès** appartient à la même génération que René Chateau. Il n'aurait sans doute pas marqué aussi puissamment son époque, s'il n'avait pas été connu par la suite sous le nom de **Raymond Abellio**. Type même du militant de gauche passé à la Collaboration la plus extrême, tout en se permettant de nouer sur la fin de la guerre des contacts avec la Résistance, c'est sans nul doute un des personnages les plus curieux de cette aventure. Toulousain qui ne manquait ni d'enthousiasme ni d'accent, ce polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées, milite aux Jeunesses socialistes et à la SFIO, où il fait partie de la tendance la plus avancée : la « Gauche révolutionnaire ». Sa fidélité militante sera récompensée par un poste de chef de cabinet au ministère de l'Éducation nationale dans le gouvernement du Front Populaire. Son patron d'alors,

le **ROUGE** 3 francs  
 et le **BLEU**

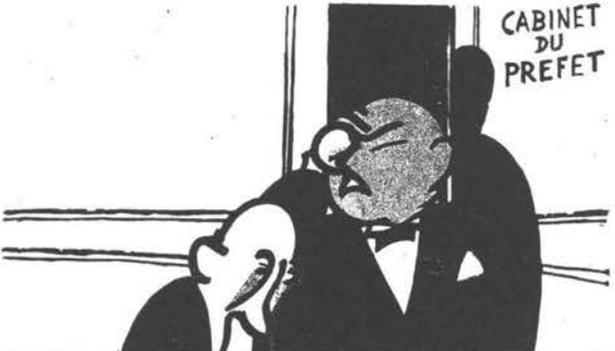
**REVUE DE LA PENSÉE SOCIALISTE FRANÇAISE**

22 AOUT 1942  
 NUMÉRO 43

DIRECTEUR : CHARLES SPINASSE

PARAIT TOUS  
 LES SAMEDIS

*Prisonniers*  
 ET  
**BUREAUCRATIE**



N. s'inquiète beaucoup — et avec raison —

*Le Rouge et le Bleu* dirigé par le socialiste Spinasse, futur partisan de Chirac.

Charles Spinasse, suivra d'ailleurs un chemin fort parallèle au sien et on le retrouvera à la tête de l'hebdomadaire *Le Rouge et le Bleu* pendant l'Occupation.

Pourtant, Soulès est plus trotskyste que socialiste de stricte obédience. Il se défie de **Léon Blum** qu'il considère comme un modéré. Tenté par l'occultisme et par tout ce qui touche aux sociétés secrètes, il fréquente avec quelque distraction une loge maçonnique, mais rêve déjà à une bien plus redoutable organisation politico-métaphysique.

Partisan du pacifiste **Ludovic Zoretti**, lui aussi futur collaborateur, il est un des espoirs du « Redressement socialiste ». Mobilisé comme lieutenant du Génie en 1939, fait prisonnier, il se distingue dans son Oflag par des prises de position fracassantes et extrémistes en faveur de la Révolution nationale. Libéré par les Allemands en mars 1941, il rejoint le MSR, le Mouvement social révolutionnaire d'**Eugène Deloncle**, le fondateur avant la guerre de la Cagoule, passant ainsi de l'extrême gauche à l'extrême droite sans rien renier, à l'en croire, des convictions de sa jeunesse. Devenu secrétaire général du MSR après l'assassinat d'Eugène Deloncle par la Gestapo, il publie, en juillet 1943, chez l'éditeur **Fernand Sorlot**, un important ouvrage doctrinal, *La fin du nihilisme*, sans nul doute l'ouvrage le plus raciste de l'époque.

Le co-signataire de ce pavé idéologique, bréviaire d'un national-socialisme à la française, se nomme **André Mahé** et devait par la suite prendre le pseudonyme d'**Alain Sergent**. 50 % breton, 50 % alsacien et 100 % fasciste, cet autodidacte, ancien militant communiste en 1936, a rompu rapidement avec le parti pour rejoindre le mouvement anarchiste, où il combat durement le PCF dans les colonnes du journal *Le Libertaire*. Militant syndicaliste et fondateur de la Bourse du Travail de Nemours, il suivra pourtant Gaston Bergery avant la guerre et **Jacques Doriot** après l'armistice. Il quitte vite le PPF pour rallier le MSR dont il deviendra, en compagnie de Soulès-Abellio, le co-secrétaire général.

## D'Alfred Fabre-Luce à Claude Jamet

Les milieux radicaux-socialistes ne vont certes pas rester à l'écart de la Collaboration. Pour les écrivains que l'on classe dans cette mouvance, il s'agissait, certes, entre les deux guerres, bien davantage d'un état d'esprit que d'une adhésion formelle et durable au parti animé par **Edouard Herriot**. De tous, ce sont les plus indépendants et la plupart ont longuement vagabondé sur l'échiquier politique de leur époque, surprenant souvent le monde parlementaire par le non-conformisme de leurs positions.

De son vrai nom **Lucchini, Pierre Dominique** est d'origine corse et bretonne. Médecin, il est revenu de la guerre 14-18 avec cinq citations et la Légion d'honneur à titre militaire. Il a déjà près de quarante ans quand il se lance dans la politique et collabore à *La République*, où il va faire partie de ces hommes de gauche que le dernier conflit a rendus pacifistes. Il entre en campagne contre tous ceux qui, selon lui, poussent au conflit armé avec l'Allemagne. Passionné d'histoire, il mène en parallèle une carrière de spécialiste de la Révolution et du Second Empire. Après l'armistice, il se voudra très maréchaliste et dirigera l'OFI, l'Office français d'information, à Vichy. On le retrouvera à *Rivarol* après la guerre et son étude sur *Les Polémistes français depuis 1789* fait autorité.

Encore plus engagé sur une voie dangereuse se montrera le baron **Alfred Fabre-Luce**, né en 1899, ancien attaché d'ambassade, qui mènera une insolite carrière à mi-chemin de la politique et de la littérature. Esprit curieux et changeant, il collabore avant la guerre à *L'Europe nouvelle*, de 1934 à 1936, tout en fondant, en 1933, une sorte de brûlot, *Le Pamphlet*. Avant de se brouiller, pendant l'Occupation, avec les Allemands qui vont le mettre en prison, il publie à Paris, chez **Plon**, en 1942, une *Anthologie de la Nouvelle Europe* qui

est sans conteste un des livres les plus collaborationnistes de l'époque. Selon son goût bien connu pour le paradoxe, il y fait alterner des citations de **Charles Maurras** et d'**Adolf Hitler**, de **Bergson** et de **Jünger**, de **Paul Valéry** et d'**Alfred Rosenberg**.

Fabre-Luce, se révélant dans ses choix plus marqué par la droite que par la gauche, va se faire rudement étriller par le critique **Claude Jamet**, qui vient d'avoir trente ans en 1940 et possède un éloquent passé politique. Ancien élève du philosophe **Alain**, qui l'a converti à un pacifisme intégral, c'est un universitaire, écrivain et conférencier de talent. Socialiste comme beaucoup d'enseignants, il a été secrétaire de la section SFIO de Poitiers, puis de la Fédération socialiste de la Vienne. Il milite dans toutes les grandes organisations des intellectuels de gauche de l'avant-guerre, comme le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes ou la Ligue internationale des combattants pacifistes.

Après la défaite, son activité littéraire et politique ne fera que redoubler. Il publie des *Carnets de déroute*, très durs pour le gouvernement qui a déclaré la guerre, et devient un des meilleurs critiques littéraires de la presse parisienne, très supérieur en ce domaine à **Robert Brasillach**. Ses jugements, parus dans *Germinal*, seront recueillis en volume, en 1943, sous le titre *Images de la littérature*. Il récidivera après la guerre avec *Engagements*, où l'on retrouve les mêmes qualités de lucidité et la même plume alerte.

Cet ancien directeur de *La France socialiste*, sous l'Occupation, se rendra célèbre parmi les épurés pour avoir publié sous son nom en 1948 un pamphlet vengeur : *Fifi-roi*. Fidèle à des positions à la fois radicales, courageuses et nuancées, Claude Jamet est le père du journaliste **Dominique**

**Jamet**, chargé par **François Mitterrand** de veiller au destin de la future Bibliothèque nationale.

**Camille Faust**, qui se fait appeler **Camille Mauclair**, est critique d'art. Né dans les premières années de la III<sup>e</sup> République, il a manifesté très tôt une originalité littéraire et une sensibilité de gauche qui le conduisent à se mêler aux milieux symbolistes et anarchistes. Après s'être fait connaître par un premier roman bien enlevé, *Le soleil des morts*, il se passionne pour la musique et la peinture. Entre les deux guerres, il se lance dans une furibonde dénonciation du modernisme et publie deux livres de vive polémique, *La farce de l'art vivant* et *Les métèques contre l'art français*. Il poursuivra cette campagne pendant l'Occupation, en lui donnant un ton antisémite, ce qui lui vaudra d'être « épuré ». Il mourra d'ailleurs presque aussitôt, en 1945.

Tandis que Marcel Déat va regrouper, au sein du RNP et de la Ligue de la Pensée française, nombre d'anciens socialistes, assez attachés aux institutions républicaines, tout en se réclamant d'une politique active de collaboration franco-allemande, **Jacques Doriot** s'adresse plutôt à ceux qui sont, comme lui, d'anciens communistes. Il les invite à rejoindre les rangs du PPF, à lire le quotidien *Le Cri du peuple*, et à participer aux activités des Cercles populaires français, dont le principal animateur se nomme **Ramon Fernandez**.

Né à Paris en 1894, fils de l'ambassadeur d'Argentine, il se fait d'abord une réputation de play-boy danseur de tango. Dès le lendemain d'une guerre à laquelle, en tant qu'étranger, il a échappé, il se lance dans la littérature avec frénésie. Il entre à la *Nouvelle revue française* dès 1922 et va devenir un des piliers de la maison. Il participe à la création du grand hebdomadaire de gauche *Marianne*, lancé par **Gaston Gallimard**

## UN BEAU CADEAU POUR ELSA TRIOLET

Dans la préface de l'édition 1986 de son ouvrage *Les partisans*, Marc Augier, devenu Saint-Loup, relate comment il affronta la redoutable censure allemande en même temps qu'une certaine... Elsa Triolet !

«La politique me rattrapa lorsque je me présentai chez le lieutenant Weber, chef de la censure allemande aux Champs-Élysées, où je venais demander l'indispensable visa pour la publication du présent livre. Je fis antichambre avec une dame fort élégante et jolie qui me dit s'appeler Elsa Triolet. Elle passa avant moi dans le cabinet et en sortit rayonnante car elle avait obtenu une importante attribution de papier pour son roman *Le Cheval blanc*. A cette époque, qui disait fort tonnage de papier disait *Bestseller* (en allemand dans le texte !), et la compagne de Louis Aragon n'y manquait pas. Je laissai Elsa Triolet à sa joie et fus reçu par le lieutenant Weber qui me dit :

— *Monsieur, vous me présentez un livre sur la guerre de Russie, vous pensez que cela peut être très dangereux pour moi s'il révèle quelque secret militaire. Avant de donner le visa, je dois en référer à mes supérieurs à Berlin.*



La femme d'Aragon ne doit pas être soupçonnée.

Il en référa, et j'eus l'autorisation de paraître sans enlever une seule ligne à mon texte initial.

Moins libéraux que les Allemands, les démocrates me condamnèrent à mort pour collaborationnisme et intelligence avec l'ennemi, en m'interdisant toute publication de nouveaux ouvrages. Je résiliai donc mon nom de famille et pris le pseudonyme de Saint-Loup que je maintins pour cette nouvelle édition.

Je laissai Elsa Triolet partir au galop sur son cheval blanc vers Aragon en emportant son stock de papier fourni par les "forbans nazis"..."

VENDREDI 2 JUIN 1944.

En page 3 : "La Nouvelle Tosca", reportage vécu sur l'assassinat de Darlan N° 6

2 fr. 50

# GERMINAL

HEBDOMADAIRE

Directeur Politique :  
PAUL RIVÉS«... Des hommes poussaient, une armée noire, vengeresse, qui germait lentement dans les sillons, grandissant pour les récoltes du siècle futur où  
dont la germination allait faire bientôt éclater la terre.»Directeur :  
ÉMILE ZOLA  
ANDRÉ CHAUMETRÉDACTION : 21, RUE LA BOÉTIE, PARIS (VIII<sup>e</sup>) TÉLÉPHONE : ANJOU 86-20 — ADMINISTRATION : 55, CHAMPS-ÉLYSÉES, PARIS (VIII<sup>e</sup>) TÉLÉPHONE : BALZAC 26-70

"A notre époque n'y a plus ni socialiste, ni pacifiste, ni franc-maçon ; il n'y a plus ni Plaine, ni Montagne, ni Plaine en face de la Montagne. Il faut sauver des malheurs de la guerre civile, il n'y a plus que l'effort de la pitié vis-à-vis de cette immense infortune de 100.000 Français en proie aux tortures de la faim."

P.-J. Proudhon.

## L'AMÉRIQUE EN GUERRE

par  
Ludovic ZORETTI

Je ne suis certes pas de ceux qui sont disposés à ne voir les grands phénomènes politiques ou sociaux que sous l'angle exclusif des causes économiques. Le marxisme dialectique, primaire, dilués, volontiers, n'est pas une doctrine. Les facteurs nationaux, religieux, raciaux, les facteurs ethniques ont aussi leur rôle à jouer. Et ils le jouent. Mais l'économie reste tout de même la pièce maîtresse. Comment pourrait-il en être autrement, si l'on veut bien réfléchir que le capitalisme qui mène le monde — qui le mène à sa ruine, l'entraînant vers le fond du gouffre dans lequel lui-même est précipité.



### COTES DE FRANCE

Les précédentes tentatives faites sur les côtes françaises, à Dieppe par exemple, tous les coups de main de commando ou Touquet ou à Cherbourg ont montré la force de réaction de la défense côtière. Depuis lors, cette force n'a fait que croître. Mais, outre la qualité des défenses militaires édifiées tout le long de cette côte, et dans lesquelles on ne peut déceler aucune faille, cette méthode aurait l'inconvénient de déborder la côte britannique. Un échec pourrait entraîner une totale contre-offensive, et le détachement n'est pas assez nombreux pour l'entre-

### NORVEGE

Les côtes norvégiennes sont les plus aléatoires de la zone de départ éventuelle (Andalviens). De plus, les obstacles géographiques, les montagnes, jouent contre l'ennemi, alors que la grande sonde allemande, adossée à son allié, quelle qu'elle soit, elle installe de l'attaque au surplus, qu'elle soit contre la Norvège ? Les Anglo-Américains ne pourront envisager une offensive aux côtes norvégiennes, qui, déjà, jouent vers la Norvège.

### OFFENSIVE EN ITALIE

L'armée anglo-américaine, qui vient de débarquer, est en Italie, et la guerre...

Germinal: pacifiste, socialiste et franc-maçon.

pour faire concurrence aux journaux de droite *Candide* et *Gringoire*. C'est un bon critique littéraire, même si ses livres personnels sont moins convaincants, ce qui n'empêche pas *Le Pari* d'obtenir le Prix Femina. Fernandez a « le cœur à gauche » et s'est inscrit à la SFIO dès 1925. Il ne va s'éloigner du socialisme que pour se rapprocher du communisme. Il salue d'abord le Front populaire en 1936, avant de rejoindre Doriot. Il quittera le PPF au moment de Munich pour y revenir au début de l'Occupation. Il collabore plus que jamais à la *NRF*, et écrit dans *La Gerbe* d'Alphonse de Chateaubriant. Il meurt à cinquante ans, dans les dernières semaines de l'Occupation, sans avoir rien renié de ses convictions fascistes. Elles ne cesseront de surprendre encore, un demi-siècle plus tard, son fils, **Dominique Fernandez**, qui en fera même le sujet de son roman *Porfirio et Constance*.

Un des militants les plus engagés du PPF pendant la guerre est **Ralph Soupault**. Né au début du siècle en Vendée, ce caricaturiste politique est sans doute le meilleur de sa génération — celui, en tout cas, dont les compositions sont les plus originales, avec une répartition très subtile des noirs, des blancs et de toutes les variétés de grisés. Il représente déjà par ses origines les contradictions d'une hérédité politique chargée : son père est un instituteur républicain et sa mère se réclame d'ancêtres chouans... Si le jeune Raphaël publie son premier dessin à dix-sept ans dans *L'Humanité*, il met peu après crayons et pinceaux au service de *L'Action Française*, avant de dessiner dans le journal monarchiste rival *Le Courrier royal*.

Un tel itinéraire le mène tout droit au PPF de Doriot, qu'il ne va plus quitter. Il deviendra même le secrétaire général du parti pour Paris-Ville. Ses activités de dessinateur et de militant lui vaudront d'être condamné à quinze ans de travaux forcés après la guerre. Homme de gauche, puis homme de droite, Ralph Soupault devait devenir un fasciste intégral, vedette de l'hebdomadaire *Je Suis Partout*, avant de se convertir au christianisme à la fin de sa vie et de décorer la chapelle de Tourettes-sur-Loup dans le Midi.

Une autre figure de proue du PPF de guerre est **Maurice-Yvan Sicard**. Né dans une famille paysanne du Puy-en-Velay, pupille de la Nation, ce journaliste, qui n'a que trente ans lors de la défaite de 1940, s'est fait connaître par les flèches qu'il

décoche dans son petit journal *Le Huron*, dont les adversaires favoris appartiennent, certes, plus à la droite qu'à la gauche. Il ne semble pouvoir vivre que dans une atmosphère de continues polémiques, tourbillonnant autour du poteau de torture de ses victimes en d'effrénées danses du scalp. Séduit par l'initiative révolutionnaire du « Grand Jacques », il rejoint parmi les premiers le PPF, dès 1936, et devient assez rapidement le rédacteur en chef de l'hebdomadaire du parti, *L'Emancipation nationale*.

Promu pendant l'Occupation secrétaire du parti à la presse et à la propagande, il se considère comme le chef de file des intellectuels doriotistes et le grand doctrinaire du PPF, pour lequel il rédige un programme-pamphlet sous le titre de *Vive la France !* Après un court séjour en Allemagne à la fin de la guerre et un long exil en Espagne, il va réapparaître sous le nom de plume de **Saint-Paulien**, se révélant bon romancier dans *Le soleil des morts* ou *Les maudits*, et chroniqueur partial mais intéressant dans une monumentale *Histoire de la Collaboration*, vue à travers le prisme du PPF.

## Un personnage à la Malraux

Nombre de membres du parti d'avant-guerre ne sont pas restés doriotistes de stricte obéissance sous l'Occupation, tout en se montrant partisans résolu d'une entente avec l'Allemagne hitlérienne.

C'est le cas de **Jean Fontenoy**, qui est certes un des plus étranges aventuriers de notre siècle. Très jeune ancien combattant de la Grande Guerre, étudiant aux Langues orientales, militant du parti communiste dès le congrès de Tours, il rejoint Moscou en 1924 comme correspondant de l'agence Havas et devient un des responsables de l'Internationale communiste. En 1927, il part pour la Chine, où il fonde *Le journal de Shanghai* et joue un rôle occulte auprès de la famille **Tchang Kaï-Chek**. Personnage à la Malraux ou à la Bodard, il ramène d'Extrême-Orient le goût des complots et sans doute de l'opium.

Dix ans après son départ pour Moscou, le voici à Paris — toujours journaliste et toujours révolutionnaire. Il écrit trois ou quatre livres publiés par la *NRF*, de *L'école du renégat* au *Songe du voyageur*. Entre-temps, il se découvre fasciste par



Jean Fontenoy : la fascination de l'aventure.

haine de la démocratie et adhère avec fracas au PPF de Doriot, où il retrouve nombre de ses camarades communistes, aussi déçus que lui par **Staline**. Pendant la « drôle de guerre », il se bat en Finlande à la tête d'un groupe d'assaut de skieurs. A la fin de 1940, il sera un des cinq fondateurs du Rassemblement national populaire (RNP) et s'engagera parmi les premiers dans la Légion des volontaires français contre le bolchevisme en 1941. Il participe à la bataille devant Moscou comme lieutenant ; correspondant de guerre, il prend sous le feu, en plein combat, le commandement de deux sections privées de leurs chefs.

Démobilisé, il multiplie les entreprises de presse et fondera notamment l'hebdomadaire *Révolution nationale*, avant de rejoindre à Vichy l'Office français d'information. Sa fin sera digne du personnage : le 27 avril 1945, il disparaît mystérieusement lors des combats pour Berlin. On ne saura jamais s'il s'est suicidé, s'il a péri dans un bombardement ou si, fidèle à sa légende, il est mort les armes à la main...

**Paul Marion**, son cadet de quelques mois, n'a que vingt ans au lendemain de la Première Guerre mondiale, et va suivre un itinéraire très parallèle. Dès 1922, il s'inscrit au parti communiste, dont il devient un des militants les plus résolus. Ses brillantes qualités intellectuelles lui valent d'être chargé de la formation des cadres de la région parisienne et de ce que le parti nomme « l'agit-prop ». Dès 1926, il entre au Comité central du PCF. Il va ensuite partir en séjour de formation à Moscou, entre 1927 et 1929. Il travaille alors dans les services de propagande du Komintern, mais, au contact de la réalité bolchevique, il perd la foi et rompt avec le parti dès son retour en France.

On le retrouve parmi les pacifistes de gauche de *Notre temps*, puis en compagnie des néo-socialistes entourant Marcel Déat. Il navigue beaucoup d'un groupe à l'autre, jusqu'à ce qu'il trouve, en 1936, son « chemin de Damas » sur la route de Saint-Denis : il adhère au PPF où Doriot le nomme rédacteur en chef de *L'Emancipation nationale*, puis de *La liberté*. Il quitte le parti au moment de Munich, mais reste cependant plus que jamais fasciste et publie chez Fayard, en 1939, une remarquable étude, *Leur combat*, consacrée aux destins croisés de **Lénine**, **Mussolini**, **Hitler** et **Franco**.

Prisonnier en 40, et libéré au début de 41, Paul Marion préfère Vichy à Paris et deviendra secrétaire général, puis ministre de l'information et de la propagande de l'Etat Français, même si le Maréchal ne l'aime guère, en raison de son passé d'agitateur communiste. Servant **Laval** après **Darlan**, il incarne l'aile la plus dure des partisans d'une entente avec l'Allemagne nationale-socialiste. Il acceptera la présidence du Comité des Amis de la Waffen SS française, ce qui le conduira à Siegmaringen et à une condamnation à dix ans de réclusion criminelle, avant de mourir très solitaire, en 1954.

## Bertrand de Jouvenel : le bon réflexe

Un qui a su abandonner à temps le navire en train de sombrer, c'est **Bertrand de Jouvenel**. Fils d'un très célèbre journaliste et homme politique, amant juvénile de sa belle-mère, la romancière **Colette**, il milite très tôt dans les partis de gauche et fait partie de ceux qu'on nomme « les non-conformistes des années trente ». Il signe aussi des articles dans *La lutte des jeunes*, avant d'adhérer au PPF dès sa fondation.

Il s'est rendu célèbre pour avoir publié un entretien exclusif avec le chancelier Hitler qui a fait scandale. Ami d'**Otto Abetz**, mais aussi agent très probable des services de renseignements français, il cultive une personnalité énigmatique, ce qui n'empêche pas certaines convictions bien établies, comme en témoigne son livre publié en 1930 : *Vers les Etats-Unis d'Europe*, au temps où il collaborait au journal radical-socialiste *La République*. Lié de longue date avec **Drieu La Rochelle**, on le voit longtemps à Vichy après l'armistice, mais il saura prendre finalement ses distances. Les origines juives de sa mère et un incontestable flair politique provoquent chez lui une réaction assez tardive de rejet de la politique de collaboration. Il saura, par la suite, fort bien retracer son itinéraire personnel dans son livre de mémoires : *Un voyageur dans le siècle*.

L'acharnement des pacifistes à défendre leur idéal d'opposition absolue à toute guerre, contre qui que ce soit et en n'importe quelles circonstances, va parfois les conduire sur des chemins singuliers et provoquera la hargne de leurs anciens compagnons de route reconvertis dans la croisade belliciste contre l'Allemagne hitlérienne, dont certains seront alors les plus prompts à exiger le recours aux armes ; on retrouvera les plus courageux d'entre eux dans la Résistance, ainsi **Jean Prévost** ou **André Chamson**.

Le vieux maître des « pacifistes intégraux » restera, en revanche, indéfectiblement fidèle à lui-même. Aucun événement ne peut troubler les certitudes d'**Alain Chartier**, qui signe tout simplement **Alain**. Auteur de *Propos* qui lui ont valu une incontestable renommée, professeur de philosophie à l'influence déterminante sur des élèves dont beaucoup deviendront célèbres, ancien combattant courageux de la Grande Guerre dont il revint modeste sous-officier, il a choisi, depuis son livre *Mars ou la guerre jugée*, une attitude de refus total de tout affrontement armé.

Rallié au radical-socialisme, dont il est devenu une sorte de prophète bougon et tolérant, il est un des fondateurs en 1934

du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, mais il n'en reste pas moins pacifiste avec une obstination intransigeante que certains jugent aveugle. En 1939, à plus de soixante-dix ans, il signe sans hésiter l'appel de **Louis Lecoin**, *Paix immédiate*

La défaite venue, il ne devient certes pas collaborateur au sens strict, mais continue imperturbablement à donner des articles à la *NRF* de Drieu La Rochelle, ce qui provoque une rupture totale avec certains de ses anciens élèves devenus résistants. **Jean Paulhan** estimera qu'il semble parfois « près du gâtisme ». Il mourra dix ans plus tard, détrôné de sa chaire de maître à penser de la jeunesse de gauche qu'il avait occupée si longtemps.

A l'exemple d'Alain, plusieurs pacifistes notoires, sans s'engager pour autant dans la politique de collaboration, ne vont pas moins continuer à écrire dans les journaux de l'Occupation, aux côtés des polémistes germanophiles les plus virulents. Ainsi le poète libertaire **Armand Robin** ou l'anarchiste militant **Henry Poulaille**.

Ce dernier échappera à l'épuration ; le premier, en revanche, collaborateur de la *NRF*, très apprécié par Drieu, sera inscrit sur la liste noire du Comité national des écrivains. Il obtiendra même, sur sa demande, de continuer à y figurer par la suite, bien qu'aucun fait n'ait pu être retenu contre lui.

## De Céline...

S'il était un écrivain que l'on devait classer à gauche lors de la parution fulgurante de son premier roman, *Voyage au bout de la nuit*, ce fut bien **Louis-Ferdinand Céline**. Ancien combattant de la Grande Guerre, revenu mutilé et pensionné des charges héroïques de son escadron de cuirassiers, médecin des pauvres dans une des banlieues les plus sordides, anarchiste de tempérament, athée goguenard et désespéré, cet inconnu au verbe cru et au parler vrai ne pouvait que plaire à toutes les sensibilités humanitaires et populistes.

*Mort à crédit* ne fit que confirmer une étiquette aussi rapide que le fut son succès. Mais Céline allait vite surprendre son monde. Un voyage en URSS pour y toucher ses droits d'auteur provoque chez lui un véritable électro-choc. Il se révèle alors polémiste débridé. Anticommuniste, passe encore. Mais antisémite ! Le scandale est énorme.

*Bagatelles pour un massacre*, puis *L'école des cadavres* allaient bien au-delà des imprécations débitées jadis par **Drumont** dans ses deux tomes de *La France juive* ! Céline perdit une bonne partie de son public de gauche sans pour autant trouver à droite une relève, tant ses outrances scandalisaient le bourgeois. Il ne lui restait plus, finalement, que la solitude et le génie. Et aussi une réputation d'énergumène qui allait à jamais lui coller à la peau.

Même si la presse de l'Occupation n'allait publier de lui que quelques lettres incohérentes et fuligineuses, il n'en restait pas moins, devant la conscience universelle, le symbole de l'écrivain raciste, objectivement complice de crime contre l'humanité. On mesure avec lui jusqu'où pouvait aller la réaction d'un homme tout entier bouleversé, à la veille de la guerre, par la perspective d'une nouvelle tuerie.

Comme Céline, **Henri Béraud** avait accompli son « virage » avant la guerre. Anarchiste dans sa jeunesse, ce fils d'un boulanger lyonnais aimait à se moquer des soyeux dévots de la presqu'île entre Saône et Rhône. La guerre de 14-18, vécue de bout en bout dans l'artillerie de campagne, fait de lui un pacifiste, aussi antimilitariste qu'il a été naguère anticlérical. Il présente un parfait profil d'homme de gauche, même si sa



Louis Ferdinand Céline : la solitude et le génie.



Henri Béraud, un des premiers condamnés à mort de la Libération.

silhouette est, bien davantage que celle d'un pauvre hère, celle d'un obèse fortuné.

Le grand reportage, mené tambour battant, va faire de ce « flâneur salarié », selon sa belle formule, la vedette de l'hebdomadaire *Gringoire*. Voilà l'ancien animateur des Amis de Guignol rossant le gendarme qui rejoint le camp des conservateurs ! Il reste cependant un vrai fils du peuple par son mépris de tous les conformismes et une fidélité naïve à la République qui le conduit à célébrer **Robespierre**, les « Grands Ancêtres » de 89 et la suite.

Après la défaite, vivant en zone libre, il va polémiquer contre les Anglais, ses vieux ennemis, qu'il voulait naguère, dans un article resté fameux, « réduire à l'esclavage ». Son anglophobie ne le conduit pourtant pas à la germanophilie, car il se méfie toujours des Allemands. Il payera pourtant ses éditoriaux d'une condamnation à mort et échappera de très peu au poteau. Il ne quittera le bain que pour mourir, dans une semi-misère, sur l'île de Ré, classé parmi les réprouvés, sans jamais avoir été vraiment un fasciste ni même un partisan.

## ... à Drieu La Rochelle

**Pierre Drieu La Rochelle**, en revanche, est fasciste, et très exactement « socialiste fasciste », dès 1934. Il est aussi « nationaliste européen » depuis l'armistice, celui de la victoire, où ce jeune adjudant, interprète auprès de l'armée américaine, trois fois blessé au feu, prenait avec un pessimisme lucide la *Mesure de la France*. Homme de gauche qui fera un bout de chemin avec les surréalistes et les communistes, gagné au rêve genevois de la Société des Nations, séduit bien davantage par **Clemenceau** et surtout par **Briand** que par **Maurras**, il suit un itinéraire souvent parallèle à celui de son ami **Gaston Bergery**, et se situe à une sorte d'extrême gauche qui voudrait conjuguer les vertus de l'extrême droite et de l'extrême gauche.

La création du PPF par Doriot lui paraît finalement la grande chance de lancer un fascisme à la française, mais il en a vite mesuré les limites. Finalement, il se sent plus attiré par une sorte de racisme nordique qui transgresserait les nations et même les continents. L'Amérique et la Russie le font autant rêver que l'Allemagne, même s'il est séduit par les parades de Nuremberg, avant de découvrir celles de Moscou. Il doit bien s'avouer qu'il est une sorte d'international-socialiste, catégorie politique qui n'existait guère alors, et dans laquelle il se complait en rêvant aux ancêtres septentrionaux qu'il se choisit.

Il relancera la *NRF* en septembre 1940, à l'issue d'une sorte de putsch intellectuel à l'intérieur de la maison Gallimard. Il se révèle fin manœuvrier, mais sera vite lassé par le quotidien et l'administration. Alors, il songe à s'engager dans la division *Wiking* de la Waffen SS.

Tout se terminera en mars 1945, au troisième essai d'un suicide enfin réussi. Toute sa méditation politique n'aura été qu'une âpre dénonciation de la droite, du conservatisme, de la réaction. En témoignent à jamais d'innombrables articles et toutes les pages du *Journal 1939-1945*.

Dans le sillage de Drieu navigue, sur son esnèque solitaire, un autre Normand, le Rouennais **Lucien Combelle**, qui deviendra son disciple et son confident après avoir été le secrétaire d'**André Gide**. Ce fils d'ouvrier a connu dans sa jeunesse la grande tentation de la gauche. Il s'en tirera par la découverte de la littérature à travers son maître **Rémy de Gourmont**, qui fut naguère révoqué de son poste à la Bibliothèque nationale pour avoir écrit un texte « scandaleux » sur *Le joujou patriotisme*.

Combelle suivra Drieu à la *NRF* et Drieu suivra Combelle à *Révolution nationale*, jusqu'à son dernier papier d'août 1944.

Drieu vient alors de publier *Le Français d'Europe*, qui sera pilonné avant même d'être diffusé ; il est bien loin de ses illusions. Comment ne songerait-il pas avec quelque amertume à l'entreprise qu'il a conduite à la fin de l'année 1940, parvenant à embarquer dans l'aventure de la *NRF* quelques-unes des meilleures plumes de son temps ?

Même **Romain Rolland**, qui faisait cohabiter en son être déchiré germanophilie et bolchevisme, était venu le solliciter et lui proposer sa collaboration. Oui, même Rolland, la plus grande conscience de la gauche ! Il reste sur cette affaire un témoignage capital : Drieu reçut, affirma **Armand Petitjean** à Bertrand de Jouvenel (qui devait le répéter au biographe américain de l'auteur de *Gilles*, **Frédéric Grover**), une lettre de Romain Rolland approuvant sa décision de relancer la *NRF*. « Drieu la lui a renvoyée en lui disant que ça ne s'accordait pas avec son personnage, avec l'idée qu'il se faisait de lui. »

C'est donc Drieu qui a empêché le plus grand intellectuel communiste de l'entre-deux-guerres de se laisser prendre au piège de la Collaboration. Pourtant l'auteur de *Jean Christophe* s'y serait trouvé en compagnie de nombre de ses anciens compagnons de route.

Jean MABIRE



Drieu La Rochelle, socialiste fasciste.

## JEAN GIONO ET SES COPAINS DU CONTADOUR

■ Jean Giono, qui fait figure de chantre du retour à la terre tout autant que de grand écrivain bucolique, a mis naguère toute son énergie et tout son lyrisme au service de la cause pacifiste. Sans être vraiment engagé dans aucun parti, il n'en est pas moins incontestablement une des grandes figures de la gauche d'entre les deux guerres.

Anarchiste, libertaire et écologiste jusqu'au fond d'une âme naïvement rurale, il publie à la veille du conflit un manifeste sans ambiguïté : *Refus d'obéissance*. Il a participé comme combattant, avec « le grand troupeau », à une guerre qui devait être « la der des ders » ; on ne l'aura pas pour la prochaine, même s'il s'agit de participer à la croisade des démocraties contre le fascisme et d'abattre Hitler et son Reich millénaire !

Il est arrêté par la police de Daladier pour son appel à l'insoumission et fera figure de martyr de la cause de tous ceux qui ne veulent pas « mourir pour Dantzig », selon la formule de Marcel Déat. Pas plus que pour n'importe quelle autre ville étrangère : pour Giono, il n'est d'horizon que celui de Manosque.

Libéré après quelques péripéties, il se remet à écrire. Après avoir publié en 1936 *Les vraies richesses*, il récidive dans son exaltation des vertus du sang et du sol, en offrant à ses lecteurs de 1942, avec *Triomphe de la vie*, une sorte de livre de raison où le culte des vertus paysannes n'est, certes, pas en contradiction avec les phantasmes vichyssois du « retour à la terre ». Il collaborera à la *NRF* de Drieu La Rochelle et se laissera complaisamment photographier, à plusieurs reprises, dans le fameux magazine de propagande allemande *Signal*. Tout cela lui vaudra de se retrouver de nouveau en prison en septembre 1944 et d'y passer plusieurs mois.

Des disciples de Giono vont suivre des voies encore plus dangereuses et certes moins pacifiques. Ainsi Marc Augier qui

deviendra un jour le romancier Saint-Loup. (1)

Parmi « les copains de la belle étoile » rassemblés au Contadour pour entendre la parole du « gourou » de Haute-Provence, avec accompagnement d'accordéon populaire et de cigales indigènes, se trouvait un jeune homme du nom de Philippe Merlin. Nul ne représentait mieux que lui cette jeune génération du Front populaire qui découvrait pêle-mêle la nature, l'amitié et les valeurs terriennes. Fait prisonnier dans une guerre qu'il n'avait certes pas souhaitée, ce lecteur enthousiaste de *Que ma joie demeure* se révèle dans son Stalag un propagandiste acharné de la France européenne, comme on disait alors.

Converti au nouvel ordre germanique, il est libéré et devient l'éditorialiste très engagé du magazine *Jeune Force de France*. Il se retrouvera, avec quelques-uns des jeunes gens qu'il a entraînés à sa suite, au camp d'entraînement de Sennheim (Cernay) en Alsace annexée, sous l'uniforme feldgrau et le calot à tête de mort de la Waffen SS. Promu au modeste grade d'*Unterscharführer* (sergent), il ne s'en considère pas moins comme une sorte d'officier politique de la future Brigade d'assaut des SS français. Au cours d'une mission à Berlin, il parvient à rencontrer le *Reichsführer* Heinrich Himmler. Ne doutant de rien, il entreprend d'expliquer au

maître de l'Ordre Noir ce que sont vraiment le national-socialisme et son bras armé la SS.

Déçu par un accueil plutôt glacial, cet ancien participant des veillées fort gauchistes du Contadour se suicidera peu après, sans avoir vraiment joué d'autre rôle que celui de sergent recruteur, amplifié par un reportage fort lyrique sur l'entraînement à Sennheim, publié dans le mensuel SS *Devenir*.

J. M.

(1) Sur Marc Augier, voir dans ce numéro l'article de Philippe Randa



Jean Giono. Aujourd'hui, il serait peut-être écologiste.

## Chapitre VIII

# MARC AUGIER, DU CABINET DE LÉO LAGRANGE AU FRONT DE L'EST



Marc Augier  
toujours sportif  
malgré l'âge.

**E**crivain engagé, Marc Augier aura pris « parti » toute sa vie, moralement et physiquement. S'il a acquis une grande notoriété littéraire sous le pseudonyme de Saint-Loup (*Épuration oblige*), c'est après avoir été champion sportif, guerrier, explorateur intrépide... et proscrit, longtemps condamné à mort par contumace. Gérant du journal des

« Auberges de la Jeunesse » en 1935, militant avec Jean Giono pour « la pauvreté et la paix », il aura risqué la prison des pacifistes avant celle des guerriers malchanceux, et sera toujours persuadé que les idéaux socialistes de sa jeunesse ont été trahis par le Front populaire, tandis qu'ils pouvaient se réaliser dans la victoire d'Adolf Hitler.

Né à Bordeaux le 19 mars 1908, il tient dans les années 30 la rubrique des grands voyages à skis et à moto dans *Science et voyage*. S'il est un sportif accompli, passionné de moto et d'alpinisme, la vie militaire ne l'attire nullement et c'est en canonnier de deuxième classe qu'il termine son « temps » de service national à Vincennes.

A une époque où l'Action Française est si puissante dans le monde étudiant, le jeune Augier est foncièrement hostile à cette école de pensée dont le « nationalisme intégral » le rebute, lui qui n'aime que les grandes étendues et qui se sent tout naturellement attiré par les peuples européens qu'il apprend à connaître de mieux en mieux, au fur et à mesure de ses incessants voyages à travers le continent.

## Un monde de « grande santé, débarrassé de l'ignominie du capitalisme et de la pourriture des grandes villes »

Aussi, rien d'étonnant à ce que la guerre d'Espagne, qui éclate en 1936, le voit favorable aux Républicains. Au-delà des Alpes, le fascisme italien le laisse indifférent et, outre-Rhin, le régime national-socialiste allemand a été bien trop soutenu par les grandes puissances industrielles, lors de sa montée vers le pouvoir, pour qu'il ressente la moindre attirance pour les « forêts de bras tendus ».

Et puis, pourquoi aller chercher du socialisme à l'étranger, alors qu'en France le Front populaire promet de mener une politique tournée vers la jeunesse ?

*Au moment où les congés payés jettent sur les routes des couples à vélos et des auto-stoppeurs partis à la découverte de leur propre pays, Marc Augier se reconnaît, comme Drieu, « dans la France du camping et du plein air », autrement sympathique que celle de « l'apéro et des banquets radicaux... »* (1)

Sport et jeunesse, deux mots qui servent à l'époque d'idéal à une large partie de la jeunesse française et européenne, désireuse de retrouver, dans le même élan communautaire, une nature et des valeurs simples dont les prive la civilisation industrielle.

Marc Augier adhère donc avec enthousiasme, dès 1935, au Centre laïc des Auberges de jeunesse (lancées en 1929 par **Marc Sangnier**) dans l'espérance d'un monde, selon l'historien **Jean Mabire**, de « grande santé, débarrassé de l'ignominie du capitalisme et de la pourriture des grandes villes ».

Il n'est donc pas étonnant que son premier roman, publié sous son véritable patronyme, ait pour thème ce sujet : *Les copains de la Belle Etoile*, récemment réédité<sup>(2)</sup>, est dédié à « ceux qui ne furent que des copains dans un siècle qui réclamait des héros ».

Car la désillusion va venir très vite pour ce jeune socialiste qui, à vingt-huit ans, est alors chargé de mission bénévole dans le cabinet de **Léo Lagrange**, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports du gouvernement **Léon Blum**.

La rupture se produit en 1938, après un voyage à New York à l'occasion du Congrès mondial de la Jeunesse, présidé par la femme du président **Roosevelt**. Le mouvement « ajiste » (les membres des auberges de la jeunesse) est avant tout pacifiste. Aussi, lorsque Marc Augier entend les orateurs se succéder pour appeler à la mobilisation contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, il prend immédiatement ses distances avec la SFIO, tout

en gardant néanmoins son estime à Léo Lagrange.

Il faut dire qu'à cette époque lui arrive entre les mains *La gerbe des forces*, un ouvrage passionné d'**Alphonse de Chateaubriant** sur le national-socialisme allemand. Ce témoignage pour le moins enflammé, quasi mystique, le fait réfléchir sur les mensonges que la propagande du Front populaire répand sur le régime d'Hitler pour lequel, rappelons-le, il n'avait initialement aucune sympathie.

## Hostile au régime réactionnaire de Vichy

Après la défaite de 1940, l'amitié qui est née entre lui et Alphonse de Chateaubriant le pousse tout naturellement à répondre favorablement aux offres de service de ce dernier et il devient le gérant de *La Gerbe*, le journal ultra-collaborationniste que Chateaubriant vient de fonder. Parallèlement, Marc Augier fonde en 1941 les « Jeunes de l'Europe nouvelle », section de jeunesse du groupe Collaboration.<sup>(3)</sup>

Marc Augier n'en garde pas moins ses idées très socialistes. Aussi, est-il parfaitement hostile au régime réactionnaire de Vichy et croit-il sincèrement dans la « révolution socialiste » que prône, en Allemagne, le régime hitlérien.

Toutefois, pour Marc Augier, l'engagement politique va de pair avec l'engagement physique et, lors de l'entrée des forces du III<sup>e</sup> Reich en Union soviétique, il s'engage aussitôt dans la LVF, la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme « ... car le combat est là-bas... et non pas aux terrasses des cafés parisiens ».

En 1943, il est retiré de la troupe combattante par suite d'une blessure à la cuisse et relatera son expérience du feu sur le front de l'Est dans un récit de guerre : *Les partisans*<sup>(4)</sup>.

## Les regroupements humains doivent se faire par la terre des pères...

Il devient alors rédacteur en chef du *Combattant Européen*, le journal de la LVF jusqu'à la dissolution de celle-ci, puis occupe les mêmes fonctions à *Devenir*, journal de la brigade Frankreich. Il entre à cette occasion en « concurrence », pour la direction du journal, avec **Lucien Rebatet**<sup>(5)</sup>, mais l'imprimerie ne survit pas au grand bombardement de Berlin, en juillet 1943.

Marc Augier se retrouve quelque temps après au monastère d'Hildesheim où il fait partie d'un Centre de recherches pour la formation d'un gouvernement européen en cas de victoire du III<sup>e</sup> Reich. Deux tendances s'y opposent : celle des pangermanistes et celle des fédéralistes, où le Suisse **Ridweig** prône avec lui une Europe fidèle aux ethnies qui la composent. C'est une idée qui ne le quittera plus, désormais. Pour lui, les regroupements humains doivent se faire par les patries, c'est-à-dire la terre des pères et non par les nations, entités artificielles.

Dans *Götterdämmerung*, récit de ses souvenirs sur les derniers mois de la guerre, il écrit : « Dans ce cloître d'Hildesheim se préparait la transmutation de toutes les valeurs de Frédéric Nietzsche. Il est sans exemple dans l'histoire de l'humanité qu'un philosophe ait eu une telle postérité,

Lucien Rebatet à son procès en cour de justice où il fut condamné à mort.



*une telle équipe, avec ses armées, ses chars, ses avions, ses docteurs, ses moines, ses chevaliers et ses administrateurs. »*

Hildesheim, magnifique cité médiévale, est entièrement détruite par les Américains en juin 1944 ; aussi, après un séjour à Sigmaringen, Marc Augier part-il en mission pour l'Italie. Après avoir traversé le Brenner, il gagne Milan en camion-stop, mais la guerre se termine bientôt.

Le sort des armes a été contraire à l'Europe, mais « *la victoire de la coalition mondiale s'effondrait à peine acquise, sous le poids des contradictions internes, en raison même de son caractère monstrueux. L'impérialisme anglais voyait avec consternation les Russes s'installer sur l'Adriatique. Les Yankees découvraient le marxisme anticapitaliste face à leurs avant-postes. Les mesures qu'ils venaient de prendre à Milan signifiaient le commencement de la Troisième Guerre mondiale, celle qu'ils devaient fatalement subir un jour, pour avoir péché en gagnant la Seconde* »<sup>(6)</sup>.

Condamné à la peine de mort, interdit d'écriture avec deux cent quarante confrères, dont **Jean Giono, Abel Bonnard, Abel Hermant, Sacha Guitry, Henri de Montherlant...**, exclu des prix littéraires, l'écrivain-guerrier va accepter avec un « douloureux ravissement » l'épreuve qui lui était proposée. Ainsi, cet écrivain totalement engagé peut-il affirmer, toujours fidèle à lui-même, avoir gagné « *toutes les batailles de la nuit, sans aliéner une parcelle de ses convictions, une goutte de son sang, une journée de sa liberté* ».

Marc Augier échappera à l'épuration en gagnant l'Argentine où il deviendra conseiller technique de l'Armée argentine de montagne, avec le grade de lieutenant-colonel, et se liera inti-

mement avec le couple présidentiel **Juan et Evita Peron**.

En 1950, de retour en France, il délaisse toute action politique et adopte le pseudonyme de Saint-Loup, sous lequel il accède assez vite à la notoriété, avec ses ouvrages retraçant l'épopée des volontaires européens sur le front de l'Est et ses romans du « cycle des patries charnelles », dans lesquels il poursuit la politique d'Hildesheim pour une Europe fédéraliste selon ses différentes ethnies.

Il décédera en décembre 1990, laissant une importante œuvre littéraire qui ne cesse d'être rééditée.

**Philippe RANDA**

(1) *De Marc Augier à Saint-Loup, l'itinéraire d'un hérétique*, témoignage de Philippe Conrad paru dans *Rencontres avec Saint-Loup*.

(2) *Les copains de la belle étoile*, paru en 1942 chez Denoël et réédité en 1992 aux éditions du Flambeau.

(3) Deux conférences données par Marc Augier dans le cadre du groupe Collaboration ont été rééditées en 1991 en même temps que son reportage sur l'Allemagne d'avant-guerre par les éditions du Flambeau sous le titre *J'ai vu l'Allemagne*.

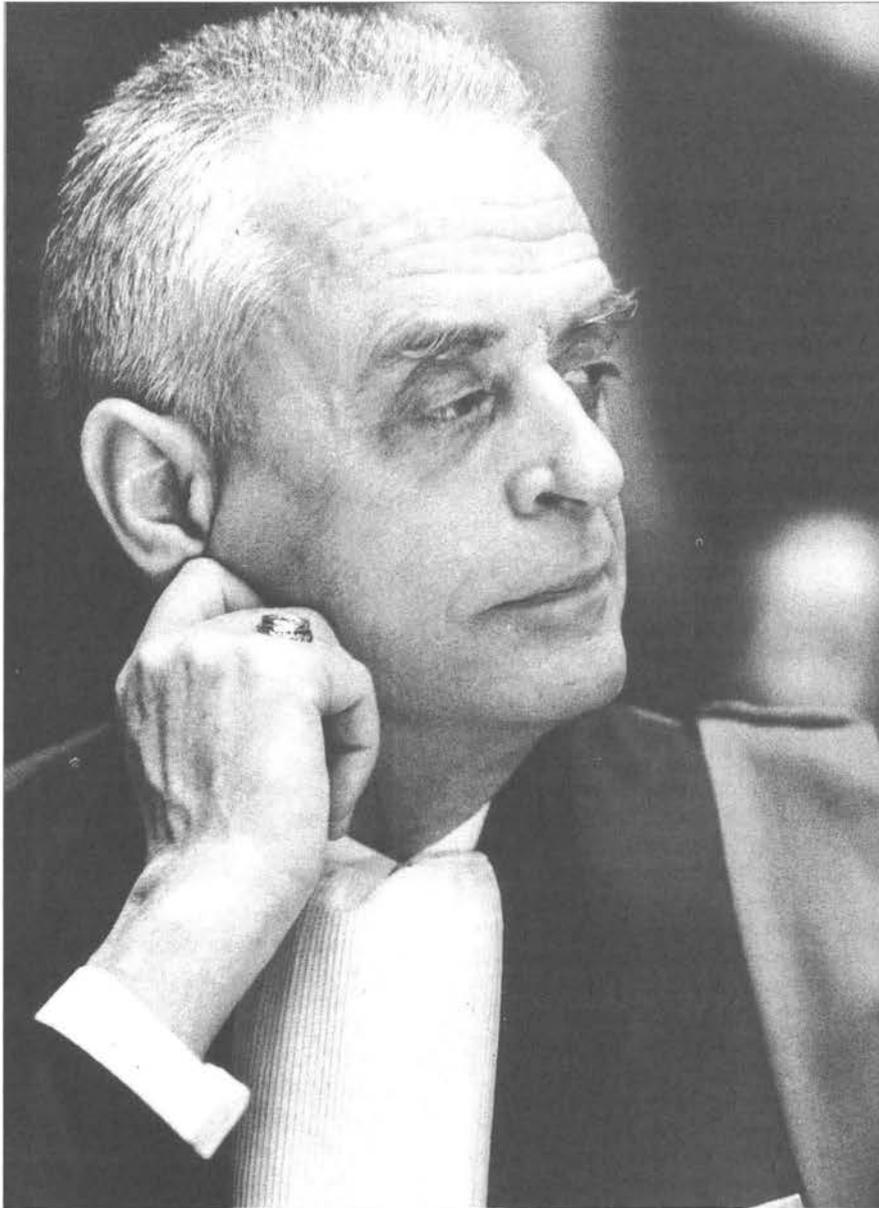
(4) *Les partisans*, paru en 1943 chez Denoël et réédité en 1986 aux éditions Art et Histoire d'Europe.

(5) Journaliste à *L'Action Française*, puis à *Je suis Partout* et Auteur des *Décombres*, des *Deux étendards*, des *Epis mûrs*, d'une *Histoire de la musique*,...

(6) *Götterdämmerung, rencontre avec la bête*, édité en 1986 aux éditions Art et Histoire d'Europe.

## Chapitre IX

# LE (PETIT) "MONDE" DES EX-« COLLABOS »



Maurice Duverger, député européen, juriste éminent, chroniqueur du *Monde*, et (accessoirement) ancien lieutenant du fasciste Doriot.

**P**lusieurs semaines avant la manifestation devant le Vel' d'Hiv' en souvenir de la rafle des juifs de juillet 42 — manifestation au cours de laquelle le président de la République fut quelque peu conspué —, il fut rappelé, deci delà, ce qu'avait été la législation de Vichy sur les Juifs.

Il y a quelqu'un à qui on aurait pu demander son avis sur ce texte.

**Primo** : parce qu'il s'agissait d'un juriste éminent.

« **Deuzio** », comme on pouvait lire autrefois dans *Le Canard Enchaîné* : parce qu'il s'agissait d'un journaliste très

connu. Et pour cause : des années durant, sa signature avait orné les colonnes du *Monde*, où elle apparaissait encore de temps en temps.

**Tertio** : parce qu'il s'agit aujourd'hui d'un député européen et donc d'un homme qui a une dimension internationale.

**Quarto** : et c'est là, incontestablement, la raison principale, **parce qu'il avait commenté cette législation abominable de Vichy, dès qu'elle fut promulguée.**

Commentée — et c'est là où le bât blesse — sans faire — hélas ! hélas ! hélas ! — le moindre commentaire critique.

On nous dira : « Mais le malheureux ne pouvait pas se permettre le moindre mot de critique. Sinon, son texte n'aurait jamais été publié. Pire ! il eût peut-être été expédié à la Santé, voire déporté, par la terrible Gestapo. »

Certes ! Certes !

Dans ce cas, il pouvait se taire.

Car, ou bien il a publié son article contre espèces sonnantes et trébuchantes, ce qui est assez banal quand on « pige » dans une publication (en l'occurrence, *La revue de Droit public*) qui avait pour directeurs le célèbre **Gaston Jèze**, professeur honoraire à la faculté de Droit de l'université de Paris (avant-guerre), et **Roger Bonnard**, doyen de la faculté de Droit de l'université de Bordeaux (sous l'occupation). Ou bien il a « commis » son commentaire autorisé, puisqu'il était juriste à la faculté de Bordeaux, *gratuitement*, et donc, il a fait preuve, en la circonstance, d'un zèle singulier, ce qui, entre nous, aggrave son cas.

Bien sûr, pour sa défense, l'honorable professeur **Duverger**

a fait valoir, en d'autres temps, que son commentaire sur le statut vichyssois des fonctionnaires en France — et donc des fonctionnaires juifs — était un simple exposé de la situation, qui ne signifiait nullement, de sa part, approbation, bien que la veille du conflit il eut appartenu aux Jeunesses populaires françaises de **Jacques Doriot**.

Il a même réussi à faire condamner devant les tribunaux les impudents qui osaient lui rappeler ses écrits.

Toutefois, *National Hebdo* n'a pas hésité à consacrer la manchette de son 77<sup>e</sup> numéro (9 janvier 1986) aux « collabos » du *Monde*. En page 7 de ce numéro, on trouvait ce titre : « Le célèbre (mais quasiment inconnu) commentaire de Maurice Duverger sur les juifs ».

Assorti de deux extraits de ce commentaire que nous nous faisons un plaisir de republier aujourd'hui.

Ce qui n'a provoqué de son auteur ni de la direction du *Monde* la moindre poursuite judiciaire

### B) L'incapacité d'accès des juifs.

L'exclusion des naturalisés des fonctions publiques et le monopole accordé à cet égard aux nationaux d'origine étaient déjà l'indice d'une conception plus étroite de la nationalité. Cette tendance a été accentuée par la loi du 3 octobre 1940, portant statut des juifs (1). Cette loi aboutit à créer une distinction entre les nationaux d'origine de race juive et les nationaux d'origine de race française. Aux seconds seuls s'appliquera désormais le principe de l'égalité d'accès aux fonctions publiques; les premiers se voient frappés à cet égard d'une incapacité de principe. Ces dispositions ont été confirmées et précisées par la loi du 2 juin 1941 (2), qui est venue abroger et remplacer la loi du 3 octobre 1940.

La raison d'être de l'incapacité des juifs d'accéder aux fonctions publiques est la même que celle de l'incapacité frappant les naturalisés : la protection de l'intérêt des services publics. Le nouveau régime reconnaissant à toutes les fonctions publiques un certain caractère politique à côté de leur caractère technique, il a été logiquement conduit à exiger de tous les fonctionnaires non seulement des capacités techniques, mais encore une certaine aptitude politique. On a estimé que les juifs, comme les naturalisés, ne présentaient pas en général cette aptitude : d'où leur exclusion des fonctions publiques.

Cependant, si le fondement logique de la situation juri-

(1) *J. O.*, 18 octobre 1940, p. 5323. Cette loi a été modifiée et complétée par le décret du 28 décembre 1940 et la loi du 11 avril 1941. Elle a été ensuite abrogée et remplacée par la loi du 2 juin 1941. En plus de ces textes, que nous analysons ici, il convient également de citer : 1<sup>o</sup> la loi du 7 octobre 1940 (*J. O.*, 8 octobre 1940, p. 5234) et le décret du 20 novembre 1940 (*J. O.*, 22 novembre 1940, p. 5773), qui retirent aux juifs d'Algérie la nationalité française qui leur avait été attribuée par le décret Crémieux de 1871; 2<sup>o</sup> la loi du 29 mars 1941 (*J. O.*, 31 mars 1941, p. 1386) créant un Commissariat général aux questions juives, dont le titulaire est M. Xavier Vallat; 3<sup>o</sup> la loi du 2 juin 1941 (*J. O.*, 14 juin 1941, p. 2476) ordonnant un recensement des juifs sur tout le territoire français.

(2) *J. O.*, 14 juin 1941, p. 2475.

dique faite aux juifs et aux naturalisés est identique, sa réglementation pratique est assez profondément différente. Les mesures prises à l'égard des juifs sont plus rigoureuses et plus étendues que les mesures prises à l'égard des naturalisés. Cela s'explique par le fait qu'on a jugé les juifs plus dangereux politiquement que les naturalisés : l'intérêt public conduisit donc à adopter à leur égard une réglementation plus stricte.

I. LA DÉFINITION DU JUIF. — Si la détermination des naturalisés par rapport aux nationaux d'origine ne suscite aucune difficulté (sauf pour les enfants naturels), il n'en est point de même pour la définition des juifs par rapport aux non-juifs. Deux systèmes sont possibles à cet égard : la définition par la race ou la définition par la religion. L'un et l'autre présentent d'ailleurs de grandes difficultés. Si l'on adopte le critère religieux, il est à craindre que la plupart des juifs ne fassent une conversion apparente et ne parviennent ainsi à éluder l'application de la loi. Si l'on adopte le critère racial, il est très difficile de déterminer les caractères qui permettront d'établir l'appartenance ou la non-appartenance à la race juive : la définition scientifique de la race, d'après les caractères ethniques, étant impossible à utiliser, on en sera réduit au système de la déclaration, qui ouvre la porte à toutes les contestations.

La loi du 3 octobre 1940 avait adopté le système de la détermination par la race, sans préciser d'ailleurs le critère permettant de déterminer l'appartenance à la race juive. Était considéré comme juif, aux termes de l'article 1<sup>er</sup>, toute personne issue de trois grands-parents de race juive, ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint était lui-même juif (c'est-à-dire issu de trois grands-parents de race juive). La loi ne précisait aucunement de quelle façon devait être faite la détermination de la race juive des ascendants : il semble qu'on se fût, en pratique, à la déclaration des descendants.

La loi du 2 juin 1941 met fin à cette imprécision. Elle maintient en principe le système de la détermination par la

Après quoi, le sieur Duverger serait tout à fait mal venu d'avoir négligé *NH* pour s'en prendre au *Crapouillot*, d'autant que nous apportons la preuve formelle que l'honorable professeur, en donnant sa prose à *La Revue du Droit public*, savait parfaitement où il mettait les pieds, puisque cette revue à laquelle il collaborait, ayant interrompu, du fait de la guerre, sa publication, reparut le 15 octobre 1941 avec **deux textes non équivoques**.

1) Un avertissement « A nos lecteurs », signé du directeur Roger Bonnard (voir documents ci-contre).

2) Suivait tout un article, toujours dû à la plume du professeur Bonnard, intitulé « La reconstruction de la France » et qui était un éloge dithyrambique des allocutions et messages du **maréchal Pétain** (pp. 143 à 150).

Le professeur Duverger n'a pu ignorer ces prises de position. C'est en pleine connaissance de cause qu'il a donné son adhésion à la nouvelle « Weltanschauung » et versé sa quote-part en commentant, impassible, le nouveau statut des fonctionnaires juifs.

Et si, en d'autres temps, il a pu protester, voire poursuivre ses accusateurs, c'est que la fameuse *Revue de Droit public* avait pratiquement et « mystérieusement » disparu des bibliothèques.

Pas de chance pour ce cher Maurice, je détiens ce qui est peut-être le seul exemplaire rescapé.

Vous en trouvez ici quelques fac-similés.

## Quand La Reynière bouffait du juif

Duverger a pratiquement quitté *Le Monde*. La Reynière persiste et signe. La Reynière est un critique gastronomique très célèbre (et très entouré). C'est aussi un pseudonyme, ce qui n'a rien d'anormal. Depuis plusieurs dizaines d'années, il collabore au *Monde* sans que les directions successives de ce quotidien y trouvent à redire. Et chaque semaine, sans doute, l'académicien et critique littéraire **Poirot-Delpech** croise dans les couloirs de ce journal — et sans doute lui serre la main — La Reynière.

C'est bien son droit. Seulement, il faut se souvenir que La Reynière, de son vrai nom, s'appelle **Robert Jullien-Courtine** et que, sous l'Occupation, il collaborait à *La France au travail* et au *Pilori*. Entre autres.

En ce temps-là, temps de disette, il « bouffait du juif ». Gloutonnement. Peut-être a-t-il trouvé là sa vocation de critique gastronomique. En tout cas, les extraits — très partiels — que nous publions de sa prose ne laissent aucun doute sur ses sentiments.

Les sieurs Duverger et La Reynière sont loin d'être, au *Monde*, des cas uniques.

Car, après tout, si on a trouvé ces signatures dans ce distingué journal, n'est-ce pas parce que son ancien directeur n'avait rien à reprocher à ces hommes ?

Obscur correspondant du *Temps* (le grand quotidien du soir) avant-guerre, **Hubert Beuve-Mery** a vécu là une « péripétie », bien gênante en principe pour une future carrière, singulièrement compromettante, jamais démentie par lui, mais soigneusement occultée par les médias.

En même temps qu'il était le correspondant du *Temps*, Hubert Beuve-Mery était, avant 1939, professeur à l'Institut français de Prague. Qu'il ait approuvé, sans réserve, la politique d'**Edouard Benes**, c'était son droit. Mais il est pour le moins singulier que son nom figure parmi ceux qui ont bénéficié de la libéralité de 6000 couronnes, comme le confirme une liste des affaires étrangères tchèques.

### A nos lecteurs.

La publication de la Revue du Droit public et de la Science politique vient de subir une longue interruption à raison des événements. Le présent numéro aurait dû paraître fin juin 1940. Il voit le jour en octobre 1941. Nous avons d'abord été arrêtés par des impossibilités matérielles et morales nées de la défaite. Ensuite il nous a fallu demander et obtenir l'autorisation des autorités occupantes. Et ainsi les mois ont passé.

Maintenant, reprenant la tâche interrompue, nous allons accélérer pour rattraper le retard : les numéros des années 1940 et 1941, que nous fondons en une seule année, auront paru à la fin de l'année 1941. Nous espérons qu'ensuite le rythme normal sera repris.

C'est qu'en effet un travail considérable nous attend. La Révolution de 1940 a déterminé une transformation profonde de notre régime politique et social ; plus profonde peut-être que nous-mêmes, les contemporains, pouvons l'imaginer. C'est d'abord le système constitutionnel qui a été renouvelé jusque dans ses bases. C'est aussi l'organisation administrative et le régime économique qui ont été modifiés ou sont en voie de l'être. Enfin, c'est un redressement intellectuel et moral de la communauté française qui se poursuit, un esprit civique nouveau qui se crée. Car nous aussi, nous voulons avoir notre nouvelle Weltanschauung, non pas par pur esprit d'imitation, mais parce qu'il n'est pas de révolution politique profonde et durable sans une révision totale des idéologies nationales.

Par son long passé et par l'autorité qu'elle a acquise, notre Revue se doit de prendre part à cet effort de restauration nationale. Sans doute elle continuera, comme par le passé, à s'abstenir de toute politique partisane. Elle restera sur le terrain proprement scientifique qu'elle n'a jamais quitté. Mais sa science ne devra pas être neutre, indifférente à la vérité et à l'erreur et s'interdisant tout jugement de valeur. Car actuellement, il faut prendre parti et « s'embarquer ». La résurrection, le salut de notre pays est à ce prix.

D'ailleurs, avec notre « Chef », M. le Maréchal Pétain, la France a maintenant un guide d'une sagesse et d'une maîtrise

REVUE DU DROIT PUBLIC — T. LVIII — 10

142

A NOS LECTEURS

de pensée incomparables et quasi-surhumaines, qui l'empêchera d'errer et qui la conduira sur le chemin de la vérité. Dans ses admirables messages, le Maréchal a indiqué les buts et les directives de l'œuvre à accomplir. La politique qu'il propose n'est pas une politique de parti. Car c'en est fini désormais des luttes partisans qui nous ont plongé dans le malheur. C'est au contraire une politique nationale, la politique capable d'instaurer le véritable ordonnancement vital de la communauté française et la politique qui ne se préoccupe que de la « seule France ». Or, à une telle politique, tous les Français peuvent et doivent adhérer pour former ce « parti unique » national, qu'il faudra bien un jour organiser.

A cette œuvre de restauration, nous devons, particulièrement, nous les juristes de droit public, parce que nous sommes parmi les plus qualifiés et les mieux outillés, apporter une collaboration qui devra être ardente et passionnée. Revenant sur ce faux esprit critique qui avait créé chez beaucoup une véritable manie de contradiction et de divergence et, par suite, causé tant de décompositions et de destructions, efforçons-nous au contraire maintenant de contribuer ensemble et d'une âme commune à la construction politique et sociale que le Maréchal nous demande de réaliser dans la limite des buts et des directives qu'il nous assigne.

La Revue du Droit public et de la Science politique voudrait ainsi venir participer à cette œuvre. Aussi elle adresse un pressant appel à tous ses collaborateurs. Elle demande à ses anciens collaborateurs qui l'ont un peu délaissée de lui revenir, à ses collaborateurs actuels de lui rester fidèles, aux collaborateurs futurs de venir à elle : le meilleur accueil leur sera réservé.

Les circonstances m'obligent à assumer seul pour le moment la direction de la Revue. Que ses lecteurs se rassurent. L'esprit de celui qui la dirigea pendant de longues années avec tant d'éclat sera conservé : l'esprit du professeur Jèze continuera à l'animer. J'espère que la Revue gardera ainsi toute la sympathie et la confiance de ses lecteurs français et étrangers.

Roger BONNARD,  
Doyen de la Faculté de Droit  
de l'Université de Bordeaux.

Bordeaux, le 15 octobre 1941.

**DIRECTEUR :**  
Jean Druault

**REDACTEUR EN CHEF :**  
Charles Dieudonné

**SCRIPTEUR DE REDACTION :**  
Henry Coston

**DIRECTION ET REDACTION :**  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>)

# LA FRANCE AU TRAVAIL

**ABONNEMENTS**

UN AN ..... 150 fr.

SIX MOIS ..... 80 fr.

Pour la publicité, taillir sur demande

**ADMINISTRATION ET PUBLICITE :**  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 16-87

GRAND QUOTIDIEN D'INFORMATION AU SERVICE DU PEUPLE FRANÇAIS

## La leçon de la nature

Au moment où *La France au Travail* se transforme, augmente le nombre de ses colonnes et, par son développement rapide, justifie toutes les espérances de la jeune Révolution, qu'il nous soit permis d'écrire ici que jamais les raisons d'agir et de croire n'ont été plus belles et plus convaincantes.

La conclusion à tirer de notre destinée, la voici : toujours ce qui crée et s'affirme l'emporte sur ce qui ne cherche qu'à maintenir et à se figer.

Jetes les yeux autour de vous. Ecoutez la leçon des jardins, des prés et des bois. Considérez l'ordre naturel des choses. Les pays naissent, croissent, dépérissent et meurent comme les plantes et comme les hommes. Nous savons qu'il faut aux Etats comme aux personnes une discipline, une discipline morale qui leur

# LE JUIF JEAN ZAY

ancien ministre, déculotté et fessé...

## LES SCANDALES DE LA RADIO (1)

### RADIO-CITÉ-ISRAËL

Avant d'en terminer avec la Radio bellérophon et les « pousse au crime » de Radio-Cité, je dois rectifier quelques erreurs commises de bonne foi.

M. Cocò Atlan n'est pas juif, mais Arménien, M. Schickel n'est pas juif, mais étranger, et Françoise Marsay n'est pas juive, mais mariée à Jean-Jacques Vital (Lévilan), juif.

Je n'avais pas cité, en revanche (il y en a tant !), Charles Wolff, présentateur, juif ; — Henri Malherbe, présentateur, de son vrai nom Grünwald, juif et F. ; — Suzanne Serge, speakerine du nom de Groth, juive ; — Lise Elina, juive ; — Lise Lévy (Lisette Renaud), Alice Scherk, Alice Marcus, Esther Warmann, juives, secrétaires ; — Paul Ben-Said, secrétaire de J.-J. Vital, juif algérien ; — et Nissim J. Canetti, dit Jean Nac, directeur artistique et devenu depuis la débâcle — La France au Travail l'a signalé — manager des Petits Chanteurs à la Croix de Bois ?

Partis lors de la mobilisation, plusieurs de ces messieurs profitèrent de leur première permission pour se faire « porter malades ». C'est ainsi que rentrèrent au Val de Grâce : Canetti, atteint d'une ampoule au talon et qui marchait avec des béquilles ; J.-J. Vital ; Gross, petit-cousin de Bleustein ; Jean Granier (fils du saint), poussée herniaire ; Paul Ben-Said, etc.

Ne bénéficièrent-ils pas de la complaisance achetée d'un médecin marron, le capitaine Gaudin, déplacé sur plaintes réitérées et nommé commandant médecin-chef à Issy-les-Moulineaux ?

Le trio Bleustein-Dreyfus-Meyer contrôlait, outre Radio-Cité, les corollaires : Société Publicis (publicité par radio) et Régie-Press, dont dépendait l'hebdomadaire Marianne, ce qui explique, entre autres, l'article immonde de Bernard Lecache qui fit suspendre cet hebdomadaire par le gouvernement de Vichy.

Il y a bien entendu, dans ces différentes affaires, beaucoup d'argent à faire rentrer et à sauver — ce qui explique les voyages à Paris de Jacques Meyer. N'essaya-t-il pas de faire démanteler les meubles du studio du boulevard Haussmann actuellement réquisitionné par les autorités allemandes ?

L'administrateur général de « Publicis », paravent aryen, se préoccupe lui aussi de récupérer des fonds. Les empêcha-t-on de partir rejoindre Bleustein à Marseille où il est actuellement ? Et M. Lévilan n'est-il pas revenu dans nos murs ?

Quant à Couplier, que j'ai, à tort parait-il, qualifié d'architecte, car il ne l'est pas malgré qu'il le dise, Couplier, l'homme à tout faire de M. Jean Antoine, Couplier, qui n'a jamais pu rendre des comptes depuis 1937 à ses administrateurs, il est parti au moment de la débâcle, emportant 75.000 francs, salaire du personnel qui, lui, est resté et attend toujours.

R. J. C.

(1) Voir *La France au Travail* des 27, 28 et 29 novembre.

## SOMMAIRE :

### PAGE 2 :

Serge Lifar annonce : Max Frantal. Pointes sèches. L'Etat totalitaire : A. Marteau. Vers une Fédération européenne antijuive : J. Druault. Le week end de Churchill. Faire le point : J. Dysspr.

### PAGE 3 :

Les cent nouvelles, nouvelles.

### PAGE 4 :

Sports et spectacles.

## Les scandales de la Radio (III)

### L'ESCROQUERIE du poumon d'acier

L'on se souvient de la campagne de presse accompagnant la venue en France de l'homme aux poumons d'acier.

Sautant sur l'occasion, Radio-Cité lança un appel à ses auditeurs afin de recueillir des fonds pour doter la France d'appareils semblables.

Ce que MM. Bleustein et Cie et M. Jean Guignebert, leur aboyeur, oublièrent de dire, c'est que le poumon d'acier, invention française, existait déjà en France. Il y avait fait ses preuves.

Du aux recherches d'un jeune savant français, M. Charles Rogue le poumon artificiel français était pratiquement réalisé dès 1936. Il a sauvé la vie à plusieurs personnes. A des bébés, à une jeune fille : Jacqueline Kremer et. A l'époque, la grande presse avait fait état de ce sauvetage miraculeux.

L'appareil français de M. Charles Rogue, exposé au Palais de la Découverte, à la V<sup>e</sup> Foire-Exposition de Vichy, etc., avait cet avantage sur le « Drinker » américain, de coûter 25.000 francs au lieu de 150.000 francs ; de plus, il est beaucoup moins lourd, plus maniable et transportable en avion, ainsi que le prouvent des essais en ce sens faits à Orly à cette époque.

Ceci n'empêcha pas les Juifs de Radio-Cité, dans l'espoir sans doute d'une bonne commission, de faire le battage que l'on sait sur le poumon d'acier américain et d'ouvrir leur souscription avec tremolos dans la voix et appels ministériels du P. Marc Rucard, alors ministre de la Santé publique.

M. Charles Rogue, dont, par ailleurs, les travaux remarquables nous ont valu une règle à calcul pour la navigation aérienne et le masque à gaz pour bébé, pouvait s'étonner à bon droit de cette préférence, et si sa modestie de savant l'empêcha de soulever la question, les milieux syndicaux alertés

s'y intéressèrent et l'affaire devint telle que M. Martinand-Deplat, intervenant, recevait du F. Rucard la lettre suivante :

République française  
Ministère de la Santé publique  
Le ministre

« Mon cher ami,  
Tu as bien voulu me transmettre une pétition adressée par les habitants du dix-neuvième arrondissement en faveur du poumon d'acier construit par M. Charles Rogue.

« Je suis heureux de te faire savoir que l'appareil en question a été retenu par la Commission technique instituée par mes soins et qu'il est vraisemblable qu'un certain nombre de ces poumons d'acier seront commandés prochainement.

« Je tiens à ajouter qu'à la suite d'études approfondies des appareils français et étrangers, la Commission n'a proposé à mon agrément que les appareils construits dans notre pays.

« Bien cordialement à toi,  
« Signé : Marc Rucard. »

Ainsi, alors que de son propre aveu, la Commission technique intéressée ne retenait que les appareils français, le ministre n'en encourageait pas moins l'initiative des Juifs de Radio-Cité, tendant à fournir à la France des appareils américains à 150.000 francs pièce. Huit cent mille francs furent recueillis ainsi, en majorité petits dons anonymes de la générosité française.

Les hôpitaux français ne sont toujours pas dotés de poumons artificiels, ni français, ni américains et, chaque jour, meurt des innocents qui pourraient être sauvés ! Mais où sont passés les 800.000 francs de Radio-Cité ? C'est une question à laquelle il faudrait bien que M. Bleustein réponde.

Robert JULLIEN-COURTINE.

## LES JUIFS et nos céréales.

La mort de Louis-Louis Dreyfus a mis en lumière l'emprise juive sur le commerce français des céréales. Il ne suffit pas de stigmatiser comme il le mérite l'ennemi public n° 1. Certains avait des concurrents qui pour être moins puissants n'en étaient pas moins importants. Nonmoins-les, puisque nous y retrouvons par hasard la juive fleur de la race élue.

1° La firme hollandaise Bunge (juive), opérant en France sous le nom de Société anonyme française Bunge, 1, rue des Italiens, et qui avait à sa tête les juifs Van Hinderdael et Sinal.

Ces derniers réusis à Marseille camouflèrent leur maison avec un paravent du nom de chrétien (sic).

2° La Compagnie Continentale d'Importation, 8, rue Cambacérès à Paris. Cette compagnie est la filiale d'une maison d'Anvers dont les dirigeants étaient Fribourg, Ullmann, Liever, Hakim et Harden.

Le dernier nommé, Harden, n'a-t-il pas acquis récemment la nationalité française ?

Nous le signalons à la Commission de revision des naturalisations : 3° La maison Weil et Cie, 16, place de la Madeleine, dont les directeurs étaient MM. Strauss et Jacques May. Le juif Strauss était commandant adjoint à la Mission française à Londres.

Imitons l'exemple de la Hongrie qui vient d'interdire aux juifs le commerce des céréales. Le pain du peuple ne doit pas servir de jouet à ces messieurs du ghetto et des trusts.

R. Jullien-Courtine.

## POINTES SECHES

Dans une série d'articles, notre rédacteur en chef montre que la censure était anglaise.

Pour mieux « opérer » les Français, il fallait les « anesthésier » !

M. Churchill a 66 ans. 66.000 annus. Son âge est critique autant que sa situation.

La balance commerciale anglaise est en déficit. Les sous-marins allemands en sont le « filé » !

Punis pour majoration illicite : Von Heidenburg-Asoulat-Katz !

Ce que l'on appelait le petit commerce français !

R. JULLIEN-COURTINE.

# POINTES SECHES

On épure, on épure... MM. Cahen-Salvador et Pierre Seligmann viennent d'être mis à la retraite.

Ils étaient membres du Conseil d'Etat.

Pas en Palestine, en France ! Et le plus curieux, c'est qu'il y a un an ça vous paraissait tout naturel !

On épure... Nous aimerions bien voir l'Académie française suivre le mouvement.

Mais la mort est un moyen d'épuration lent et problématique !

Faudra-t-il tuer l'Abel au bois d'Hermant ? qui écrivait il y a à peine un an :

« Les Anglais disent notre Camelin ; nous disons notre Roi George VI ! ! ! »

Pour leur « Camelin », on le leur laisse volontiers.

Avec au besoin la méthode stratégique de s'en servir !

Mais pour George VI, merci b... bien du ca... ceau !

Faudra-t-il tuer François Mauriac, ce belschuth en bicorne qui transforme en mauvais lieux les sacristies ?

Faudra-t-il tuer Herzog-Maurois ? « L'Anglais tel qu'on le palpe, »

Faudra-t-il tuer André Chametis et Louis Gillet ? Les « Pourri-Soir brothers ! » (Service des pronostics et de la propagande).

Alors vite qu'on les remplace, ils sont là cinquante, cent, dans le jardin des Lettres qui, pour la brosse à reluire, la gâchette et les idées fausses, n'ont rien à envier à personne.

N'est-ce pas, Monsieur José Germain ?

Les vieux messieurs de Riom vont, paraît-il, prononcer leur verdict. Il est toujours trop tôt pour mal faire !

Je dis mal faire, car ledit verdict sera bénin, bénin.

« Mais non, vous verrez qu'ils en condamneront à mort ! » C'est bien ce que je dis ; ce sera bénin.

M. Caziot, notre ministre de l'Agriculture, nous encourage à défricher les terres abandonnées, pierreuses et stériles.

Et pour cela il se fait lyrique. Les champs désespérés — dit-il — sont les champs les plus beaux !

C'est en voyant appelées « Nationales » des pâtes qui ne sont pas des pâtes, « national » du café qui n'est pas du café, que l'on comprend cette phrase :

« Monsieur Daladier, ministre de la Défense nationale. »

R. JULLIEN-COURTINE.

# LA RADIO au service DES BELLICISTES

Beaucoup a été dit sur l'importance juive dans la presse et la radio. On sait que c'est particulièrement par la T.S.F. que s'est développée la campagne des fausses nouvelles qui devait mener la guerre de 1939.

En 1938, son rôle belliqueux était apparu à tous et la radio qui se servait aux différents niveaux, ne cacha pas son dépit des succès de Munich.

Plus que le journal peut-être, la T.S.F. introduit, partout, dans le plus petit hameau, dans le plus simple foyer, y versait les germes empoisonnés de la propagande juive.

Répétons encore une fois les noms des principaux juifs et franc-maçons de la radio privée :

« Au Poste Parisien », le directeur s'appelait Grunbaum, il était entouré des juifs « Abouker, Hirsch, Diamant-Berger, Schandl » et des paravents aryens : Maurice Hourdet et le fameux Benzel (avocat radié du Barreau), dont l'aigreur de presse était un mensonge quotidien d'insultes au Führer, au Duce, à Franco et aux Français capables de préférer à une guerre stupide, une entente européenne.

« Radio 37 » l'administrateur s'appelait Hecker.

« Radio-Cité » appelée à juste titre « Radio Israël », les propriétaires étaient :

M. Lévilan, représenté par son proche parent Bleustein ; M. Louis Louis-Dreyfus, qui vient de mourir, représenté par son fils, François Louis-Dreyfus ; M. Jacques Meyer, de l'« Intransigent ».

Ajoutons-y encore : Schick (secrétaire de Bleustein), le célèbre et pontifiant Jean Guignebert, et le séminariste Jean Anloine.

En liaison étroite avec certains ministres, et particulièrement Jérôme Mandel, il était aisé à ces postes de mener les campagnes que l'on sait.

N'est-ce pas, d'ailleurs, le dit Mandel, l'ancien ministre de la P.T.T., qui, par un tour de passe-passe, rendit possible l'augmentation de puissance de Radio-Cité et l'installation de son antenne d'Argenteuil ?

Le décret avalisant cette autorisation n'a-t-il pas été signé

« Mais, me direz-vous, pourquoi vous acharnez-vous sur cette seule municipalité d'Abbeville, alors que presque toutes ont fui ? »

« Poursuiviez-vous une vengeance personnelle ? »

Je vous assure que je ne connais personne dans cette bonne et malheureuse ville.

C'est par l'intermédiaire d'un ami parisien que j'ai connu ces trois bons Français : Le Moyne, Beneteau et Liévin.

Le Dieu des Journalistes, qui sonde les cœurs et les stylos, m'en est témoin.

La France au Travail s'est donné pour tâche d'aider à l'épuration de notre pays de France.

Voilà pourquoi nous vous avons parlé d'Abbeville.

Nous vous avons promis de vous parler d'autres villes (je l'ai encore écrit récemment), c'est entendu, et nous n'y manquerons pas. De Chartres, par exemple.

« Un grand péril menace les Etats-Unis d'Amérique. Ce péril, Messieurs, ce sont les Juifs. Quel que soit le pays où ils soient fixés, ils ont affaibli le niveau moral, abaissé le degré d'honnêteté du négoce.

« S'ils ne sont pas exclus des Etats-Unis par cette Constitution, avant un siècle, ils débordent sur ce pays en tel nombre qu'ils nous gouverneront et nous détruiront, modifieront la forme de l'Etat pour laquelle, nous autres, Américains, avons versé notre sang et sacrifié notre vie, nos biens et notre liberté personnelle. Si les Juifs ne sont pas exclus d'Ici 200 ans, nos enfants travailleront aux champs pour nourrir les Juifs, alors que ceux-ci resteront derrière leurs comptoirs en se frottant les mains.

Ainsi s'exprimait Franklin devant la Convention constitutionnelle des Etats-Unis en 1789.

M. Roosevelt, dont le prénom de Franklin est, dans la famille, héréditaire, devrait méditer ces fortes paroles.

La presse annonce qu'il envisagerait d'appeler auprès de lui le juif La Guardia, maire de New-York-la-Juive.

Franklin avait vu juste, puisqu'il les enfants et les petits-enfants des Américains actuels ne pas avoir à nuire le nom de Roosevelt.

Robert JULLIEN-COURTINE.

# Il faut épurer dans l'intérêt de tous la profession médicale

## L'ORDRE DES MÉDECINS DOIT AGIR

Beaucoup de praticiens inquiets ont été rassurés par le récent communiqué du Conseil de l'Ordre stipulant qu'il ne s'agissait nullement de fonctionnariser la profession et que celui-ci entendait respecter l'indépendance professionnelle ; à savoir :

Libre choix du médecin ; Entente directe entre le malade et le médecin ; Intangibilité du secret professionnel.

Cependant l'Ordre des médecins ne peut avoir qu'un rôle juridique ; veiller à l'application des lois (sur les étrangers, les Juifs) et examiner les cas individuels. Seule l'organisation rapide de la corporation entraînera l'application stricte de la loi sur les étrangers, l'application d'un numerus clausus, etc.

L'Union Médicale Française, récemment créée et qui groupe déjà de nombreux médecins de Paris et de la Seine, entend par son action activer ces mesures.

Son animateur, le docteur Bourzat, est jeune et énergique, franc de visage et d'allure.

Il a bien voulu nous dire : « Savez-vous qu'un grand nombre d'étudiants étrangers et qui obtiennent ensuite, leurs études médicales terminées, leur naturalisation française, avaient créé « l'Association des Français nés à l'Etranger » Abramovitch, président ? »

« Savez-vous que l'un d'entre eux, Max Fieldermann, avait écrit, dans le « Concours Médical » du 11 mai 1935, sous le titre : « Point de vue d'un jeune naturalisé », la phrase suivante :

« Le jour où la France n'attirera plus les aventuriers du monde entier, c'en sera fait d'elle, elle tombera au rang d'une Espagne. »

« Savez-vous que, dans telle localité de banlieue, sur trois médecins ayant un S. P., deux sont des étrangers naturalisés tombés sous le coup de la loi du 16 août 1930 ? »

« Savez-vous que les médecins des grandes administrations et des assurances sociales étaient et sont encore presque tous juifs et franc-maçons ? »

Et il ajoute :

« Plus de 500 médecins de la région de Paris tombent sous le coup de cette loi du 16 août, alors que des jeunes médecins français démobilités n'ont pas le droit de créer un cabinet médical. »

« Par ailleurs l'extension du statut sur les Juifs à la carrière médicale s'impose également. Nous demandons la création d'un hôpital juif entretenu aux frais de la communauté israélite de Paris. Les médecins Juifs auront toute liberté d'y signer leurs consultations et d'y poursuivre leurs travaux. »

« C'est dans ces conditions que nous espérons voir la corporation médicale réorganisée sur le plan national. »

Nous ne pouvons qu'approuver l'œuvre d'épuration entreprise par l'U. M. F.

R. JULLIEN-COURTINE.

# Ce que j'AVAIS

« Mais, me direz-vous, pourquoi vous acharnez-vous sur cette seule municipalité d'Abbeville, alors que presque toutes ont fui ? »

« Poursuiviez-vous une vengeance personnelle ? »

Je vous assure que je ne connais personne dans cette bonne et malheureuse ville.

C'est par l'intermédiaire d'un ami parisien que j'ai connu ces trois bons Français : Le Moyne, Beneteau et Liévin.

Le Dieu des Journalistes, qui sonde les cœurs et les stylos, m'en est témoin.

La France au Travail s'est donné pour tâche d'aider à l'épuration de notre pays de France.

Voilà pourquoi nous vous avons parlé d'Abbeville.

Nous vous avons promis de vous parler d'autres villes (je l'ai encore écrit récemment), c'est entendu, et nous n'y manquerons pas. De Chartres, par exemple.

# Le bureau des laissez-passer

# Franklin et les Juifs

# Christophe Colomb amiral de pacotille était-il juif ?

Sa légende soigneusement entretenue, par lui d'abord, par son fils Fernand et son mémorialiste et ami Los Casas ensuite, a trouvé dans les faits de sérieux démentis.

Don Carlos Percyra et le regretté Maris André ont, entre autres, rétabli la vraie figure de Cristobal Colon, poète verbal de génie et piètre navigateur.

Celui que l'Histoire a représenté comme chassé de partout, en butte à l'incompréhension de son siècle et à l'obscurantisme religieux ; découvrant l'Amérique après de longs voyages périlleux et rendus difficiles par l'insubordination de ses équipages et la trahison de ses se-

Il se rattrapera plus tard sur les indigènes dont il organise la traite avec le concours des riches Juifs convertis et hauts placés d'Espagne, les Marranes.

Ambassadeur du Très-Haut auprès du roi très chrétien, tel est le titre qu'il se donne pour pallier à la situation difficile où son inquiet commandement et ses grossières erreurs le mettent vis-à-vis de la Cour.

Il accuse, il accusera successivement tout le monde de trahison.

« Qu'il plaise à notre Seigneur, dit-il, n'oubliez les personnes qui ont combattu et qui combattaient une excellente entreprise. Elles ne sa-

« Spécialisés dans l'étude des cartes, ni aux marins.

De même, après son premier voyage où il découvre les Antilles, c'est-à-dire Haïti, Cuba, etc., et avec l'aide comment y serait-il arrivé tout seul lui qui ne connaît même pas l'usage du sextant ! de Martin Alonso Pinzon, il s'écrie : « J'ai trouvé les Indes. »

Pinzon d'abord, Juan de la Cosa ensuite, lors de son second voyage, lui montrent son erreur. Il les accuse de trahison.

Martin Alonso meurt, heureusement pour lui, mais Juan de la Cosa palera de sa liberté sa franchise imprudente, et l'Histoire nous dira ces hommes pour grand l'ami-

« C'est précisément grâce à l'appui de ces grands Juifs aragonnais convertis qu'il fera occuper ses prétentions par le roi de Castille. »

« C'est eux encore qui financèrent ses expéditions et espèrent rentrer dans leurs fonds par les bénéfices de la traite des esclaves. »

Et, au surplus, son origine juive se déduit plus aisément encore de son tempérament et de son caractère.

« Quoi qu'il en soit, il semble bien que la erreur, l'Histoire s'est trompée en faisant une obscure victime et un génie d'un aventurier plein d'audace et dénué de scrupules. »

Robert JULLIEN-COURTINE.



Le bras levé à la romaine, Marcel Bucard, chef du parti franciste sous l'occupation, vient de déposer une gerbe. Levant le bras comme lui, et membre de «La Main Bleue» (les gardes du corps de Bucard), Marc Pobanz, futur correspondant du *Monde* à l'étranger.

« *Quels services rémunéraient-elles ? M. Beuve-Mery ne l'a jamais dit, pas plus qu'il n'a pu démentir le fait même...* »

Voilà ce qu'on a pu lire (p. 7) dans une brochure du BEIPI (Bulletin d'études et d'information de politique internationale), parue en 1951-1952 et intitulée « *Le Monde, auxiliaire du communisme* ». Nous pouvons préciser ici que cette brochure avait été rédigée par **Boris Souvarine**, auteur d'un monumental *Staline*, qui continue à être passé sous silence.

## A Uriage

Quand on a été l'auxiliaire de Benes avant-guerre, la logique voudrait qu'on s'engageât aussitôt dans la Résistance. Oui, mais cela ne paie pas. Et c'est risqué. C'est sans doute pourquoi on retrouve Beuve-Mery à la célèbre école des cadres de Vichy : *Uriage*.

Il y est, certes, en bonne compagnie et avec des gens qui diront — car le danger passé, ils sont bavards — : « Plus résistant que moi, tu meurs. » Oui, ils le diront. Et même très fort. Après août 44. Ces belles consciences se nomment **Emmanuel Mounier**, **Simon Nora**, **Paul Reuter**, **Cacerès**, **Gadoffre**, **Chombart de Lauwe**, **J.-M. Domenach**, etc.

Dans le livre de **Pierre Bitoun**, *Les hommes d'Uriage* (1), très favorable à ceux-ci, on peut lire que Beuve-Mery, Mounier et Lacroix « *se rendent à Uriage avec la très ferme intention de ne taire aucune de leurs opinions. Ils sont critiques à l'égard du régime de Vichy et ont été profondément choqués par la parution, en octobre 1940, du "honteux statut des juifs"* » (2).

Choqués, peut-être. Mais la honte qu'ils ressentent ne les empêche nullement d'être les commensaux du Maréchal. Nourris, logés et rémunérés (combien ?) par Vichy.

En 1942, vive la tambouille de Pétain ! En août 1944, vive la résistouille gaillardine.

Quand l'écrivain juif **Lev Sternhell**, qui a publié d'intéressantes pages sur le fascisme en France, notamment *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France* (3), critique Uriage et, citant un texte de Beuve-Mery, *Révolutions nationales et révolution humaine*, daté de 1941, l'accuse d'avoir « de fait » accepté « le nouvel ordre des choses », on ne peut qu'être d'accord avec lui.

Hubert Beuve-Mery reste là jusqu'à la fin de 1942. Le débarquement en Afrique du Nord n'a provoqué en lui aucun choc, en tout cas aucun choc entraînant une action résistante **concrète**. S'il s'en va, en décembre 1942, avec beaucoup d'autres, c'est que **Pierre Laval**, alors chef du gouvernement, a pris la décision, par décret, de fermer l'école le 27 décembre.

« *Avant de se séparer — se souvient Olivier Husenot —, on tue le cochon et on fait une bouffe monumentale. Pas un tonneau qu'on ne vide.* » (4)

A la bonne heure ! Où va-t-on retrouver, après la mort du cochon, le brave Beuve-Mery ? Dans le maquis ? Pas précisément.

Pas précisément. Mais quand même pas très loin, puisque la « gentilhommière », où se replient les cadres expulsés d'Uriage, se situe face au Vercors et à quelques dizaines de kilomètres du fameux maquis.

## Pauvre Bitoun !

Dans le livre de Pierre Bitoun, on apprend que les responsables d'Uriage sont entrés en contact avec la famille de Saint-Rémy qui possède un château à environ 60 kilomètres à l'ouest de Grenoble. Il s'agit d'une vaste gentilhommière, protégée par de hauts murs qui lui assurent la discrétion et lui



Hubert Beuve-Mery à Uriage.  
*Le Monde* ne pointait pas encore sous le Maréchal.

Chaque jour, une conférence mit les chefs de groupement au courant des efforts tentés pour la jeunesse à l'étranger. M. Monteiro décrit l'expérience italienne et M. Beuve-Mery celle du Portugal. Le Père Omez, Aumônier de la province Alpes-Jura, brossa magnifiquement deux tableaux de la jeunesse allemande et de la jeunesse russe en les décrivant comme l'aboutissement de l'immense travail fourni par ces pays. Il acheva sa seconde causerie par un appel bouleversant à la vitalité française que tant de causes et de faiblesses atteignent tragiquement.

S'appuyant sur ces conférences, le Commissaire Général dégagait les leçons qu'il fallait retenir des expériences décrites. Il faut que la jeunesse française fasse effort pour retrouver cette vitalité qui avait disparu au long des dernières années de l'ancien régime. Il faut que la France ait ce sursaut de vitalité qui l'empêchera de sombrer ; il faut que nous sachions préparer cet effort et le susciter dans les hommes et dans les institutions.

Ce passage est extrait du supplément du *Bulletin Périodique Officiel des Chantiers de Jeunesse* du 15 septembre 1943. Il rend compte des journées des chefs de groupement à Chatel-Guyon les 25-26-27 mai 1943.

« confèrent... une atmosphère calme et de mystère qui lui vaut d'être comparée à une thébaïde » (5).

Quelques lignes plus loin, l'auteur effectue un saut qualitatif brusque. De la thébaïde (avec un t minuscule) on passe hardiment à la Thébaïde (majuscule) qui confère à ce lieu une sorte de grandeur.

On apprend ainsi qu'à partir de 1943, s'y rassemblent « un bon nombre des anciens d'Uriage ». On y trouve **Gadoffre**, le maître des lieux, **H. Beuve-Mery**, **B. Cacerès**, **J.M. Domenach**, **J. Dumazedier**, **P. Haepffner**, **L. Massaloux**... De nouvelles recrues, d'anciens stagiaires, ou des amis des uns et des autres, complètent le groupe ! **Michel Bonnemaïson**, **Bernard Boutier**, **Pierre Brivoizac**, **Gilles Chaine**, **François Le Guay**, **Paul Huet**, **Simon Nora**, **André Pierre** (qu'on retrouvera au *Monde*), **Jacques Roze** et **Rolande Thain** (6).

Dans son livre, Bitoun précise que **Simon Nora** a alors 22 ans. Il a recueilli de lui cette déclaration :

« Pour situer rapidement le " décor ", j'appartenais à une famille juive, libérale, dont le judaïsme n'a guère existé jusqu'à ce que la guerre le lui fasse découvrir. Idéologiquement, comme beaucoup de jeunes bourgeois de l'avant-guerre, face à la crise, je me suis senti " à gauche ". Mes premières émotions politiques sont nées de la guerre d'Espagne. »

Tous ceux qui sont interviewés par la suite, **Gadoffre**, **Domenach**, etc..., quand ils s'expriment, évoquent avec émotion et une belle unanimité la Thébaïde.

**Marcel Aymé** a écrit une pièce mordante, *Pauvre Bitou*, dont le personnage principal est un minable procureur de la Libération. Si nous écrivons ici « Pauvre Bitou », c'est que l'auteur, évoquant la Thébaïde, a totalement omis de préciser (ou ignoré) que la gentilhommière en question était... « l'Ecole de cadres de la Légion ».

Précisons que de la « Légion des Combattants » sortira le

**Beuve-Mery, Maurice Duverger, Robert Jullien - Courtine, alias La Reynière, ne sont pas évidemment les seuls personnalités, qui, ayant vécu les péripéties de l'Occupation, ont illustré les colonnes du Monde.**

**Citons entre autres, Pierre Drouin, et Marc Marceau, correspondant à l'étranger, de son vrai nom Marc Pobanz. Pour ce dernier se reporter à la photo page 56.**

S.O.L (Service d'Ordre Légionnaire), dirigé par **Darnand**, puis la « Milice », dirigée par le même **Darnand**.

Si pauvre Bitou avait pris la peine de lire la brochure du B.E.I.P.I. que nous avons citée plus haut, il aurait connu la dénomination exacte de ce (haut) lieu.

Ceux qui s'y repliaient, après avoir évacué Uriage et tué le cochon, ne pouvaient l'ignorer. Aucun d'eux, plus tard, ne la rappelle : dans leur bouche, c'est « La Thébaïde ». A la bonne heure !

Naturellement, ils ont tous été en contact avec les maquisards du Vercors, leur ont fait parvenir des mots d'encouragement (le moral de la troupe, c'est très important), des faux papiers, voire du ravitaillement.

Curieux, tout de même, qu'aucun d'eux — à une exception près — n'ait éprouvé le besoin de rejoindre ce maquis célèbre, distant de quelque **trente kilomètres** (une journée de marche) de l'Ecole des Cadres.

La timidité, sans doute...

Hubert Beuve-Mery n'était pourtant pas timide au point de ne pas pouvoir parler. C'est pourquoi, il n'hésitera pas — à la Thébaïde — à faire une conférence sur la jeunesse portugaise : celle de Salazar ! Le fasciste ! (voir document).

Pour en faire une critique acerbe ? On en doutera. Dans le même compte rendu figure le résumé d'une conférence faite sur la jeunesse italienne (Duce ! Duce !) et celle d'un fougueux ecclésiastique sur la jeunesse communiste et la jeunesse nazie, dont il vante le dynamisme.

Sait-on jamais ? Peut-être la conférence oubliée de Beuve-Mery sur la jeunesse « salazarienne » figure-t-elle dans les archives du *Monde* ? Dans ce cas, le nouveau directeur de ce quotidien vespéral, **Jacques Lesourne**, se fera un devoir de la publier (7).

Pour notre édification.

**Roland GAUCHER**

(1) Ed. du Seuil.

(2) Selon l'auteur, cette phrase figure dans le livre E. Mounier, Mounier et sa génération. Lattès, inédits. Ed. du Seuil. Paris 1956. P. 267.

(3) Ed. du Seuil. Paris 1983.

(4) o.c. p. 98.

(5) o.c. p. 103

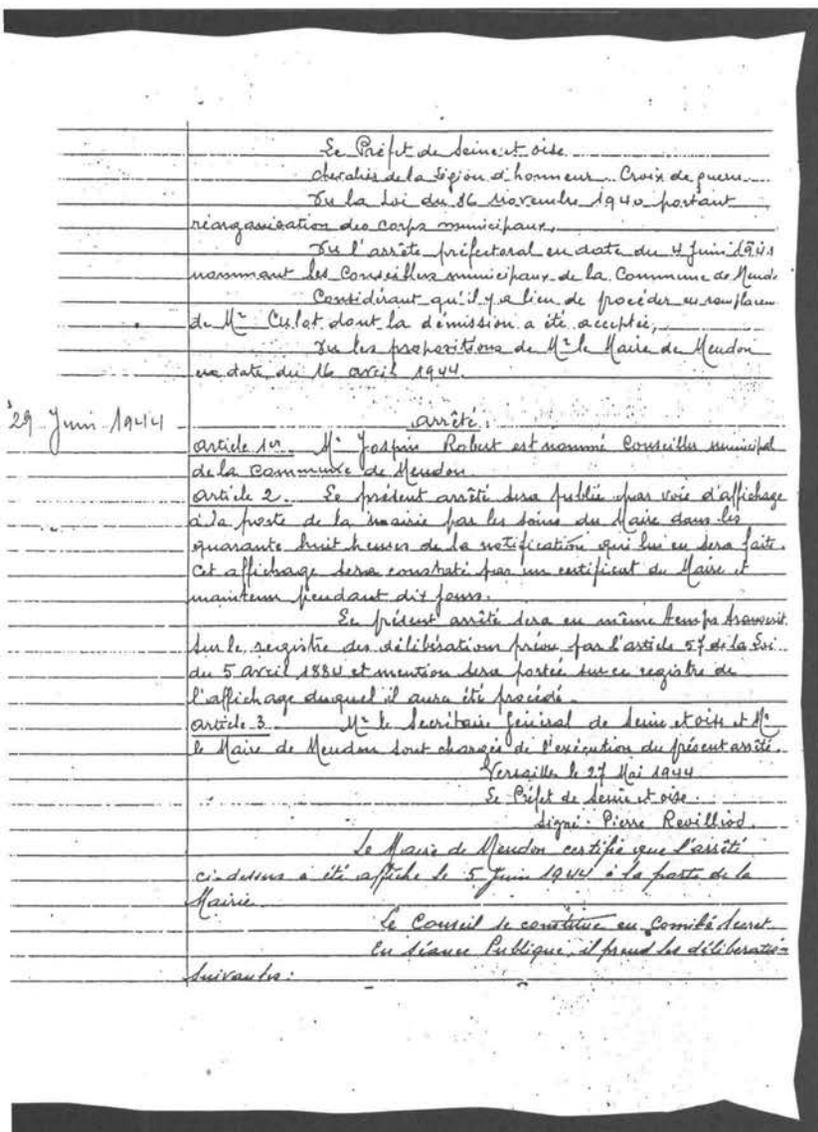
(6) o.c. p. 103

(7) Aux noms que nous avons cités, au cours de cet article, il faut ajouter ceux de vedettes du spectacle passées par Uriage : **Olivier** et **Anne-Marie Hussenot**, **Jacques Douai**, **Yves Robert**, **Joseph Rovin**.

Et un personnage qui a eu, sous de Gaulle, une certaine dimension politique : **Delouvrier**.

## Chapitre X

# CES DAMNÉS PAPAS



● **Azema Jean** — Speaker à *Radio-Paris*, il s'engagea dans la Waffen SS. Non pas dans la Waffen SS française, laquelle — pour des raisons que nous ignorons — ne convenait pas à son goût. Mais dans la Waffen SS wallonne. **Degrelle** pourrait sans doute évoquer son souvenir.

Son fils, **Azema Jean-Pierre**, opère dans l'anticollaboration. Bouquins, conférences, colloques... Papa était-il un salaud ?

On attend la réponse.

● **Beugras (Albert)** — Il fut un des principaux lieutenants de **Doriot** qu'il suivit en Allemagne. Sous le nom de **Chaix**, une de ses filles collabora un moment au *Nouvel Observateur*. Contrairement au fils Azéma, muet, elle a longuement évoqué dans un livre, *Les lauriers du lac de Constance*, la figure de son père. L'ouvrage s'achève sur cette phrase : « Adieu, monsieur... »

Bien entendu, c'est de papa qu'il s'agit.

● **Frossard (Ludovic-Oscar)** — En zone sud, il publiait à Marseille le journal *Le mot d'ordre*. Il reçut de Vichy une subvention de 1 410 000 francs.

Un détail auquel son fils **André** n'a jugé utile de consacrer aucun de ses billets, ni dans *L'Aurore*, ni dans *Le Figaro*.

● **Jospin (Robert)** — Avant-guerre, il appartenait à la gauche pacifiste. En mai 1944, très exactement le 27, quelques mois avant la Libération, il accepta bien volontiers, suite à un arrêté préfectoral, de remplacer un adjoint au maire démissionnaire (voir document).

Le fiston **Lionel** n'est pas bavard sur le sujet.

Ce protégé de Vichy n'aura l'occasion de siéger qu'à deux reprises : lors d'une séance du 29 juin, il est nommé aux commissions de la Voirie et des bâtiments communaux, des Fêtes, des Sports, des Sapeurs-pompiers et de la Défense passive (on est en pleine époque de bombardements).

Seconde et dernière séance — extraordinaire celle-ci — le 12 août.

Le conseil municipal suivant ne siège qu'en septembre. Robert Jospin n'en fait plus partie.

Ajoutons que son nom figure parmi les collaborateurs de *Germinal*, hebdomadaire socialiste fondé au printemps 1944 à Paris par **Paul Rives**, ancien député socialiste, un des dirigeants du RNP.

Participent à *Germinal*, **Jean Ajalbert**, **Marcel Braibant**, **Marcelle Capy**, **Félicien Challaye**, **Francis Delaisi**, **Claude Jamet**, **Charles Pivert** (le frère de **Marceau**) etc.

● **Sechan Olivier** — Son fils est un chanteur (d'extrême gauche) mondialement connu sous le nom de **Renaud**. Papa appartenait aux cadres du parti franciste de **Marcel Bucard** sous l'Occupation.

Ça vaudrait bien une «p'tite» chanson. Non ?

● **Tasca (Angelo)** — C'est le nom d'un antifasciste italien. Réfugié en France, il collabora au *Populaire* de **Léon Blum**, sous le pseudonyme de **Leroux**. Après la Libération, cette fois sous le pseudonyme de **Rossi**, il écrit plusieurs ouvrages passionnants sur le parti communiste français, notamment le célèbre *Parti communiste français pendant la drôle de guerre*, un livre bourré de documents, que *L'Humanité* n'aime pas trop évoquer.

Il n'est pas inintéressant de savoir comment **Tasca**, alias **Leroux**, alias **Rossi**, se procura, selon la petite histoire, une partie de sa documentation. Il connaissait (comment ?) un juge de Vichy qui suivait les affaires communistes. Il alla le voir à son bureau.

Le juge, au cours de leur entretien, fut appelé à l'extérieur.

Sur la table, **Rossi** avait noté la présence d'un épais dossier. Le magistrat à peine sorti, il s'empressa d'y jeter un coup d'œil. Le dossier était plein de coupures de presse et de tracts du PC clandestin.

**Tasca-Leroux-futur Rossi** ne fit ni une ni deux. Il ouvrit sa serviette. Le dossier y fut englouti.

Dès le retour du juge, après un très bref échange de propos, il s'empressa de quitter la pièce.

Il ne semble pas que sa fille, ex-secrétaire d'Etat à la Communication, aime évoquer le souvenir de son père.

# LA BONNE NOUVELLE DE FRANÇOISE

Berlin, 28 Février 1943

Prix du Numéro (Berlin + Province) : 15 Pfr



N° 9

HEBDOMADAIRE DE L'AMICALE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS EN ALLEMAGNE

Troisième année

Jacques Morel sortit de la salle de bain en enfilant son pantalon. Il s'approcha du lit où sa femme rêvait, les yeux clos, et demanda en se penchant vers elle :

— Tu étrennes ma barbe, Marianne?

Elle posa un baiser diatrique sur la joue fraîchement rasée et laissa retomber sa tête sur l'oreiller. Entre ses cils, elle le regardait aller et venir à travers la chambre en désordre. Silencieuse, elle observait avec irritation les gestes familiers. Cette manie qu'il avait de siffler la Madelon en mettant ses chaussures d'ouvrir la bouche en nouant sa cravate, de lier ses sourcils avec sa brosse à dents... Autant de rituels qui l'avaient autrefois émue, puis amusée, et qui, ce matin, l'exaspéraient.

— Alors, disait-il, c'est décidé, tu pars lundi ?

## JALOUSE

par Françoise GIROUD

C'était la voix grave et tendre de Roland.

— Bonjour...

Elle s'installa confortablement, parce qu'elle savait que la conversation serait longue.

— Qu'est-ce que vous faites ?

— Je suis couchée. Et vous ?

— Je pense à vous. De quelle cou-

turier. Le coin blanc d'une enveloppe qui dépassait d'une poche attira son attention. Elle la prit, lut la suscription : « Monsieur Jacques Morel, 3, rue Murillo. »

« Rue Murillo ? pensa-t-elle. Mais nous n'habitons pas rue Murillo ! »

Un instant interdite, elle tira d'un geste rapide la lettre de l'enveloppe et lut :

— du côté du parc Monceau. C'est révisé. Tu connais la rue Murillo ?

— Oui.

Elle nota qu'il avait hésité.

— Eh bien, rue Murillo, devine qui j'ai rencontré ? Une amie de pension.

Elle s'appelle Manou. Je t'en ai ja-

mais parlé ?

— Non.

— Bien. Je m'en vaise puisque vous ne voulez pas me voir...

Il sortit. L'horloge de l'église d'Auteuil sonna 4 heures.

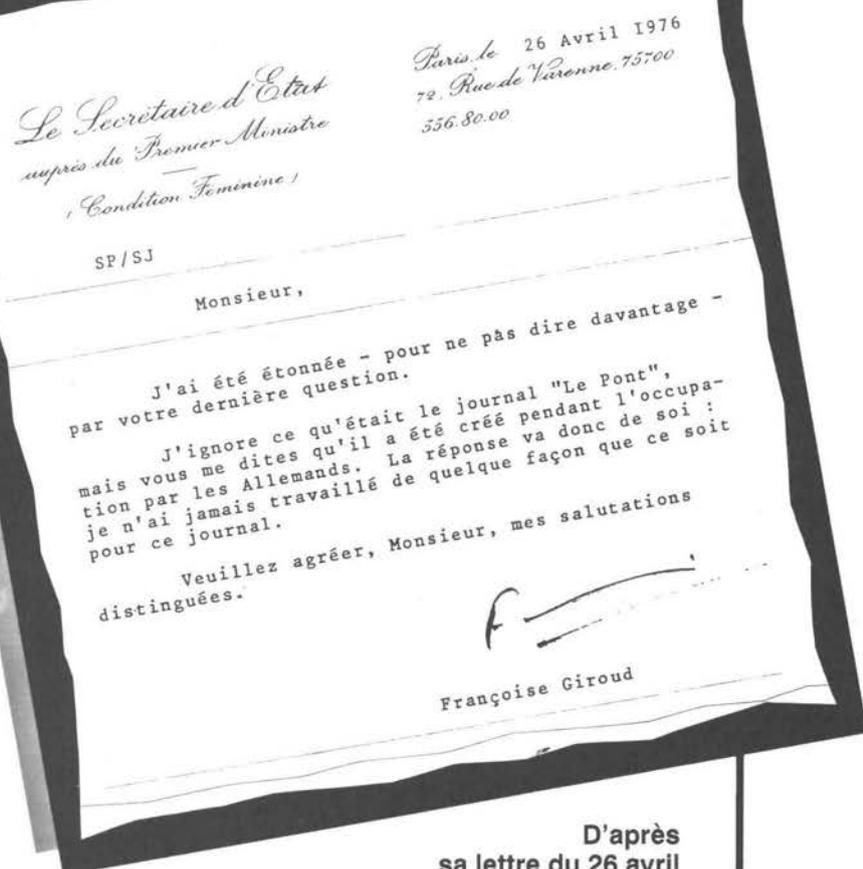
« Il faut que je m'habille, songea Marianne. Ne pas donner, à cette femme la satisfaction de me voir défilé... »

Elle se vêtit avec soin. Sa glace lui apprit qu'elle était parfaitement belle et élégante, pâle sous ses boucles rousses. Elle se fit de nouveau conduire rue Murillo, reconnut la voiture de Jacques devant la porte, eut une brève défaillance. Mais la rage d'avoir été bernée lui rendit la tête. Elle monta.



■ Précisons les choses : *Le Pont* est un hebdomadaire destiné aux travailleurs volontaires partis en Allemagne (271.000 avant le STO) et aux 250.000 prisonniers de guerre français transformés en travailleurs libres. L'hebdomadaire a été créé dès 1941 à Berlin, Hildebrandstrasse 22.

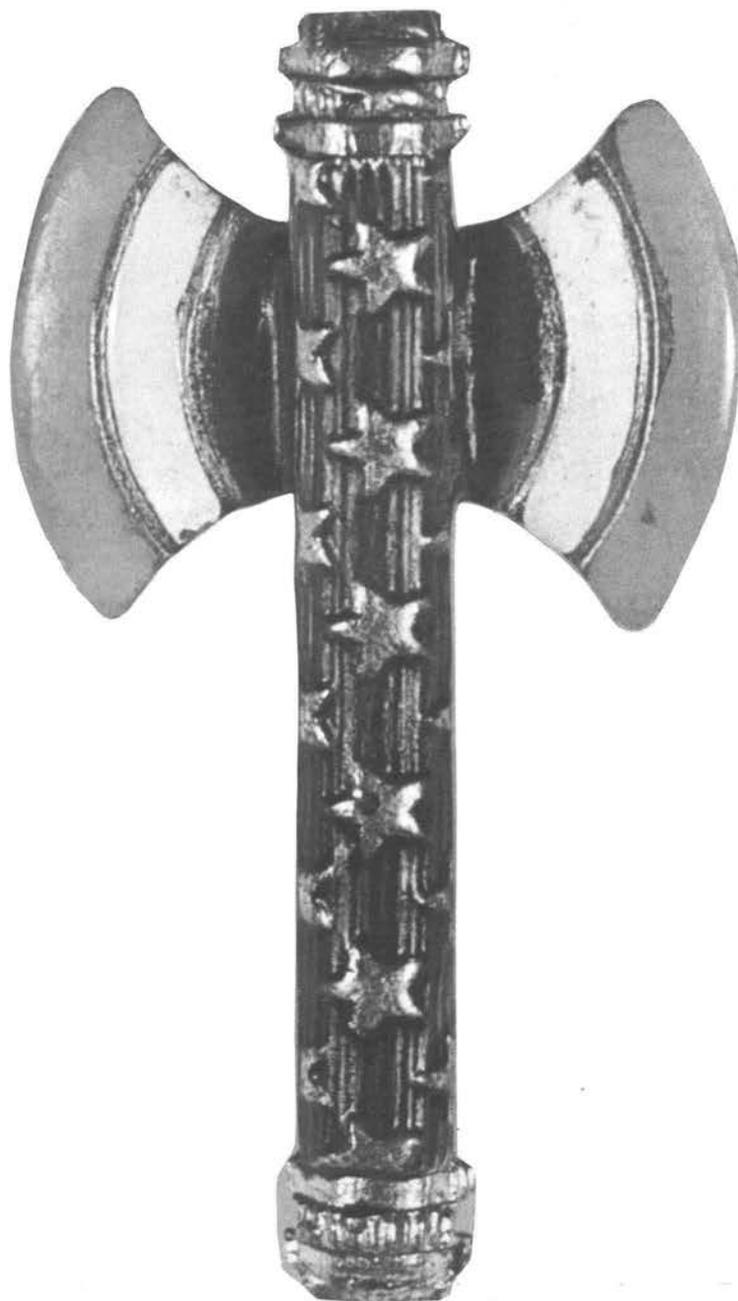
Françoise Gourdjji, née le 21 septembre 1916 à Genève, dite Françoise Giroud, a entamé, très jeune, une carrière cinématographique, en qualité de script-girl. Son nom figure au générique de *La Grande Illusion* (1938), mais, ensuite, sa biographie comporte un trou de plusieurs années. Il faut attendre 1945 pour la retrouver à la direction de l'hebdomadaire féminin *Elle*.



D'après sa lettre du 26 avril 1976, alors qu'elle était secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, elle assure n'avoir jamais travaillé pour le journal *Le Pont*. L'auteur de la nouvelle serait donc un homonyme. Ou bien quelque méchant(e) qui, voulant lui nuire, aurait abusé de son nom. Il y a comme ça de ces mystères...

## Chapitre XI

# TROIS FRANCISCARDS



## Maurice Bouvier-Ajam (n°922)

**L**a revue *Diogène* du 28 juin 1946 consacrait un article à **Bouvier-Ajam** (1914-1984) sous le titre « De la Francisque à la faucille ». Difficile de mieux décrire l'itinéraire d'un homme nourri des doctrines sociales de **La Tour du Pin** et qui finit — entre autres responsabilités au sein de l'appareil communiste — comme secrétaire du Cercle d'études et de recherches marxistes.

En 1934, sous le patronage du maréchal **Pétain**, a été créé un Institut d'études corporatives et sociales où se ren-

contrent professeurs de droit, intellectuels monarchistes engagés et membres de groupements professionnels.

L'Institut est officialisé par l'Etat français et Bouvier-Ajam (les patronymes joints de son père et de sa mère) en devient le directeur. Chargé de cours d'économie politique à la faculté de Droit de Rennes depuis 1938, il professait déjà à cet Institut dès 1936.

Désormais, il s'agit de former les cadres du nouveau régime et « de diffuser les idées sociales de la Révolution

nationale par l'illustration de la doctrine corporative du Maréchal dans les milieux professionnels et dans les organisations de jeunesse » (brochure de présentation). Parmi les membres du corps professoral — nombreux et choisis — des différents organismes qui dispensent des enseignements spécialisés, on retrouve le nom de **Maurice Duverger**, ancien dirigeant de l'UPJF (jeunes de Doriot) devenu spécialiste du droit public, et **Raymond Marcellin**, ministre de **De Gaulle** et de **Pompidou**, dont Bouvier-Ajam — après avoir reçu lui-même, parmi les premiers, l'Ordre de la Francisque — s'offrit à être le parrain (n° 2232).

Inscrit au Parti communiste, président de France-Pologne, secrétaire du Centre d'études et de recherches marxistes depuis 1960, il avait surtout été, dès la Libération, pour le compte du PCF, chasseur de têtes dans le milieu qui avait été le sien pendant quatre ans, promettant aux syndicalistes qui avaient eu des ennuis — plus ou moins graves — lors de l'épuration, une totale impunité en échange d'une prise de carte du Parti.

## Devinette

● **Quelle différence y a-t-il entre Giscard d'Estaing et Frédéric Mitterrand ?**

**Réponse : aucune. Ils possèdent tous les deux le même nombre de franciscards dans leur famille.**

**Giscard : son père, Edmond (n° 918) et son oncle René (n° 250).**

**Frédéric Mitterrand : son oncle François (n° 2202) et son grand-père Robert Cahier (n° 2219).**

Il ne semble pas que ses nouveaux patrons lui aient tenu rigueur de ses échecs répétés auprès de ses anciens amis.

M. M.

## Jeanne Aubert (n° 168)

Sur les quelque trois mille personnalités appelées à l'honneur de porter la Francisque, on compte trois femmes. La première est **Renée Weygand** (n° 118), l'épouse du général, la deuxième est la petite amie d'alors d'un industriel connu. Seule nous intéresse la dernière, **Jeanne Aubert** (n° 168), que certains ont pu confondre avec une chanteuse de l'époque.

Jeanne Aubert entra très jeune dans la vie active. Ouvrière textile dans le Jura, puis dactylo en région parisienne, elle milita à la CFTC avant de rencontrer des responsables de la JOC, née en Belgique et encore à ses débuts en France pour les garçons. Il n'existe rien pour les ouvrières. C'est ainsi que Jeanne lança la JOCF à Notre-Dame Auxiliatrice de Clichy, en 1928, et devint rapidement secrétaire générale permanente du

mouvement.

En 1940, elle part pour Vichy participer aux réunions de travail du Secrétariat général à la Jeunesse. Son titulaire, **Georges Lamirand** et **Yves Le Guen**, un industriel, seront ses parrains dans l'Ordre de la Francisque. Il est vrai qu'en zone Sud, Jeanne Aubert — devenue **Jeanne Picard** en 1941 — accomplit un travail considérable, créant des écoles pour la formation de responsables des centres de jeunes chômeuses. Elle-même, en 1943, est à la tête de l'Ecole de formation de cadres féminins à Ecully-lès-Lyon.

Elle lance le Mouvement populaire des familles, qui n'est que la nouvelle appellation de la Ligue ouvrière chrétienne.

Il faut attendre 1950 pour la retrouver au conseil d'administration de l'Union nationale des associations familiales et c'est à ce titre que, l'année suivante, elle obtiendra un fauteuil au Conseil économique et social où elle siègera jusqu'en 1974. Un moment chargée de mission au cabinet du ministre du Logement, **Pierre Sudreau**, elle deviendra présidente de l'Union fédérale des consommateurs et dirigera la revue *Que choisir* ?

## Albert Bedouce (1869-1947)

● **Il ne fut, sous le régime de l'Etat Français, élevé à aucune dignité, et conserva un rôle effacé durant toute la guerre.**

**Pourtant juif (de son vrai nom Bedouch), socialiste (depuis 1891), franc-maçon (depuis 1904), ministre (des Travaux publics) de Léon Blum, le député-maire de Toulouse avait été un des premiers à faire allégeance au Maréchal.**

« **Le conseil municipal de Toulouse lui fait confiance, ainsi qu'au gouvernement qu'il préside, pour sauvegarder, en même temps que l'honneur et les intérêts de la France, les plus précieuses acquisitions de la République et pour assurer dans l'ordre, la justice et le travail la rénovation morale de l'âme française ainsi que le relèvement rapide et total de la patrie.** »

**Inutile de préciser qu'Albert Bedouce fut exclu du Parti socialiste dès le mois d'octobre 1944...**



## Chapitre XII

# MITTERRAND : ÉVASIONS DOUTEUSES, FRANCISQUE CERTAINE



Entre deux gardiens de la Paix, le jeune Mitterrand participant avant-guerre à une manifestation d'extrême droite.

**S**ur le parcours de **Mitterrand** pendant la guerre (on n'ose pas dire le parcours du combattant), l'incertitude plane. Une seule certitude : ses biographes (ses hagiographes ?) ont tenté, maladroitement, de dessiner l'image d'un rebelle d'abord, d'un héros ensuite, d'un résistant enfin. Lui-même la confirme, ou plutôt la suggère, avec une discrétion étudiée, par petites touches, sans jamais apporter de témoignages circonstanciés, mais en donnant sa caution à telle version — celle de **Védrine**, par exemple.

Il semble bien, pourtant, que le rôle qu'on lui prête soit un rôle de composition : ses légendes dorées pèchent, en effet, par trop de contradictions. Examinons-les. Le jeune François Mitterrand est incorporé au 23<sup>e</sup> régiment d'infanterie coloniale en 1938. Malgré sa formation d'étudiant, il ne deviendra pas officier. Il a expliqué, en 1981, pour flatter la gauche qui devait le porter à l'Élysée : « J'étais antimilitariste. » A quoi son frère **Jacques**, le général d'aviation, répond : « En fait, il a fait une préparation militaire supérieure très fantaisiste. » A cette époque, le jeune Mitterrand fréquente, hors de la caserne,

une jeune fille, **Marie-Louise Terrasse**, qui deviendra la speakerine **Catherine Langeais**. Elle dit de lui : « Mon fiancé est mystique. » En même temps, pourtant, d'après son camarade **Paul Rambeauville-Nicolle**, il cède aux charmes capiteux de la très belle **Marguerite Donnadieu**, qui ne s'appelle pas encore **Marguerite Duras**. Alors ? Mystique ou jouisseur ? Antimilitariste ou négligent ? Pour l'instant, ces contradictions restent compatibles dans un esprit retors.

Les suivantes ne le seront pas. Affecté sur la frontière luxembourgeoise pendant la drôle de guerre, Mitterrand est blessé le 14 juin, la plupart de ses biographes s'accordent à le dire. Reste à savoir à quel endroit. Dans *Le Monde* du 10 mai 1981, le Président restait pudique : « J'ai fini ce bout de guerre-là (...) quelques éclats d'obus dans le corps dont je garde quelques-uns. » **Moulin** <sup>(1)</sup> est plus explicite : « C'est l'épaule droite. » **Manceron** <sup>(2)</sup> précise : « C'est l'omoplate. » Et **Giesbert** <sup>(3)</sup> confirme : « Ce sont les côtes. »

La blessure n'est pas seule à se balader. Le blessé ne se réveillera qu'après quatre jours de coma, à l'hôpital de

Bruyères, près de Vittel, au terme d'un long voyage en carriole à cheval, ayant transité par six hôpitaux. Comment un blessé inconscient peut-il savoir tout cela ? Mystère. Sans doute des témoins l'ont-ils raconté aux biographes. Hélas, on ne connaît ni leurs noms, ni leurs dépositions. Deux hommes, en revanche, mettent en doute cette histoire édifiante. Le lieutenant-colonel **Rousseau**, chargé de l'évacuation des blessés de l'hôpital de Vittel, affirme que Mitterrand, « blessé à la main », a sauté dans un camion d'évacuation. Ce que confirme un des blessés qui s'y trouvaient, **Jean Rigot**. Le lieutenant-colonel Rousseau a écrit plusieurs fois à François Mitterrand, sans que jamais celui-ci ne réponde.

## L'évadé évasif

Quoi qu'il en soit, voilà notre futur président prisonnier des Allemands au stalag IX A d'abord, puis au stalag IX C, près de Weimar, au commando 1515. Ses hagiographes le présentent comme un rebelle si soucieux de son indépendance qu'il refuse de travailler au camp. Pourtant, selon Claude Manceron, c'est en se joignant à une corvée qu'il parvient à sortir du camp le 5 mars 1941, dans l'obscurité du petit matin. Là encore, des divergences graves apparaissent dans les différentes versions du récit. Là encore, on n'a retrouvé aucun prisonnier du commando 1515 capable de dire : j'y étais, je connaissais Mitterrand, un jour, il a disparu.

Ramené au stalag IX A, après des péripéties qui varient suivant les biographes, Mitterrand retente « la belle » le 28 novembre 1941 en compagnie de deux camarades, **Levrard** et **Barin**, en sautant par-dessus des barbelés de 4 mètres. Selon Manceron, il « se cache sous un pont, de l'eau jusqu'à mi-corps », puis prend le petit train des ouvriers, sans que personne ne s'étonne de sa tenue trempée. Ici aussi, le rocambolesque s'accompagne de nombreuses contradictions. Et lorsque les Allemands reprennent Mitterrand, trop confiant, dans un hôtel de Metz, ils ne lui appliqueront, comme par miracle, aucune des sanctions ordinairement prévues pour les évadés : 21 jours de cellule, suivis de 2 mois de commando disciplinaire pour la première tentative, le commando disciplinaire à perpétuité pour la deuxième.

Au contraire, voilà notre monte-en-l'air déambulant, dix jours plus tard, dans le camp de Boulay, simple et tranquille jardinier. C'est de là qu'il prendra définitivement la poudre d'escampette en sortant paisiblement par la porte. On a raconté sa romanesque cavale, l'aide que lui aurait apportée une jeune buraliste, qui s'est rétractée depuis son premier témoignage. Mais un document surprend : sa profession de foi pour les élections législatives de 1946, qui mentionne toutes les belles qualités du candidat, avec une tendance à les enjoliver, porte : 2 évasions. Deux, pas trois. Dans *Le Monde* du 10 mai 1981, le futur Président écrivait d'ailleurs : « Je me suis évadé deux fois... avant de repartir pour la troisième, qui, comme



De gauche à droite : Rousselet, Roger Hanin, Christine Gouze-Réнал et Mitterrand ( photo prise lors du mariage de Mitterrand ).

chacun sait, fut la bonne. » Repartir, et non évader. Cela laisse à penser que l'« évasion » enfin réussie n'en serait pas une, et donne du poids à l'affirmation d'**Henry Coston** (4) : « Des adversaires politiques prétendent qu'il aurait été libéré sur l'intervention de **Jacques Doriot**, alerté par **Yves Dautun**, cousin de Mitterrand et dirigeant du PPF. »

D'autres encore pensent qu'une sœur, en relation avec des officiers allemands, ne fut pas inutile.

Antimilitariste douteux, évadé évasif, François Mitterrand n'en rentre pas moins en France. « Je devins résistant », dit-il simplement. En fait, il a d'abord résisté à son envie de résister. De janvier à mai 1942, il se repose à Saint-Tropez chez des amis. Puis, grâce à un ami de la famille, maréchaliste, le commandant **Le Corbeiller**, il trouve une situation au Commissariat des prisonniers à Vichy. On pense qu'il bénéficiera également d'autres appuis. D'après **Jean-Marie Borzeix** (5), « pendant plusieurs mois, il choisit de ne pas choisir ». Il fabrique des faux papiers, rejoignant ainsi la Résistance « sans le savoir ». En fait, pour venir en aide aux prisonniers, l'administration vichyssoise fabriquait officiellement des faux papiers.

Selon Manceron, il serait « médiocrement rémunéré ». Pourquoi accepter ce poste, alors ? Pour servir de couverture à ses activités de résistant, répond la thèse officielle. Mais elle ne résiste pas à l'analyse, puisqu'à l'époque lui-même ne résistait pas encore, et « a choisi de ne pas choisir ». Si donc François Mitterrand accepte ce poste obscur, c'est plus probablement par sympathie pour la révolution nationale. On l'a connu, en effet, avant la guerre, catholique, barrésien, maurassien, antimaçon, inscrit (1934) à l'Action Française et, le 2 février 1935, au premier rang des étudiants nationalistes qui manifestent contre « les étrangers ». En outre, d'après Moulin,

il aurait écrit à sa sœur, pendant la drôle de guerre, que cela le dégoûtait de mourir pour les « valeurs en cours ». C'est-à-dire pour la République maçonne, laïcarde et antinationale.

## Pétainiste de cœur, salarié de Vichy

Le voilà donc tout naturellement pétainiste de cœur et salarié de Vichy. Il écrit dans *France, Revue de l'Etat nouveau*, le périodique doctrinal de l'Etat Français. On y retrouve les signatures d'**Armand Lanoux**, **Jacques Laurent**, **Alexis Carrel** et bien sûr... **Philippe Pétain**. Il est nommé délégué national au Service des étudiants. Il travaille si bien qu'il demande et obtient la Francisque, la plus haute distinction de l'Etat Français, sous le matricule 2202. D'après ses hagiographes, il ne l'aurait reçue qu'en décembre 1943, se trouvant déjà à Londres. Ils se trompent : en effet, le matricule 2243 a été attribué le 9 septembre 1943 et le 2202, le sien, le 16 août. Ajoutons qu'il ne sera jamais radié de l'Ordre, comme l'ont été ceux qui ont rejoint la France combattante, **Roger de Saivre**, **Georges Loustaneau-Lacau**, **Pierre de Leusse**, etc.

Pour obtenir la Francisque, il fallait remplir deux conditions :

- 1 - avant la guerre, avoir pratiqué une action nationale et sociale conforme aux principes de la révolution nationale ;
- 2 - manifester, depuis la guerre, un attachement actif à l'œuvre et à la personne du Maréchal.

Qu'avait donc accompli François Mitterrand avant la guerre pour remplir la première condition ?

A cette question, beaucoup répondent qu'il avait appartenu à la Cagoule. Et ils en donnent de nombreuses présomptions.

Un épisode reconstitué de « Super-François contre le III<sup>e</sup> Reich » : en s'aidant d'une échelle — tout de même... — Mitterrand franchit des barbelés de 4 mètres de haut, lors de sa deuxième évasion. Dessin de Le Goff paru dans *Le Crapouillot* n° 104.





Au procès de la Cagoule, Jacques Corrèze (second à partir de la gauche) et Gabriel Jeantet (quatrième).

D'abord, les deux parrains qui l'ont proposé pour la Francisque, **Gabriel Jeantet** et le journaliste **Simon Arbellot** étaient tous deux cagouleurs. Son ami **François Méténier**, qui dirigeait les groupes de protection du Maréchal, aussi. De même **Eugène Deloncle**, le patron de l'organisation, dont la nièce, **Edith Cahier**, épousa le propre frère de François Mitterrand, **Robert**. Cagouleur également, le riche **Eugène Schueller**, propriétaire de l'Oréal, qui emploiera Mitterrand à la sortie de la guerre dans son hebdomadaire *Votre Beauté*, puis lui mettra le pied à l'étrier politique dans la Nièvre, en 1946. Un dernier indice incite à croire Mitterrand cagouleur. Dans la Résistance, il a choisi le pseudonyme de **Morland**, par référence au métro Sully-Morland. Or, tous les membres de la Cagoule entrés dans la Résistance prendront des pseudonymes de stations de métro. Exemple : **Duclos** ; **Saint-Jacques** ; **Courson Pyramides** ; **Dewavrin Passy** ; etc.

Notons ici que les cagouleurs s'infiltraient aussi bien à Londres qu'à Vichy. Après la guerre, certains d'entre eux donneront aux autres des brevets de bonne conduite ; si les choses avaient tourné autrement, ç'aurait été l'inverse. Voilà un jeu qui plait à cet ambitieux, froid, complexe, égoïste, prudent sinon attentiste, qu'est Mitterrand. Voilà qui illustre la « résistance sans le savoir » qu'il faisait à Vichy. Car, dans l'écheveau embrouillé de l'Etat Français, surtout parmi les militaires et l'extrême droite nationaliste, on comptait un fort courant anti-allemand, versé dans la résistance passive, administrative, les caches d'armes, la préparation de la revanche, etc. Le tout avec, suivant les cas, plus ou moins de courage, de clarté, d'efficacité. Et sous l'œil volontairement peu regardant d'un vieillard roublard et viscéralement « antiboches ». C'est dans ce vaste conglomérat que François Mitterrand trouverait naturellement sa place.

Telle est, d'ailleurs, la thèse de son ancien camarade d'université **Paul Rambeauville-Nicolle**. Selon lui, le cousin Yves

Dautun, le commandant Le Corbeiller et les amitiés cagouleurs de François Mitterrand ne suffiraient pas à expliquer son ascension ni son action à Vichy. Il faudrait y ajouter une amitié active avec **Robert Antelme**, neveu de **Piétri**, et collaborateur apprécié du ministre de l'Intérieur, **Pierre Pucheu**. C'est lui qui l'aurait introduit auprès de Pucheu, puis, avec un groupe d'officiers pétainistes, aurait organisé le premier noyau d'aide aux évadés, dans un esprit de résistance (vichyste) aux Allemands. Le tout, avec la bénédiction de Pierre Pucheu. Cette thèse reste à vérifier, mais elle colle assez bien à la psychologie du personnage.

Quoi qu'il en soit, cette conception était à mille lieux de celle des gaullistes, et François Mitterrand ne s'entendra jamais avec le Général. Selon **Michel Droit** <sup>(6)</sup>, une sale affaire ajouterait au mépris dans lequel **De Gaulle** tenait Mitterrand. Celui-ci, qui avait travaillé avec **Henri Frenay**, le fondateur du réseau Combat, jalousait son maroquin de ministre des Prisonniers. Et, au printemps 45, il aurait défilé sous les fenêtres du ministère dans un cortège qui criait : « Frenay au poteau ». Le Général l'aurait alors mis en demeure de se désolidariser par écrit de ces manifestants. Ce qu'il fit sans trop barguigner, sous la menace d'être arrêté.

Ambitieux, mais réaliste, tel il fut, jusqu'à l'extrême fin de la guerre.

**Martin PELTIER**

- (1) **Charles Moulin** : *Mitterrand intime* (Albin Michel)
- (2) **Claude Manceron** : *Cent mille voix par jour* (Robert Laffont)
- (3) **Franz-Olivier Giesbert** : *François Mitterrand* (Le Seuil)
- (4) **Henry Coston** : *Dictionnaire de la politique française*
- (5) **Jean-Marie Borzeix** : *Mitterrand lui-même* (Stock)
- (6) **Michel Droit** : *La Clarté du jour* (Gallimard)

■ En complément à l'article de Martin Peltier, nous publions ici plusieurs documents.

L'un (voir page 7) est un formulaire qui devait être obligatoirement rempli par tout candidat à la Francisque, signé de lui, et co-signé de ses deux parrains.

Il n'y a pas besoin de les commenter longtemps. Une simple lecture suffit pour constater que le candidat exprime une fidélité inconditionnelle au chef de l'Etat. Pour obtenir la Francisque, Mitterrand a évidemment signé ce formulaire.

Il n'est nullement exclu qu'il en ait conservé un exemplaire. En pareil cas, ce serait un geste honnête de sa part de le rendre public, à titre de document historique. Peut-être même pourrait-il prendre place dans quelque musée.

Le second document (ci-contre) est d'une toute autre nature. Il a figuré dans le numéro de février 1944 des *Cahiers antiracistes*, publication mensuelle, éditée à Alger des gens qui s'appelaient Bernard Lecache, ancien directeur de la LICA (Ligue internationale contre l'antisémitisme) et par Jean Pierre-Bloch, futur patron de la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme).

Il s'agit, tout bonnement — mais c'est une grosse surprise — d'une publicité pour L'Oréal.

Il faut ici se rappeler que L'Oréal, qui allait devenir une entreprise internationale considérable de cosmétiques et de parfums, fut fondée par Eugène Schueller. Le cagoulard. Un des animateurs, avec les autres cagouleurs Eugène Deloncle, Jacques Corrèze etc., du RNP première manière. Un des membres du comité de patronage de la LVF (Légion des volontaires français). Le père d'Eliane qui a épousé André Bettencourt, et qui figure aujourd'hui parmi les plus gandes fortunes mondiales. Antisémitisme à tout crin, du moins pendant la première partie de l'Occupation.

On se souvient peut-être qu'il y a quelques mois Jean Frydman, ancien patron de la publicité d'Europe 1, avait engagé à grand fracas un procès contre la direction de l'Oréal à laquelle il était lié par contrat. Il prétendait être victime d'une discrimination raciale, principalement due, selon lui, à l'un des dirigeants de cette entreprise à l'étranger, Jacques Corrèze.

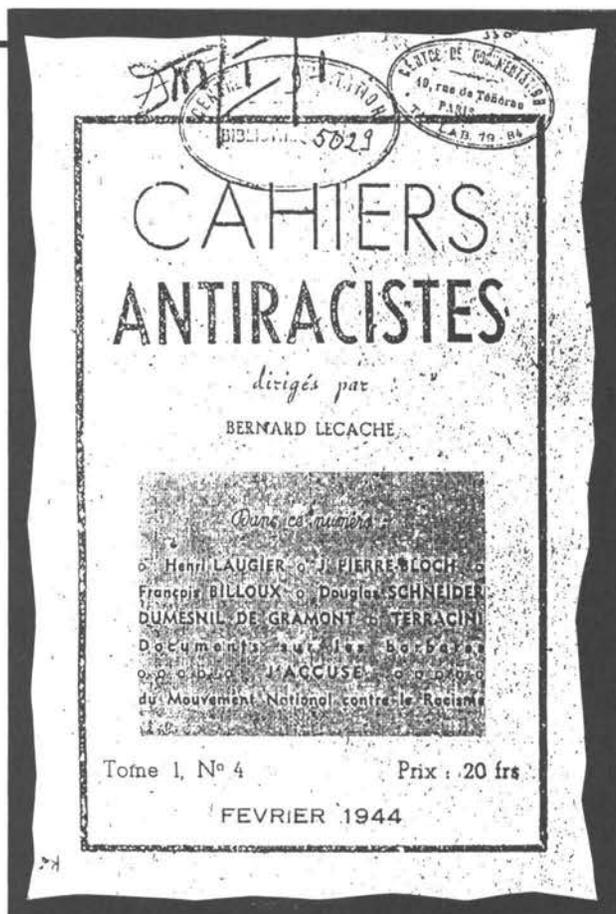
Et il avait découvert, à cette occasion, que l'Oréal avait eu à sa tête des affreux cagouleurs et antisémites !

Que ne s'était-il adressé à Jean Pierre-Bloch ? Celui-ci n'aurait pu manquer de lui faire savoir que l'Oréal, il connaissait depuis longtemps, puisqu'il avait accepté sa « pub » dans ses *Cahiers antiracistes*, en pleine guerre. Et que, par la suite, il n'avait pas hésité à assurer l'Oréal de sa sympathie, et de lui témoigner ses remerciements pour « la sensibilité et l'humanisme dont fait preuve un groupe comme le vôtre ».

De quoi hurler de rire !

Si l'Oréal de Schueller a trouvé grâce à Alger, dès février 1944 auprès de Bernard Lecache et de Jean Pierre-Bloch, ne serait-ce pas, par hasard, parce que cette firme fut dédouanée par l'intermédiaire du « franciscard » François Mitterrand, dont Schueller fera, après la guerre, le directeur de sa publication *Votre Beauté* ?

(1) Déniché par Gérard Le Marec, archéologue-historien.



# LOTIONS

O  
CAP

Cologne brillantiné  
Lavande

---

**Produits de la Société "L'OREAL"**

# DEMANDE D'ATTRIBUTION DE LA FRANCISQUE

Je soussigné déclare être Français de père et de mère, n'être pas juif aux termes de la loi du 2 juin 1941 (J. O. 14 juin 1941) et n'avoir jamais appartenu à une société secrète.

NOM : \_\_\_\_\_  
(en capitales)

Prénoms : \_\_\_\_\_  
(souligner l'usuel)

Né le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Profession actuelle : \_\_\_\_\_

Profession avant 1939 : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Nom de jeune fille de la femme : \_\_\_\_\_

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 194\_\_\_\_  
(Signature) :

Parrains éventuels : (1)

1° (nom) : \_\_\_\_\_  
(Signature) :

2° (nom) : \_\_\_\_\_  
(Signature) :

(1) Les parrains sont responsables des propositions qu'ils présentent au Comité d'Admission.

OBSERVATIONS :

W. V. - 6168

PARTIE A CONSERVER PAR LE CANDIDAT

# LA FRANCISQUE

67

1° La Francisque est l'insigne du Maréchal. Elle est décrite et sa reproduction protégée par l'Arrêté du 28 Mai 1941 (J. O. du 27 Mai).

2° La Francisque est une marque distinctive destinée à des Français dont le civisme et le patriotisme sont au service de la personne et de l'œuvre du Maréchal.

3° Elle n'est accordée par le Maréchal qu'après examen des titres du candidat.

4° Le port de la Francisque est réglementé par un décret.

### ENGAGEMENT :

« Je fais don de ma personne au Maréchal Pétain, comme il a fait don de la sienne à la France.

« Je m'engage à servir ses disciplines et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre ».

Prière d'adresser la correspondance à : Conseil de la Francisque,  
Pavillon Sévigné - Vichy (Allier).

▲ Un texte éloquent : il faut solliciter, certifier n'être ni juif (après la rafle de juillet 42), ni maçon, être prêt à suivre le Maréchal, le petit doigt sur la couture du pantalon.

◀ C'est dans ce numéro des Cahiers Antiracistes dirigés par Bernard Lecache que paraît à Alger cette surprenante publicité pour "l'Oréal".

► Et merci à "l'Oréal" pour son soutien (financier ?) et son « Humanisme » (sic)

## LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME



FONDÉE EN 1927

SIEGE CENTRAL :  
40, RUE DE PARADIS, 75010 PARIS  
TÉL : 47.70.13.28 • C.C.P. Paris 270-16 W  
FAX : 48.00.03.99

PRESIDENT-FONDATEUR :  
Bernard LECACHE

PRESIDENT D'HONNEUR :  
Gaston

Edouard BENES  
Albert EINSTEIN  
Edouard HERRIOT  
Léon JOUHAUX  
Joseph KESSEL  
Thomas G. MASARYCK  
Romain ROLLAND

\*

COMITE D'HONNEUR :

Joseph AIDENBAUM  
Claude AVELINE  
Harry BELAFONTE  
André BERGERON  
Jacques CHABAN-DELMAS  
Jacques CHIRAC  
Monseigneur ETCHEGARAY  
Laurent FABUS  
Jean FERRIOT  
Félix HOUPOUET-BOIGNY  
Pr François JACOB  
Grand-Rabbin Jacob KAPLAN  
Pr Alfred KASTLER  
Pasteur LA GRAVIERE  
Jean LECANUET  
François LÉOTARD  
Pr André LWOFF  
Albert MEMMI  
François MITTERRAND  
Prince NAPOLEON  
Louis Edmond PETTITI  
Abbé PIERRE  
Gilberte PIERRE-BROSSOLETTE  
Alain POKER  
Révérend Père RIOUET  
Emile ROCHE  
Gérard ROSENTHAL  
David ROSEMAN  
Maurice SCHUMANN  
et S. SCHWARTZ-BART  
Simone VEIL  
Elle WIESEL  
Pr Etienne WOLFF  
Fred ZELLER

Messieurs,

Je tiens personnellement à remercier la société l'Oréal pour le soutien qu'elle apporte avec "6 heures pour la fraternité" manifestations que nous organisons à Vincennes le 16 septembre 1940. Cette aide précieuse démontre, dit en etal besoin la sensibilité et l'humanité de votre direction. Puisque votre entreprise comme de votre exemple pour les Juifs Français dans le combat permanent que nous menons contre toute forme d'exclusion.

J. P. Vicens - Volant

Lisez chaque mois "le droit de vivre" le plus ancien journal antiraciste du monde  
Association titulaire d'un compte d'association à la Fondation de France n° 601203.

## Chapitre XIII

# L'OPERATION HERRIOT, BOUEE DE SAUVETAGE DE LA COLLABORATION OU RADEAU DE LA MEDUSE DE LA III<sup>e</sup> ?



Edouard  
Herriot :  
une de ses  
Innombrables  
embrassades  
«fraternelles».

**U**n agent américain, l'ambassadeur d'Allemagne Otto Abetz, quelques rescapés de la République défunte, des sbires de la Gestapo :... à onze jours de la Libération de Paris, Pierre Laval sort de sa manche le cacique radical.

Petit matin du 13 août 1944. Une nouvelle journée torride se prépare sur Paris, Paris encore allemand pour quelques jours. A l'Hôtel de Ville, un coup de sonnette tire de son lit le préfet de la Seine, René Bouffet. « Je suis gaullé », s'exclame le préfet après avoir vu par la fenêtre des civils peu engageants descendre de voiture. Au premier coup d'œil, il a reconnu des

hommes de la Gestapo. Quand un huissier annonce : « Le président Laval », Bouffet n'est pas plus rassuré. Il pense à quelque piège de la police allemande. Aussi, vite, il prévient le préfet de police, Amédée Bussièrre, qui le rassure : il s'agit bien du président Laval.

Le préfet de la Seine n'est pas au bout de ses surprises. Il se trouve bien face au chef du gouvernement de Vichy, mais Pierre Laval introduit après lui Edouard Herriot, accompagné de Mme Herriot et de l'ambassadeur d'Allemagne, Otto Abetz. Pendant que Mme Bouffet, revêtue en hâte d'un peignoir, fait préparer un petit déjeuner à ces invités très matinaux, Laval explique que le président Herriot s'installera à l'Hôtel de Ville, en attendant que les appartements du Palais-Bourbon soient remis à la disposition du revenant par les services allemands qui les occupent.

On a beau vivre des temps troublés, la présence d'Herriot, pontife du parti radical, cacique des caciques de la III<sup>e</sup> République et de « *ses mensonges qui nous ont fait tant de mal* », a de quoi surprendre en ce moment-là, sous ce patronage-là. En fait, le coup de théâtre n'est qu'apparent. Le joker Herriot, Laval l'a longtemps gardé dans sa manche, au cas où la situation militaire finirait par tourner mal pour les forces de l'Axe. Plusieurs fois, il est intervenu auprès de l'occupant pour obtenir l'élargissement du maire de Lyon — pourtant destitué par Vichy — que les Allemands ont mis en résidence surveillée. Le rusé Auvergnat, qui a l'art de se faufiler à travers les événements, se souvient qu'Edouard Herriot est le président en titre de la Chambre des députés. S'il veut réunir l'Assemblée nationale qui a abdicqué ses pouvoirs, le 10 juillet 1940, entre les mains du maréchal **Pétain**, Herriot est la carte politique maîtresse avec le président du Sénat, **Jules Jeanneney**.

## Un message à De Gaulle

Dès juin, après le débarquement des Alliés en Normandie, les intrigues se sont multipliées à Vichy pour préparer une passation des pouvoirs « en douceur », un rêve que caressent aussi bien le maréchal **Pétain** que Pierre Laval. Chacun d'ailleurs l'entretient de ses propres illusions. Sa formation de vieux militaire amène le Maréchal à croire qu'il pourra, finalement, s'entendre avec le général De Gaulle, « entre soldats », oubliant qu'à Alger son ancien protégé gouverne avec les communistes. A un agent secret gaulliste, Pétain a détaillé ses intentions : « *Vous direz aussi au Général que je n'ai pas l'intention de rester au pouvoir ; quelques mois seulement avec lui pour assurer la transition et consolider l'union qui naîtra de notre entente. Ensuite, le plus vite possible, je voudrais retourner vivre en paix dans ma propriété et y achever mes jours tranquillement.* »

Le Vatican propose une médiation qui, bien entendu, échoue. Même si les Alliés piétinent en Normandie, au 22 juillet il est clair que la Wehrmacht n'a plus les ressources pour les rejeter à la mer, comme le prédisaient déjà les durs de la Collaboration. Le maréchal Pétain a compris qu'au moment décisif, quand les troupes du général **Eisenhower** entreront à Paris, les Allemands ne le laisseront pas libre de ses mouvements. Aussi, il reçoit l'amiral **Auphan** dans sa propriété du Lonzat, près de Vichy, et il lui remet un blanc-seing signé de sa main : « *Je donne pouvoir à l'amiral Auphan pour me représenter auprès du haut commandement anglo-saxon en France et éventuellement prendre contact de ma part avec le général De Gaulle ou ses représentants qualifiés, à l'effet de trouver au problème politique français, au moment de la libération du territoire, une solution de nature à empêcher la guerre civile et à réconcilier tous les Français de bonne foi, etc.* »

Laval, plus ou moins tenu au courant de ces démarches, vient à son tour au Lonzat où il déjeune avec le chef de l'Etat. « *Je sais, dit-il à Pétain, que vous caressez encore l'espoir d'une entente avec De Gaulle, mais vous vous trompez... Il n'y a rien à faire.* » Laval, lui, a d'autres idées en tête. Vieux parlementaire, deux fois président du Conseil, et plusieurs fois ministre de la République défunte, il pense à une solution ou plutôt à des combinaisons politiques.

Mais il faut faire très vite, car sur le front de Normandie la 1<sup>ère</sup> armée américaine a réussi une percée décisive, le 25 juillet, en direction du sud. Les 30 et 31 juillet, Granville et

Avranches sont libérées. Les unités alliées se déploient en éventail à partir de la brèche ouverte, en direction de l'ouest et aussi vers l'est. Le 3 août, le général **Patton** est à Rennes, le 6, il menace Vannes qui sera prise le 7.

## Le « souhait » de Roosevelt.

C'est le 6 août, précisément, que Laval reçoit à Châteldon, son village natal, la visite d'un personnage mystérieux. L'homme est un Grec depuis longtemps naturalisé français, **André Enfière**, qui est arrivé la veille à Vichy. Membre du parti radical, ami du beau-frère d'Herriot, le docteur **Rebatel**, il a toute la confiance du président de la Chambre des députés. Non seulement Enfière est en relation avec Herriot, mais il connaît bien Laval et il a aussi le contact avec le président du Conseil national de la Résistance, **Georges Bidault** — qui a succédé à **Jean Moulin** après l'arrestation de Caluire — et avec les autorités américaines, via **Alen Dulles**, officiellement attaché à l'ambassade des Etats-Unis à Berne et, en fait, grand manipulateur des services américains dans toute l'Europe en guerre. Dulles a, dit-on, l'appui personnel de **Franklin Roosevelt**. Que dit le messenger à Laval ? « *Le président Roosevelt souhaite que le président Herriot soit éventuellement en mesure de constituer un gouvernement. Il désire que vous le fassiez libérer et, si vous y parvenez, il vous en tiendra compte.* »

Laval ne pouvait espérer une plus belle occasion de rebondir. Selon un de ses proches, le garde des Sceaux, **Maurice Gabolde**, dès le débarquement allié, Laval envisageait « *le retour aux institutions républicaines* », pensant « *jouer un rôle analogue à celui qu'il avait rempli en 1940 à Vichy, en servant d'agent de substitution du régime parlementaire à celui du Maréchal* ». Abetz, qui depuis l'avant-guerre et ses fréquentations, de la loge Goethe à la Grande Loge de France, a gardé un faible pour le personnel politique issu de la gauche,



Pierre Laval : dans sa manche il avait gardé le joker Herriot. Raté.

délivre facilement les *ausweiss* nécessaires pour venir à Paris, moyens définitivement refusés au Maréchal. Laval voyage toute la nuit du 8 au 9 et, malgré la fatigue, il s'attaque aussitôt à son projet. Dans les notes qu'il a rédigées en prison avant sa parodie de procès, le président Laval a décrit ses intentions à son arrivée dans la capitale :

« Trois problèmes me préoccupaient :

- 1) le ravitaillement de la capitale,
- 2) la négociation avec le gouvernement allemand d'une convention pour que Paris ne soit pas défendu,
- 3) la convocation de l'Assemblée nationale.

Ainsi j'aurais eu le moyen de rendre compte des conditions dans lesquelles le gouvernement avait été amené à agir pendant l'Occupation et, ce qui me paraissait encore plus important, les pouvoirs légaux et constitutionnels de la France eussent été régulièrement transférés. C'était là, à mon sens, la seule façon, après le bouleversement de la guerre, de créer un climat de concorde et d'union dans le pays. »

Durant neuf jours, grillant cigarette sur cigarette, se reposant peu, improvisant beaucoup, « l'homme à la cravate blanche » déploie tous ses talents de séduction pour réussir ce 10 juillet à l'envers. « *Ce Pierrot, c'est le Pierrot des grands jours* », s'émerveille **Anatole de Monzie**, un des ténors de la III<sup>e</sup> que, bien entendu, Laval consulte alors qu'il penche ouvertement vers la Résistance et qu'il est recherché par la Gestapo. A l'Hôtel Matignon, où le chef du gouvernement s'est installé, il teste sa manœuvre sur le président du Conseil de Paris, **Pierre Taittinger**, et le président du Conseil départemental de la Seine, **Victor Constant**, accompagnés des membres du bureau des deux assemblées. Ceux-ci sont très inquiets des difficultés d'approvisionnement de la capitale et des réelles souffrances de la population. Mais ils sont encore beaucoup plus préoccupés des troubles qui risquent de suivre la libération et des dangers d'une situation insurrectionnelle. Ils approuvent donc, d'emblée, le projet. Aux parlementaires en vacance de Parlement depuis quatre ans, qu'il consulte ce jour-là et les jours suivants, Laval présente un vaste plaidoyer de sa politique à



**Chautemps.**  
Haut dignitaire maçon. Réfugié aux Etats-Unis.

Vichy et il argumente sur la solution Herriot.

Déjà dans Paris des noms de futurs ministres sont avancés entre initiés. Initiés, c'est le cas de le dire : les ministrables appartiennent souvent à la franc-maçonnerie, pourtant interdite depuis 1940. On parle de **Camille Chautemps**, haut dignitaire maçon, ancien vice-président du premier gouvernement du maréchal Pétain. Pour l'heure, il est aux Etats-Unis, mais aussi méfiant que le président Roosevelt à l'égard du général De Gaulle, Chautemps aurait l'appui du gouvernement américain. On parle aussi de **Ludovic-Oscar Frossard**, d'**Eugène Frot**, de **Chichery**, de **Georges Rivollet**, de Monzie, tous rescapés du personnel politique de la III<sup>e</sup> République. Et, bien sûr, Edouard Herriot apparaît comme la personnalité toute désignée pour recevoir le général **Eisenhower** à Paris. Herriot n'est-il pas particulièrement bien vu des milieux d'affaires américains, depuis qu'il a bataillé pour le remboursement des dettes de guerre aux Etats-Unis ?

Le 11, Laval poursuit ses préparatifs fébriles. Il entraîne le préfet de police étonné dans les allées de l'Hôtel Matignon. **Bussière** est chargé de trouver tout de suite « *une habitation sûre, paisible et confortable* » pour installer Herriot et son épouse dans les prochains jours. Président, comme élu d'Aubervilliers et sénateur de la Seine, l'Union amicale des maires du département, Laval réunit, à 18 heures, ses collègues à l'Hôtel Matignon. Aux 87 maires d'arrondissements de Paris et des communes de banlieue, en majorité des anciens élus confirmés à leur poste par Vichy, il annonce qu'il part chercher Herriot et qu'il va convoquer l'Assemblée nationale. Les maires votent une motion de confiance à leur président, « *persuadés, proclament-ils, qu'il trouvera dans son amour pour la Patrie blessée les voies du salut qui conduiront vers sa résurrection* ».

Aussitôt après la réunion des maires, Laval revoit Abetz qu'il a déjà informé de ses intentions le 9. « *Je lui fis valoir tous les arguments en faveur du retour du président Herriot* », écrit-il dans ses fameuses notes. « *L'ambassadeur se rendit à mes raisons en m'indiquant que je pouvais, si je le voulais, aller annoncer moi-même au président de la Chambre qu'il était libre.* » Otto Abetz assurera plus tard qu'il prit sur lui d'autoriser l'opération. Averti par ses informateurs, le général **Oberg**, commandant en chef des SS et de la police allemande en France, charge le *Hauptsturmführer*, chef des services politiques de la Gestapo, **Roland Nosek**, de suivre l'affaire. Et, en même temps, sans doute, Oberg transmet-il l'information à Berlin.

## Scènes d'embrassades

A 3 heures, le 12 août, Laval part pour Maréville, près de Nancy, où Herriot — d'abord interné en 1942 à la prison d'Evaux — a été transféré dans une maison de santé. Le Président simule une dépression nerveuse, alors qu'à 74 ans sa santé mentale est beaucoup plus sûre que sa résistance physique. Laval est accompagné du mystérieux Enfière et de voitures d'escorte allemandes, gracieusement fournies, si l'on peut dire, par Nosek qui est personnellement présent. En début d'après-midi, le cortège s'arrête devant la maison de santé de Maréville. « *Vous êtes libre*, dit Laval à Herriot. *Vous pouvez rentrer à Paris. Je suis venu vous l'annoncer.* » Scènes d'embrassades et d'émotion. Mais Laval doit encore faire connaître le prix de cette liberté au président de la Chambre des députés. « *Je suis abasourdi, je ne réalise pas ce que vous m'annoncez* », répétait Herriot, en se passant la main sur les yeux et le front, racontera le préfet de Lorraine, **André-Jean Faure**, qui assistait à l'entretien.

Bien sûr, Herriot est manifestement réjoui de se trouver libre — fût-ce de façon précaire. Il est prêt à jouer un rôle de premier

## L'affaire Herriot vue par le collabo Déat...

● Les deux (*Pétain et Laval*) avaient l'idée de réussir une sorte de passation régulière des pouvoirs ! Ce qui suffisait à démontrer que ni l'un ni l'autre n'avait une notion valable de la situation réelle. Il fallait une grande naïveté, une profonde ignorance de la structure de la Résistance et du gaullisme, et fort peu de mémoire (avaient-ils donc oublié la sinistre aventure de *Pucheu* ?), pour se flatter d'obtenir un mot de réponse de *De Gaulle*, et pour imaginer je ne sais quelle rencontre historique où, avec un discours à l'appui, la France de Vichy aurait transmis l'Etat français à la France de Londres et d'Alger. Ce n'est pas que l'idée, considérée *sub specie aeternitatis* n'eût sa grandeur et n'apparût séduisante.

(*Mémoires politiques*, éd. Denoël, 1989)

## ... et par « l'anar » Galtier-Boissière

● Le bougnat (*Laval*) chercherait à rassembler les moins mouillés de ses collabos et les plus mous des résistants pour constituer un noyau parlementaire, à seule fin de dédouaner les personnages les plus compromis. Le chef du gouvernement de demain serait *Chautemps*, retour d'Amérique.

(*Mon Journal pendant l'Occupation*, éd. de la jeune Parque, 1944)

plan dans le « retour à la légalité républicaine ». A condition que le président **Jeanneney** revienne lui aussi à Paris. D'ailleurs, rappelle Herriot, c'est constitutionnellement le président du Sénat qui est habilité à convoquer les deux chambres en Assemblée nationale. Laval sait cela. Il promet : on ira chercher Jeanneney à Grenoble. Le départ manque bien d'être retardé pour de bon, quand Herriot pose la question de son logement à Paris. Laval souhaite l'installer auprès de lui, à l'Hôtel Matignon. Herriot refuse : il veut regagner son appartement personnel. Par crainte des attentats, cette fois, c'est Laval qui s'y oppose. Finalement, un *modus vivendi* est trouvé : il s'installera dans les appartement de la préfecture de la Seine à l'Hôtel de Ville. « *Je suis un sans-logis ; j'irai donc à la maison commune* », convient le maire de Lyon.

## « Sans Jeanneney, je suis bancal »

Une fois dans la capitale, Edouard Herriot ne se départit pas de sa première attitude. Informé des événements militaires, en politique madré, il cherche tout bonnement à gagner du temps. Le plan Laval n'a plus aucune chance matérielle de réussite. La France n'est plus qu'un grand champ de bataille. Le jour-même de son départ de Maréville, Chartres a été libérée. La grève des chemins de fer, d'abord partielle, est quasi générale depuis deux jours. La police parisienne commence à donner de sérieux signes de résistance. **Marcel Déat**, avant de quitter la capitale, a fait un mot à ce propos : « *Il y a la moitié de la Police dont on est sûr qu'elle n'est pas sûre, et l'autre moitié dont on n'est pas sûr qu'elle soit sûre.* »

Comment, dans ces conditions, espérer sérieusement faire

venir à Paris députés et sénateurs ? Combien viendront d'ailleurs, et quelle sera leur réelle représentativité ?

Consigné à la préfecture, Herriot préfère attendre que l'Histoire avance ses pions, sans se compromettre plus avant.

Et il rappelle ses exigences. D'abord, qu'on le débarrasse des quatre policiers attachés à ses pas. Quand il sera libre, vraiment libre de ses mouvements, et installé à la présidence de la Chambre, alors pourra-t-il travailler sérieusement. Il exige encore le retour immédiat du président du Sénat : « *Sans Jeanneney, je suis bancal* », répète-t-il à Laval.

Un ordre de Berlin va mettre un terme à l'échafaudage fragile de Pierre Laval et réduire à néant les spéculations d'Edouard Herriot. Le 15 août, le général **de Lattre** et les Alliés ont débarqué en Provence. Le 16, justement, le temps est à l'orage. Dans la soirée, l'*Hauptsturmführer* Nosek se présente seul, en grand uniforme, à l'Hôtel de Ville. Le président de la Chambre est déjà en pyjama et il a mis une robe de chambre pour recevoir le policier. Nosek lui signifie qu'il doit regagner Maréville le lendemain, que sa vie est menacée à Paris et que son retour aura lieu « *dans son propre intérêt et celui de sa femme* ». D'après Nosek, Herriot eut un vrai accès de fureur : « *A quoi pensez-vous, pour qui me prenez-vous ? Je suis le président de la Chambre française, j'ai toujours été correct à l'égard de l'Allemagne et vous interdisez un tel traitement.* »

Herriot en criant, frappe sur la table, si bien que Mme Herriot arrive pour calmer son mari. Bouffet prévient aussitôt Laval qui arrive à l'Hôtel de Ville et injurie copieusement Nosek. Par téléphone, il demande à Abetz de venir les rejoindre. L'ambassadeur est livide. On comprend son émotion : son initiative imprudente de laisser faire Laval a été désavouée de façon cinglante par ses supérieurs. Il ne peut qu'accuser réception de la lettre de protestation que Laval le charge de transmettre à Hitler. Et il promet de reporter toute décision de départ d'Herriot en attendant la réponse de Berlin. Le marché est clair. Laval, dans la protestation écrite qu'il remet à l'ambassadeur, prévient que si l'arrestation d'Herriot était maintenue, il se considérerait « *comme prisonnier au même titre que le président Herriot* ».

Le lendemain, les ordres n'avaient pas varié. A un détail d'importance près : Herriot devait partir avec le gouvernement, sous la contrainte. Le déjeuner qui réunit rue de Varenne les Laval, Herriot, **René** et **Josée de Chambrun** (le gendre et la fille de Laval) et Abetz fut lugubre. Mme Laval, à un moment, prit la parole pour reprocher à Abetz le nouveau diktat allemand : « *Monsieur l'ambassadeur, ce départ dans de telles conditions est impossible. Regardez dans quelle situation douloureuse il nous mettrait tous.* »

Herriot affirma à son tour que : « *si on le contraignait, on mettrait tout le monde dans un grand embarras* ». Il dit encore tout le mal qu'il pensait du maréchal Pétain, qu'il ne lui serrerait jamais la main. « *Vous, Laval, c'est différent ; vous vous expliquerez, mais serrer la main de Pétain, jamais. Il est l'ennemi de la République, je n'ai pas plus confiance en lui qu'en De Gaulle, ce sont des ambitieux, et c'est la raison pour laquelle j'étais rentré. On me remmène par la force. Je n'y peux rien que subir.* »

Derniers propos très révélateurs de l'affaire Herriot qui apparaît plus comme une opération « radeau de la Méduse de la III<sup>e</sup> République » que comme la dernière bouée de sauvetage de la Collaboration. Pendant une brève période, un agent américain, l'ambassadeur d'Allemagne, quelques rescapés du régime d'antan et jusqu'à des sbires de la Gestapo avaient lié, bon gré mal gré, leurs efforts à ceux du chef du gouvernement de Vichy pour court-circuiter De Gaulle et ressusciter la République défunte.

Jean MELISEY

## Chapitre XIV

# GEORGES ALBERTINI : UN DESTIN HORS SÉRIE



Georges Albertini, rescapé de l'Épuration, recyclé sous la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République.

**U**n jour d'octobre 1944, **Albertini**, qui vivait depuis août dans la clandestinité, avait rendez-vous place des Ternes avec un informateur.

Il voulait savoir ce qu'étaient devenus sa femme et son fils (quinze mois), enlevés par les FTPF (Francs-tireurs partisans français).

L'informateur était un « indic ». Albertini se retrouva à Fresnes.

A la Libération, par mesure de sécurité, il s'était séparé de sa femme, « Maxe », et lui avait procuré un domicile différent de leur logement habituel. Au bout de quelques semaines, elle décida de revenir chez elle. Première imprudence. Parvenue, avec son fils dans ses bras, devant la porte de son appartement, elle vit qu'elle était ouverte. Elle entra : seconde imprudence. Fatale.

Les FTPF étaient là. Ils s'emparent d'elle, la ligotent sur une chaise, dénudent son torse. Et se mettent à la cravacher.

— Dis-nous où est ton homme ! »

Elle ignorait son adresse. Elle hurlait. L'enfant entendait ses cris. Elle fut conduite dans un camp de concentration (pardon : de détention, le terme de « concentration » étant, je crois, le monopole d'une certaine communauté ethnique).

L'enfant fut confié à l'Assistance publique.

Il y mourut.

Non pas, semble-t-il, qu'il y ait été maltraité. Simplement, il refusa de s'alimenter. Il avait entendu crier sa mère. Il en avait reçu un choc. Ça s'appelle, je crois, traumatisme psychique. C'est une expression qu'on trouve partout, dès qu'un moutard encaisse une réprimande un peu dure de ses infâmes géniteurs. Il y a des pelletées de psychiatres pour concocter sur ces douloureux problèmes.

Simplement, je ne crois pas qu'il y en ait eu un seul pour pondre quelques lignes savantes sur le « syndrome du fils Albertini ».

En décembre 1944, défendu par maîtres **Frot** et **Paz**, Georges Albertini comparut devant la Cour de justice de la Seine.

Il s'en tira avec cinq ans.

J'écris à dessein « il s'en tira », parce qu'étant donné ses fonctions à la tête du RNP, c'était en effet une peine remarquablement légère. En décembre 44, on fusillait à tout va : **Suarez**, **Paul Chack**...

A ce sujet, j'ai entendu diverses explications :

— Le récit à l'audience des tortures subies par sa femme, la mort de son fils et la déposition dramatique de **Madeleine Finidori**, une ancienne socialiste, vont impressionner le tribunal. (Les jurés étaient communistes. J'ai vu leurs gueules quand j'ai comparu en Cour de justice, en 1946. Pas impressionnables du tout).

— On était en pleine contre-attaque allemande (l'offensive **Von Rundstedt**). Le tribunal ne savait pas comment les choses allaient tourner. Il a pris peur. (Ça ne m'a jamais convaincu. On ne change pas en 48 heures un climat de répression.)

— Albertini était franc-maçon. Les avocats d'Albertini étaient francs-maçons. Le président du tribunal était franc-maçon. (Albertini avait beaucoup de relations dans les milieux maçonniques. Nul n'a jamais pu prouver qu'il fût initié.) Ses avocats ? Eugène Frot était maçon. *Dans mon Histoire secrète du PCF*, j'ai indiqué, de bonne foi que Paz l'était aussi. Il m'a adressé une lettre pour le nier avec vigueur. Je n'ai aucune raison de mettre sa parole en doute, et je rectifie donc ce que j'ai pu écrire par ailleurs.

Je n'ai rien pu savoir sur le président du tribunal.

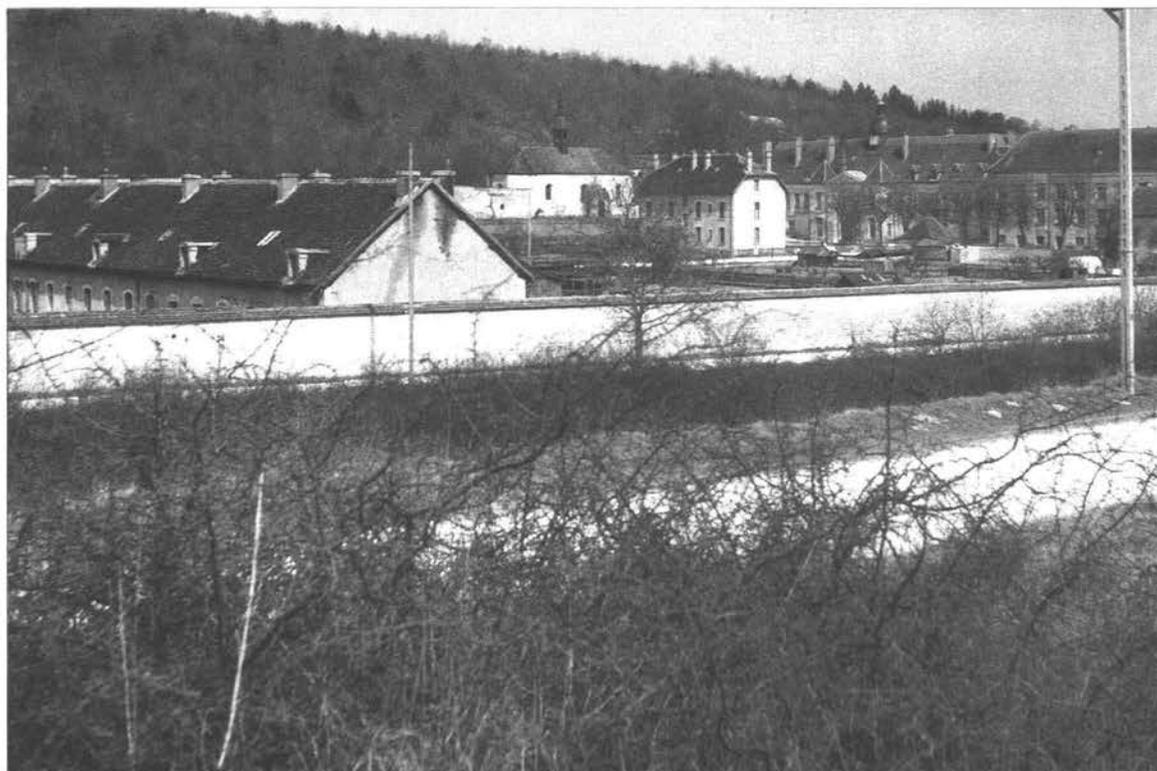
De toute façon, un président •• du tribunal pouvait-il imposer cette peine (très faible, vu l'époque) à des jurés communistes soumis aux seules consignes de leur parti ?

Personnellement, j'en doute.

Il y a donc un mystère du verdict Albertini. De même qu'il y a un mystère — à mes yeux, du moins — de ses protections en prison. Expédié après sa condamnation à la centrale de



Eugène Frot.



La centrale de Clairvaux.

Clairvaux (régime très dur), il y devint assez vite vague-mestre. Transféré quelque temps plus tard — contre son vœu — au camp de Varaigne, près d'Épinal, où je le retrouvai, il lui fallut seulement quelque six semaines pour redevenir vague-mestre.

Poste de contrôle, en prison, important.

### ● *La visite de Bouvier-Ajam*

Peu après sa libération, Albertini résidait, en compagnie de sa secrétaire (qu'il allait épouser après son divorce), **Gilberte Altmayer**, rue de Lasteyrie, dans un deux pièces, au rez-de-chaussée. Il me raconta que Bouvier-Ajam était venu le voir pour lui annoncer que **Georges Cogniot** voulait absolument le rencontrer. Rencontre qu'il avait déclinée.

Bouvier-Ajam était, à la fin de l'Occupation, à la tête de l'Institut d'études corporatistes. Il avait de bonnes relations avec le RNP. A la Libération, il ne fut pas inquiété : il avait épousé une avocate communiste.

Pour ceux qui l'auraient oublié, rappelons simplement que Georges Cogniot était un des intellectuels en vue au parti communiste.

Il y eut donc là, côté communiste, une approche étrange en direction du « traître » Albertini, approche que le « traître » déclina. Avec le temps, j'ai formulé, sur cet épisode, une



Hélène et Marcel Déat dans la clandestinité, en Italie au début des années 50. Albertini a commencé son essor.



Roger Duchet, le patron des Indépendants : en étroite liaison avec Albertini.

hypothèse, mais je ne possède aucune preuve pour l'étayer. Je me permettrai donc de la garder pour moi.

En prison, Albertini avait partagé la cellule d'**Hippolyte Worms**, le patron de cette banque importante contre laquelle, à diverses reprises, **Déat** fulmine dans ses *Mémoires*.

En 43-44, c'était la guerre contre Worms, les trusts, la synarchie. En 45, Hippolyte, qui ne va pas tarder à retrouver le chemin de la liberté, apprécie l'intelligence du jeune socialiste Albertini. Il lui propose de venir le voir dès sa sortie de prison. Il va lui procurer un *job*, sans doute médiocrement rémunéré, au début du moins.

Mais Worms, c'est une clé, ça ouvre un tas de portes : vers FO, où de nombreux contacts vont se nouer avec des « frangins » ••• comme **Chevalme** et **Bergeron** ; avec le groupe des Industries métallurgiques et minières, qui va financer le BEIPI (*Bulletin d'Etudes et d'Informations politiques internationales*), première mouture d'*Est et Ouest*, fer de lance de la lutte acharnée contre le communisme et l'Union soviétique.

### ● *Homme de l'ombre*

A partir de là commence la vie de Georges Albertini, *L'homme de l'ombre*. Bon titre pour un récit, somme toute assez terne, concocté par un médiocre de *La Croix*. (1)

On ne peut ici que résumer les étapes principales d'un destin passionnant.

**Première étape** : la IV<sup>e</sup> République. C'est peut-être le zénith du « cher Jojo ». Il est branché tous azimuts :

— sur les indépendants, grâce à Roger Duchet, avec qui il entretient des relations très étroites ;

— sur les socialistes, chez qui il a conservé des attaches, notamment avec **Pierre Commin**, bras droit de **Guy Mollet** ;

— sur le radical **Martinaud-Déplat** (franc-maçon) ; sur cet autre « frère » qui a peut-être pris quelques distances avec les loges, **Emile Roche**, qui patronne le Conseil économique et social ;

— sur beaucoup d'autres radicaux ;

— toujours sur le patronat, Force ouvrière...

— sur le Vatican : il est en liaison avec le cardinal

**Tisserand** ;

— sur **Mitterrand**, devenu garde des Sceaux. Il obtient de lui la grâce d'**Henri Barbé** et de **Pierre Celor**, qui ont été condamnés à la Libération. Contre quelle contre-partie ? Sonnante et trébuchante ?

— sur certains milieux juifs, par l'intermédiaire de **Boris Souvarine** ? De ce côté, je n'ai eu aucune information.

Ce que je sais, en revanche, c'est que lorsque des élections partielles ont lieu, une sorte de pacte tacite est établi :

- si le candidat socialiste précède l'indépendant au premier tour, celui-ci va se retirer et se désister en sa faveur pour barrer la route au communiste ;

- si c'est l'indépendant qui arrive en tête, le candidat socialiste se retire purement et simplement, en invitant ses électeurs à ne pas reporter leurs voix sur le communiste resté en lice.

Il arrive qu'Albertini va rendre visite à certains candidats. Dans sa mallette, on dit qu'il transporte quelques solides espèces, fort appréciées desdits candidats.

**Deuxième étape** : le retour de **De Gaulle**

Là, les choses vont moins bien. Je me souviens qu'il n'était pas chaud quand les généraux lancèrent d'Alger, par la bouche de **Salan**, l'appel à De Gaulle.

Albertini avait, certes, des contacts avec les milieux gaullistes, par l'intermédiaire d'un grand dadaï, ministre éphémère, et surtout par **Louis Vallon**, qu'il avait connu au parti socialiste.

Il semble un moment hésiter quand les choses tournent mal en Algérie. Une semaine, il est pour l'OAS, une autre pour De Gaulle. Je le quitterai, après une altercation, parce qu'en définitive, il choisit le camp des vainqueurs.

Et il va s'aligner sur le gaullisme.

## ● *Marie-France Garaud, Juillet, Pompidou*

Il écrit même à De Gaulle — qui le remercie — une lettre où il lui exprime son admiration.

En même temps, il a noué de nouveaux contacts : avec **Juillet**, avec **Marie-France Garaud**.

Troisième étape : ces contacts vont être précieux pour lui, mais pour un temps assez court. De Gaulle meurt, Pompidou lui succède. Albertini devient un de ses conseillers. Il place auprès du président de la République le commissaire de police (franc-maçon) qui assurera la sécurité de l'Élysée. Il est en contact avec Marie-France Garaud et avec Juillet. Quand celui-ci part en province, s'occuper de ses moutons, Albertini rapplique, s'installe dans son bureau, donne des coups de

téléphone, reçoit des visiteurs.

Et puis il continue à avoir des relations un peu partout.

Par exemple, avec un jeune garçon adepte de la barre de fer, mais doué et fort ambitieux : c'est Albertini qui mettra le pied à l'étrier à **Alain Madelin**.

Par exemple aussi, avec **Jean-Baptiste Doumeng**. C'est celui-ci qui me l'apprendra lors d'un déjeuner-débat du Cercle de la Presse privée, où j'ai quelque peu asticoté le patron d'Interagra.

— Il est intelligent, me dit-il. Je déjeune de temps en temps avec lui. Il m'a demandé d'intervenir pour l'ancien mari de sa femme, qui avait des problèmes avec sa retraite. Je l'ai fait volontiers.

Altmeyer est un ancien du parti communiste. Il était membre du RNP quand la jeune Gilberte, qu'Albertini épousera en secondes noces, était l'active secrétaire de celui-ci.

Ces déjeuners épisodiques entre l'anti-communiste primaire, vulgaire et systématique Georges Albertini et le communiste Jean-Baptiste Doumeng, interlocuteur privilégié, à l'époque, des soviétiques — bien avant **Georges Marchais** — peuvent



Louis Vallon, ancien de la S.F.I.O.

**Une voix pour vous faire entendre**

**Liste la France en tête avec Marie-France Garaud**

ÉLECTION DES DÉPUTÉS

**Voter utile,**  
c'est voter pour vos idées.

**Voter utile,**  
c'est voter pour ceux qui se battront pour les faire triompher.

**Voter utile,**  
c'est voter pour des femmes et des hommes nouveaux qui sauront faire entendre votre voix.

**Voter utile,**  
c'est voter pour ceux qui veulent écarter du pouvoir l'idéologie socialiste et qui refusent de se compromettre avec elle.

**Voter utile,**  
c'est voter pour

**« LA FRANCE EN TÊTE »  
AVEC MARIE-FRANCE GARAUD**

Marie-France Garaud, toujours combative.

paraître bizarres. Pas tellement, à mon sens. Albertini a toujours un pied chez Worms. Et la banque est en affaires avec l'Union soviétique. Notamment pour des questions maritimes. Et les affaires restent les affaires...

### ● Une absence de curiosité surprenante

Ce qui est plus surprenant, c'est qu'un homme qui entretient autant de relations et qui mène, « dans l'ombre » sans doute, une carrière fascinante qui ne peut guère échapper à l'attention de nombreux observateurs, n'ait jamais fait l'objet d'une enquête approfondie.

J'ai entendu citer parfois le cas du *Spiegel*, comme celui d'un grand magazine allemand capable de brancher un enquêteur sur une piste pendant un an, de recueillir de lui 200 pages de texte, dont il conserverait une vingtaine pour une publication-choc, extrêmement fouillée.

Le *Spiegel* ne s'est jamais intéressé au cas de Georges Albertini, ni à celui de Georges Marchais pour son séjour en Allemagne.

Ce n'étaient, me dira-t-on, que des Français.

Ce qui est sûr, c'est que ni *Le Nouvel Observateur*, ni *L'Express*, ni *Le Point*, ni les chaînes de télévision n'ont entrepris d'enquêtes semblables sur leurs mystérieux compatriotes.

Un homme l'aurait fait, me dit-on. Il se nomme **François Duprat**.

Le livre qu'il préparait aurait suscité les inquiétudes d'Albertini et de maître **Devedjian**.

Duprat succombera à un attentat. Une charge explosive télécommandée a été placée sous sa voiture. Pour autant, je ne suis nullement convaincu que les renseignements recueillis par Duprat aient été de nature à justifier une « liquidation ». Et puis, l'Albertini que j'ai connu ne paraît pas du tout avoir été l'homme capable de dépêcher des tueurs.

Lui-même, après le décès de Pompidou, se survit. Giscard ne veut pas de lui. Pour des raisons que j'ignore. L'ancien secrétaire général du R.N.P. continue à maintenir de bonnes liaisons avec Juillet et Marie-France Garaud. Mais ces derniers vont rompre avec **Chirac**.

Quelques années encore, et Albertini, après une opération de la vésicule biliaire qui semble de routine, va succomber à un cancer.

Ses papiers, semble-t-il, n'ont pas été retrouvés. Ou alors, ils ont été détruits.

R. G.

## EDGAR FAURE ET LES « COLLABOS »

■ Parmi les personnalités politiques importantes que Georges Albertini eut l'occasion d'approcher, il faut citer Edgar Faure.

A ce propos, dans le livre *L'Homme de l'Ombre Georges Albertini 1911-1983*, de Laurent Lemire, journaliste à *La Croix*, on trouve le passage suivant :

« Grâce à ses compétences, le centre anticommuniste d'Albertini,.... impose silence aux détracteurs de François Mitterrand et d'Edgar Faure. Ce dernier précise d'ailleurs dans ses *Mémoires* que c'est à cette époque que s'engagèrent entre lui et Georges Albertini « des relations suivies et de caractère amical, qui exercèrent une forte influence sur ma carrière et toujours d'une façon bénéfique » (2).

Et Lemire d'ajouter :

« Quel trajet pour un homme qui a désormais ses entrées à l'Elysée ! »

Eh ! Oui. Le moins qu'on puisse dire, c'est

qu'Edgar n'était pas sectaire à l'égard d'un homme qui, dix ans plus tôt, purgeait encore, pour faits de collaboration, une peine de travaux forcés à la Centrale de Clairvaux.

Il ne l'était pas davantage, en 1969, quand, au cours d'une campagne électorale, il voyait sans déplaisir l'ancien milicien François Brigneau suivre ses réunions (3 grandes pages dans « l'abominable » journal « fasciste » *Minute* n° 392 du 16 octobre 1969) et devisait posément avec lui (voir notre photo).

Des épisodes qu'ignoraient sans doute, les membres du Conseil régional de Franche-Comté (à l'exclusion de ceux du Front National) et de la mairie de Besançon, à commencer par le maire socialiste Robert Schwindt et l'ineffable Pinard (du service des Eaux).

(1) Balland éd. 1989

(2) *Mémoires* d'Edgar Faure T. II  
Plon Paris 1984 p. 126



Devant  
la salle des  
fêtes de  
Doubs :  
« Bonjour,  
monsieur  
Brigneau.  
Toujours aussi  
féroce... »  
(*Minute* n° 392)

## Chapitre XV

# LA LÉGENDE GAULLO-GAUCHISTE



Sûr de lui et (un tantinet) dominateur.

**F**orgée en 1944, une légende manichéenne a aujourd'hui force de vérité officielle, pour ne pas dire de tabou : la Gauche, c'était la Résistance, emmenée vers la gloire par le parti communiste, qui ne barguigna point à se surnommer « le parti des 75 000 fusillés » (encore qu'il y en eût bien moins que cela en tout, et dont nombre, comme d'**Estienne d'Orves** par exemple, n'étaient certes pas de gauche).

Et la Droite, c'était la Collaboration. En quelque sorte le parti des 100 000 assassinés — bien que ce chiffre-là qui, lui, était véritable, on le criât beaucoup moins sur les toits, même si **Adrien Tixier**, alors ministre de l'Intérieur, fut contraint, certain jour, de l'avouer.

Je ne sais pas si c'est **De Gaulle** lui-même qui a été l'inventeur de cette légende. En tout cas, vu la manière dont il avait organisé son personnage, il ne pouvait faire autrement que d'y souscrire et de la promouvoir.

Pour une raison politique : tout au long de ses allocutions à la radio de Londres, il avait renié ses racines, ses origines, sa culture et, comme dirait **François Brigneau**, son « clan ». Plus occupé de déclamer contre « les vieillards de Vichy » que contre les Allemands, il opposait ce qu'il appelait l'esprit réactionnaire du maréchal **Pétain** et de ses ministres, aux délices, qu'il célébrait, de la République. Et faisant, selon un procédé dont nous avons vu depuis l'expansion, un amalgame entre les milieux

collaborateurs de Paris et le gouvernement du Maréchal — qui, en réalité, étaient en complet désaccord —, De Gaulle, brouillant les cartes, et mentant à sa manière pompeuse, avait brûlé ses vaisseaux du côté de la Droite ; force lui était donc bien, puisque le solipsisme n'est pas une attitude politique, de faire alliance avec la Gauche.

Puis, pour une raison pratique qui en découlait. La Gauche, ou réputée telle, les communistes en tout cas, avaient, dans les semaines précédant et suivant la libération du territoire, accumulé les exactions de toutes sortes. A supposer qu'il en eût eu la volonté, De Gaulle, de toute façon, s'était mis en situation de ne pouvoir s'y opposer.

Pour faire avaler la pilule à l'Histoire, il ne lui restait donc plus qu'à soutenir que tous ces crimes avaient été commis contre des collaborateurs, gens de droite, par des résistants, gens de gauche. Par conséquent, ça avait été dans l'intérêt de la Résistance, et l'absolution allait de soi.

Voilà comment, captif des paroles inconsidérées que lui avaient dictées à Londres son ambition frénétique, et la volonté de faire table rase pour être sûr de régner seul, le général De Gaulle était devenu l'otage moral des communistes et de la Gauche « résistancialiste ».

Or, les études, témoignages et documents ici réunis ont dû vous en convaincre définitivement, s'il vous était jusqu'alors

demeuré un doute : la légende gaullo-gauchiste n'a rien à voir avec la réalité. Dans les rangs, d'ailleurs étroits, de la collaboration, les gens de gauche tenaient somme toute le haut du pavé.

## La Résistance ? Plutôt de droite

Tandis que les organisations effectives de résistance, celles qui avaient pour objectif de combattre et non pas de piller, telles que l'OCM, l'Organisation de résistance de l'armée, l'Armée secrète, Combat, etc., étaient dans leur ensemble franchement de droite.

Tout cela, du reste, est au fond logique.

A droite, en particulier dans les milieux où la pensée de **Maurras** était prépondérante, mais même dans les rangs moins « intellectuels » de ceux qui suivaient, par exemple, le colonel **de La Rocque**, l'idée nationale était encore vivace, et « le Boche », comme ne disait jamais autrement Pétain, était **l'ennemi**. En gros donc, et s'il put y avoir certes des défections individuelles, ce n'est évidemment pas parce que l'Allemagne nous occupait que ces gens de droite allaient se mettre à lui trouver du charme.

Toute autre se présentait la situation de la Gauche. Elle avait bien changé depuis 1914, temps où les instituteurs étaient patriotes, savaient mourir au champ d'honneur et, en dépit de **Jaurès**, avaient maintenu l'amour sacré de la patrie dans les couches populaires.

Après la Grande Guerre, les choses se mirent à bouger. Sous l'éperon de l'Internationale communiste, les socialistes restés dans « la vieille maison », mais pour que celle-ci ne fût pas trop désertée, se mirent à faire de la surenchère dans l'antipatriotisme, l'internationalisme, et tinrent leur déplorable partie dans la campagne dite « des gueules de vache », destinée à saper le moral du soldat, et à le préparer à la désobéissance.

Dans les usines « occupées » de 1936, on chanta *L'Internationale* au lieu de *La Marseillaise*, et, en 1939 de nombreux sabotages furent constatés dans les usines d'armement.

Ainsi, lorsqu'à la fin de 1940 *L'Humanité* clandestine, que j'avais trouvée dans ma boîte aux lettres, écrivait à l'intention du lecteur prolétaire : « *L'ouvrier allemand sous l'uniforme n'est pas ton ennemi* », ledit prolétaire, soigneusement débarassé, par vingt ans de propagande marxiste, du réflexe patriotique d'avant 14, n'était pas mal disposé à recevoir cette assertion.

J'en donnerai ce modeste mais significatif exemple : lorsque les Allemands accordèrent des « bons de pinard » aux gens qui leur apportaient leur vieux cuivre, c'est dans la commune la plus « rouge » de France, Montreuil-sous-Bois, que la récolte fut la plus riche...

Même, un ouvrier spécialisé comme **Georges Marchais** ne vit aucun inconvénient à se porter volontaire pour travailler chez Messerschmitt, puisque la place était mieux payée. Et ceux qui se font toujours appeler, non seulement indûment, mais illégalement « déportés du travail », firent en général fort peu d'efforts afin d'éviter de partir pour l'Allemagne, où ils collaborèrent efficacement à fournir la machine de guerre nazie.

Ouvrons d'ailleurs une parenthèse : on jette la pierre aux policiers français qui arrêtaient des juifs ou des résistants — et je ne les en loue certes pas. Mais pourquoi n'a-t-on pas la même sévérité envers les cheminots qui conduisaient les trains de déportés ?

Quant aux « intellectuels », le problème était pour eux d'un autre genre. En gros, en littérature par exemple, le brio, le

talent, étaient à droite. Les écrivains de gauche étaient pour la plupart d'une qualité modeste, et leur renommée n'atteignait pas le firmament.

Soudain, à condition qu'ils se montrassent sympathisants de l'Allemagne, la célébrité, les droits d'auteur arrivaient. Des gens même, qui n'avaient pas réussi jusque-là à publier une ligne, trouvaient accueil chez les grands éditeurs. Et comme les médiocres ont les plus grandes dispositions pour se frotter entre eux, voilà tout un cénacle nouveau qui se créait sous l'égide d'**Otto Abetz**, et dans le culte d'**Arno Breker**.

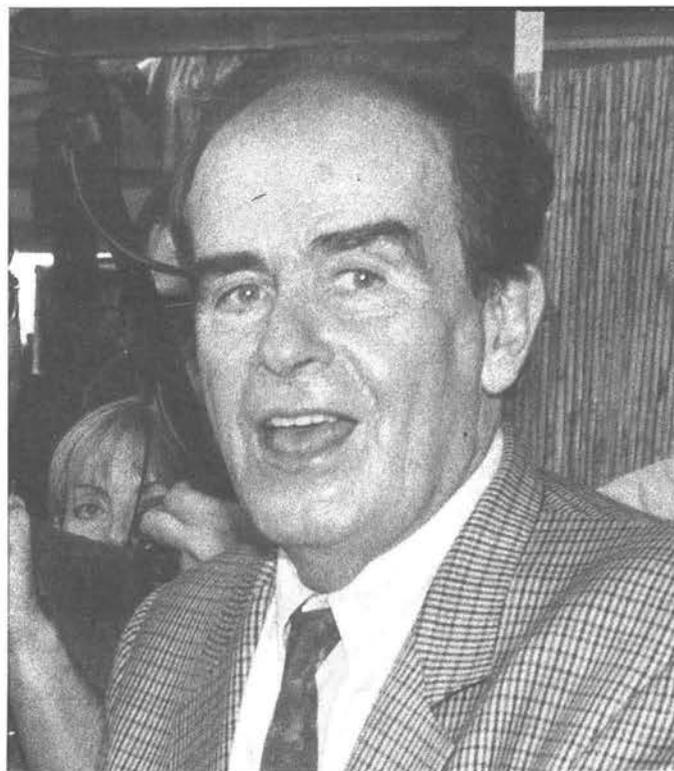
En outre, comme il n'y a rien de tel que les antimilitaristes pour se pâmer devant la force des autres, les pourfendeurs des « gueules de vache » françaises étaient tout heureux et tout aises de serrer la main du général **von Stülpnagel**.

L'Allemagne, au fond, l'avait prouvé d'abord : l'incompatibilité était loin d'être foncière entre la Gauche et le nazisme. C'est bien par le suffrage universel que cette Allemagne était passée, en un nombre bref d'années, de Weimar à Nuremberg. Et c'est en forte proportion que, parmi les SA et les SS, on trouvait d'anciens militants d'extrême gauche.

Voyez-vous, je ne sais pas si les dirigeants juifs de l'Union générale des Israélites de France — qui tinrent le fichier des juifs français, et surtout, des juifs étrangers, pour le compte et du Commissariat général aux questions juives, et des autorités allemandes — étaient de droite ou de gauche. Mais je sais que, quoique juifs, ils furent en fait « collaborateurs ».

Alors, si des juifs ont pu l'être, en dépit des mœurs nazies, il est bien moins étonnant que des gens de gauche, qui avaient appris, selon le mot scandaleux d'**Aragon**, à être « toujours du parti de l'ennemi », n'aient pas vu, en quelque sorte, malice à s'accommoder d'une présence étrangère, et à participer, dès lors, à l'installation d'une « Europe » sous maîtrise allemande, dans laquelle la plupart d'entre eux, bouclant pour ainsi dire la boucle, semblent à nouveau, présentement, disposés à entrer.

André FIGUERAS



Volontaire pour Messerschmitt.

# Lexique

▲ Avant-guerre

● Sous l'Occupation

■ Après guerre

## ALBERTINI, Georges

- ▲ Membre de la Commission administrative permanente de la SFIO.
- Secrétaire général du RNP de **Marcel Déat**.
- Directeur d'*Est et Ouest*.

## AMBROGELLY, Adolphe

- ▲ Militant de la Fédération unitaire de l'Alimentation. Adjoint au maire communiste d'Arcueil (Seine).
- Siége en 1942 au Comité central du Parti ouvrier et paysan français. Abattu par la Résistance, dans la forêt de Sénart, en septembre 1944.

## ARNAUD, Pierre

- ▲ Militant communiste de la Haute-Loire, puis syndicaliste révolutionnaire.
- Accusé de s'être opposé à une grève ordonnée par la Résistance, il est abattu le 10 décembre 1943 par des clandestins du PC.

## ARRIGHI, Victor

- ▲ Administrateur de la Banque ouvrière et paysanne.
- Chef du Bureau africain du PPF de **Jacques Doriot**.

## AUCLAIR, Emile

- ▲ Membre du Comité central du parti communiste, puis maire socialiste de Brétigny.
- En 1940, il prend position pour la Collaboration et défend la politique de Montoire. Arrêté par les FFI à la Libération, il est efficacement protégé par les autorités américaines.

## BACHER, Emile

- ▲ Secrétaire général de la fédération des fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine.
- Se rallie au national-socialisme et est nommé « schulrat » (inspecteur primaire) à Strasbourg.

## BARBÉ, Henri

- ▲ Membre du bureau politique du parti communiste à partir de 1927, secrétaire général du PPF de 1936 à 1939.
- Fut un des dirigeants du RNP et secrétaire général du Front révolutionnaire national.

## BARTHE, Edouard

- ▲ Député, puis sénateur socialiste de l'Hérault.
- Se rallie en 1940 au gouvernement de Vichy et célèbre la Révolution nationale.

## BARTHÉLÉMY, Victor

- ▲ Dirigeant du Secours rouge international pour la région méditerranéenne.
- Secrétaire général du PPF de 1941 à 1944.

## BELIN, René

- ▲ Secrétaire général de la CGT et secrétaire du comité national de Rassemblement populaire.
- Ministre du Travail du gouvernement de Vichy.

## BÉRARD-QUÉLIN (Georges)

- Secrétaire de rédaction du quotidien *La France Socialiste*. Un des dirigeants du parti radical.

## BERGERY Gaston

- ▲ Directeur de cabinet d'**Edouard Herriot**, puis député radical-socialiste de Seine-et-Oise.
- Nommé par le **maréchal Pétain** membre du Conseil national, puis ambassadeur du gouvernement de Vichy à Moscou, puis à Ankara.

## BERNIER, Jean

- ▲ Ancien membre du Parti communiste et de l'Association républicaine des anciens combattants. Membre du Comité directeur du Front commun de 1933 à 1935.
- Se rallie au **maréchal Pétain** en 1941 et est nommé en 1942 secrétaire de l'Organisation des prisonniers de guerre de la zone occupée.

## BERRAR, Jean-Louis

- ▲ Maire de Drancy. Membre du Comité central du PC.
- Membre du Comité central du Parti ouvrier et paysan français créé par **Marcel Gitton**, et dirigeant du Comité ouvrier de secours immédiat.

## BERTHON, André

- ▲ Député communiste de Paris.
- Fut incarcéré à la Libération pour avoir rendu visite le 6

décembre 1941 à **Gabriel Péri** dans sa cellule et avoir tenté de lui arracher une condamnation des attentats terroristes.

## BIDEGARAY, Marcel

- ▲ Secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs des Chemins de fer.
- Trésorier du Comité ouvrier de secours immédiat. Arrêté à la Libération, il mourra mystérieusement au camp de Bidache (Basses-Pyrénées) le 20 décembre 1944.

## BINET, René

- ▲ Militant communiste au Havre, puis militant trotskyste.
- Se rallie au national-socialisme, alors qu'il est prisonnier de guerre en Allemagne, et s'engage dans la Waffen SS.

## BONARDI, Pierre

- ▲ Milite jusqu'en 1934 au parti radical-socialiste.
- Devient, à La Rochelle, l'un des dirigeants du PPF de **Jacques Doriot**

## BONNAFOUS, Max

- ▲ Appartient au parti socialiste SFIO, puis à l'Union socialiste républicaine.
- En 1942, il devient secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement dans le gouvernement de **Pierre Laval**.

## BOURNETON, Charles

- ▲ Appartient au Comité central du PC et au Bureau confédéral de la CGT.
- Rejoint en 1942 le Parti ouvrier et paysan français de **Marcel Gitton**, ce qui lui vaudra d'être abattu par des Résistants communistes en septembre 1944, devant son domicile.

## BOUSQUET, René

- Secrétaire général à la police du gouvernement de Vichy.
- En 1962, administrateur du quotidien radical de Toulouse *La Dépêche du Midi*.

## BROUT, Marcel

- ▲ Député communiste de Paris.
- Participe en 1941 à la fondation du Rassemblement pour la révolution nationale.

## BUREAU, Jules

- ▲ Secrétaire de la Fédération des instituteurs de la Seine.
- L'un des dirigeants de la Ligue de la Pensée française, aux côtés de **René Chateau**.

## CACHIN, Marcel

- ▲ Député, puis sénateur communiste.
- Ecrit en 1941 au colonel allemand **Boemelburg** pour lui faire savoir qu'il était un partisan du rapprochement franco-allemand et qu'il désavouait les attentats commis au nom de la Résistance contre des membres de l'armée allemande. Quelques passages de cette lettre furent placardés sur les murs et la presse clandestine accusa Cachin de trahison.

## CAPRON, Marcel

- ▲ Député communiste et maire d'Alfortville.
- Désavoue le pacte germano-communiste et fonde le Parti ouvrier et paysan français.

## CAPY, Marcelle

- ▲ Militante pacifiste, collaboratrice de la presse de gauche.
- Collaboratrice à partir de 1944 de l'hebdomadaire *Germinal*, organe de la gauche collaborationniste.

## CELOR, Pierre

- ▲ Membre du bureau politique du parti communiste à partir de 1928 et délégué auprès du Komintern.
- Adhère en 1941 au RNP de **Marcel Déat**, puis devient membre du bureau politique du PPF.

## CHABANNES, Jacques

- ▲ Membre de la grande Loge de France.
- Rédacteur au journal de **Jean Luçhaire**, *Les Nouveaux Temps*, et s'y fait l'avocat du rapprochement franco-allemand.

## CHALLAYE, Félicien

- ▲ Membre de plusieurs organisations antifascistes.
- Collabore à *Aujourd'hui*, à *Germinal* et à *l'Atelier*, le journal de **Georges Albertini**.

## CHAMBON, Edmond

- ▲ Membre du PC et secrétaire de la CGTU du Rhône.

- Se rallie en 1941 au PPF de **Jacques Doriot**.

## CHARLES-ALBERT (Charles Daudet, dit)

- ▲ Ecrivain anarchiste, ami de **Francisco Ferrer**, franc-maçon.
- Rédacteur à l'hebdomadaire *La Gerbe*.

## CHARPENTIER, Armand

- ▲ Vice-président du parti radical, puis membre du parti socialiste SFIO.
- Collaborateur, en 1944 de *Germinal* et de *L'Atelier*.

## CHASSAIGNE, François

- ▲ Dirigeant des Jeunesses communistes, député de l'Indre à partir de 1932 et membre de la loge maçonnique de Châteauroux «La Gauloise».
- Devient, en 1944, ministre dans le gouvernement de **Pierre Laval**.

## CHATEAU, René

- ▲ Membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme à partir de 1931, membre du Grand Orient de France à partir de 1935, député radical en 1936.
- Devient en 1941 un proche collaborateur de **Marcel Déat** et directeur de *La France socialiste*. Fondateur de la Ligue de la pensée française.

## CHEVALIER, Gaston (Schaller, dit)

- ▲ A Marseille, secrétaire régional des Jeunesses communistes et responsable de la rubrique des jeunes dans le journal *Rouge-Midi*.
- Accusé en septembre 1942 par l'appareil clandestin du PC d'être un traître et un agent de **Marcel Gitton**.

## CHEVENARD, Jeanne (née Violet)

- ▲ Déléguée à la propagande de la CGT.
- Adepte de la collaboration franco-allemande. Exécutée par la Résistance le 29 juin 1944 dans son jardin de Vénissieux.

## CHICHERY, Albert

- ▲ Député radical de l'Indre.
- Ministre du Commerce et de l'Industrie dans le gouvernement de juin 1940, nommé par le **maréchal Pétain** au Conseil national. Ses relations amicales avec **Pierre Laval** lui valurent d'être assassiné le 15 août 1944 par les maquisards de l'Indre.

## CLAMAMUS, Jean-Marie

- ▲ Sénateur-maire communiste de Bobigny.
- Membre du Parti ouvrier et paysan.
- Déclaré inéligible à la Libération.

## CLAMAMUS Gaston (fils de Jean-Marie Clamamus)

- Abattu le 26 août 1944 près du Bourget par des résistants communistes.

## CLÉMENT, Albert

- ▲ Membre du parti communiste et rédacteur en chef de *La Vie ouvrière* de 1929 à 1939.
- Rallie le PPF de **Doriot** et devient en 1941 rédacteur en chef du journal *Le Cri du Peuple*. Abattu le 2 juin 1942 par des militants communistes à Paris, sur un trottoir de la rue Vivienne.

## COMPÈRE-MOREL (Constant Compère, dit)

- ▲ Député socialiste du Gard.
- Se rallie en 1940 au régime de Vichy. Il se fera, dans le journal *L'Effort*, l'avocat de la collaboration franco-allemande.

## DAUPHIN-MEUNIER, Achille

- ▲ En 1938 et 1939, appartient au bureau d'études de la CGT.
- Collaborateur du quotidien *Aujourd'hui*.

## DÉAT, Marcel

- ▲ Député socialiste de la Marne, puis conseiller municipal de Paris. En 1933 est l'un des fondateurs du parti socialiste de France, puis est élu député de la Charente.
- En 1940, devient le directeur de *L'Œuvre* et crée le Rassemblement national populaire. En 1944, entre dans le gouvernement de **Pierre Laval**.

## DÉGLISE, Maurice

- ▲ Membre du Comité central des Jeunesses communistes.
- Adhère au RNP de **Marcel Déat**.

## DELAISI, Francis

- ▲ Militant pacifiste, collabore à *La Vie ouvrière* et à

*La Guerre sociale*. Appartient à la Ligue des droits de l'homme et au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.

● Collabore à *L'Œuvre*, *L'Atelier* et *Germinal*.

**DELMAS, André**

▲ Jusqu'en 1940, secrétaire général du SNI.

● Collabore au journal *La France socialiste*. Arrêté pour collaboration en 1944.

**DESNOTS, Jean**

▲ Ancien membre du Comité central du PC, passé au trotskysme en 1935.

● Adhère au RNP de **Marcel Déat** et donne des articles à *L'Atelier*.

**DESPHELIPPON, Francis**

▲ Membre du PC, puis du parti socialiste.

● Membre du Comité directeur du Front révolutionnaire national créé par **Henri Barbé**.

■ Condamné en 1945 à quinze ans d'indignité nationale.

**DIMIER, Eugène**

▲ Militant syndicaliste et animateur des Auberges de la Jeunesse.

● En 1941, devient l'un des dirigeants de la Jeunesse de France et d'Outre-Mer, mouvement dirigé par **Jean-Marcel Renault**.

**DIRR, Raymond**

▲ Adjoint au maire communiste de Pierrefitte.

● Suit **Doriot** au PPF. Abattu par un Résistant le 14 mai 1943.

**DORIOT, Jacques**

▲ Député-maire communiste de Saint-Denis.

● Fondateur du Parti populaire français, il combat sur le front russe dans les rangs de la LVF.

**DUBOIN, Jacques**

▲ Député républicain de gauche de la Haute-Savoie. Anime le Mouvement français pour l'abondance.

● Collaborateur de *La France au travail*.

**DUJARDIN, Edouard**

▲ Ecrivain pacifiste, membre de plusieurs cercles d'intellectuels de gauche.

● Affiche sa sympathie pour l'Allemagne hitlérienne.

**DUMOULIN, Georges**

▲ Secrétaire de la CGT, membre de la Grande Loge de France.

● Devient l'un des dirigeants du RNP de **Déat**.

**DURTAÏN, Luc (André Nepveu, dit)**

▲ Ecrivain et journaliste de la presse d'extrême gauche.

Donne des articles aux journaux de la Collaboration.

**DUTILLEUL, Pierre**

▲ Secrétaire de la fédération communiste du Nord. Dirigeant du Secours ouvrier international.

● Membre du bureau politique du PPF, il préside la commission centrale de contrôle politique de ce parti.

**DUVERGER, Maurice**

▲ En 1937, il est le principal dirigeant à Bordeaux de l'UPJF, mouvement des jeunes doriotistes.

● Enseigne à l'Institut d'études corporatives et sociales fondé sous le patronage du maréchal **Pétain**.

■ Collabore au *Nouvel Observateur* et au *Monde*. Elu au Parlement européen sur une liste présentée par le parti communiste italien.

**FALASSE, Adrien**

▲ Conseiller municipal communiste de Saint-Denis.

● Rallie le PPF de **Doriot**.

**FÉGY, Camille**

▲ Secrétaire de rédaction de *L'Humanité*. Rallie en 1936 le PPF de **Doriot**.

● Devient en 1941 le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *La Gerbe*.

**FERNANDEZ, Ramon**

▲ Ecrivain d'extrême gauche.

● Rejoint le PPF de **Doriot** et en 1941, siège au bureau politique.

**FONTENOY, Jean**

▲ Communiste, rallié au PPF.

● Crée le Mouvement social révolutionnaire en association avec **Eugène Deloncle** et devient directeur de l'hebdomadaire *Révolution nationale*. Trouve la mort à Berlin en avril 1945.

**FROIDEVAL, Raymond**

▲ Membre de la CGT. Secrétaire du syndicat des serruriers de la Seine. Membre du Front commun créé en 1933 par **Gaston Bergery** et **Bernard Lecache**.

● En 1941 et 1942, à Vichy, membre du cabinet du ministre **René Belin**.

**FROSSARD, Ludovic-Oscar**

▲ Secrétaire général du parti communiste, député socialiste

de la Martinique, puis de la Haute-Saône. Plusieurs fois ministre entre 1935 et 1940.

● Directeur du quotidien *Le Mot d'Ordre*, à Marseille.

**GAILLARD, Eugène**

▲ Dirigeant socialiste de Limoges, collaborateur du

*Populaire du Centre*, puis du *Populaire de Paris*.

● Administrateur, à Lyon, du quotidien *L'Effort*.

**GAILLARD, Roger**

▲ Membre du Comité central du PC et de la Commission exécutive de la CGTU.

● En 1941, il accepte de collaborer avec **Paul Marion** et **François Chassigne** dans les services de propagande du gouvernement de Vichy.

**GAILLEDRAÏT, André (dit Morgat)**

▲ Membre du Comité central du PC internationaliste.

Rédacteur de la revue *La Vérité*.

● Adhère au RNP de **Marcel Déat**.

**GASTAL, Ernest**

▲ Secrétaire de la Bourse du Travail confédérée de Roanne. Suit **Belin** dans la propagande maréchaliste.

● Nommé en 1941 conseiller municipal de Roanne.

**GÉRARD, Georges**

▲ Maire socialiste du Kremlin-Bicêtre.

● Accusé par la Résistance de collaboration avec les Allemands et exécuté dans son bureau le 18 août 1944.

**GÉRIN, René**

▲ Militant pacifiste.

● Collabore à *L'Œuvre* de **Marcel Déat**.

Condamné à huit ans de travaux forcés après la Libération.

**GINOLLIN, Denise**

▲ Dirigeante des Jeunesses communistes.

● Chargée, en juin 1940, de négocier avec les services allemands de la Propaganda Staffel la réparation du journal *L'Humanité*.

■ Député communiste.

**GIONO, Jean**

▲ Ecrivain pacifiste.

● Collabore à l'hebdomadaire *La Gerbe*.

■ Incarcéré pendant sept mois après la Libération et figure sur les listes noires du Comité national des écrivains.

**GIRE, Marcel**

▲ Responsable du Secours rouge international, puis candidat communiste à Gannat aux élections législatives de 1936.

● Inspecteur régional du PPF de **Jacques Doriot**.

Exécuté à la Libération par des FTP communistes du bataillon **Henri-Barbuse**.

**GITTON, Marcel**

▲ Secrétaire confédéral de la CGT, secrétaire du parti communiste, député communiste de la Seine.

● En 1941, collabore au *Cri du Peuple* de **Jacques Doriot**. Assassiné par des militants clandestins.

**GLAY, Adolphe**

▲ Maire communiste d'Avesnes.

● Prend position en 1941 en faveur de la collaboration franco-allemande.

**GOUNIN, René**

▲ Député, puis sénateur socialiste de la Charente. Membre de la loge maçonnique d'Angoulême « Concorde et Tolérance ».

● Devient, avec **Frossard**, le directeur du quotidien de Marseille *Le Mot d'Ordre*.

**GRISONI, André**

▲ Député-maire radical de Courbevoie. Membre de la loge parisienne « Emile Zola ».

● Membre du RNP de **Déat**.

**GUIRAUD, Gaston**

▲ Secrétaire de l'Union des syndicats de la région parisienne.

● Rédacteur à *L'Atelier* et à *La France au travail*, ainsi que dirigeant du Comité ouvrier de secours immédiat.

**HAMARD, Fernand**

▲ Dirigeant des Jeunesses communistes et collaborateur de *L'Humanité*.

● Adhère au Front social du Travail. Donne des articles à *L'Atelier* ainsi qu'à *La France socialiste*.

**HAMP, Pierre**

▲ Homme de gauche. Collaborateur de la presse socialiste et pacifiste.

● Rédacteur à *La France socialiste* et à *L'Effort*. Fut l'un des dirigeants de la Ligue de la Pensée française fondée par **René Chateau**.

**HERNU, Charles**

● Délégué à la propagande ouvrière du Maréchal en Savoie.

■ Député radical de Saint-Denis, député-maire socialiste de

Villeurbanne et ministre du gouvernement **Mauroy**.

**HUEBER, Charles**

▲ Député communiste du Bas-Rhin.

● Se rallie au national-socialisme et est nommé, en 1942, par les autorités allemandes membre du conseil municipal consultatif de Strasbourg.

**JACOB, Henri**

▲ Membre du Comité central du PC. Délégué au Comité exécutif de l'Internationale communiste.

● Adhère en 1941 au RNP de **Marcel Déat**, puis en 1943 au PPF de **Jacques Doriot**. Il est alors rédacteur au *Cri du Peuple*.

■ Condamné en 1945 aux travaux forcés à perpétuité.

**JAMET, Claude**

▲ Secrétaire de la Fédération socialiste de la Vienne, membre du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.

● Directeur du journal *La France socialiste* et collaborateur de l'hebdomadaire *Germinal*.

**JEANSON, Henri**

▲ Journaliste pacifiste.

● Après l'armistice, collabore à *Paris-Soir* et participe, avec **Roger Capgras**, à la fondation du quotidien *Aujourd'hui*.

**JOSPIN, Robert**

▲ Militant pacifiste.

● Rédacteur à l'hebdomadaire *Germinal*. Père du socialiste **Lionel Jospin**.

**JOSSE, Victor**

▲ Militant socialiste et syndicaliste de la Savoie.

● Membre du Bureau national des amis de *Au Travail*.

**LAFAYE, Gabriel**

▲ Député socialiste de la Gironde depuis 1928, sous-secrétaire d'Etat au Travail dans le gouvernement **Chautemps** de 1938.

● Adhère au RNP de **Marcel Déat**, où il siège à la Commission permanente. En 1941 et 1942, dirige le journal *L'Atelier* et collabore à *La France socialiste*.

■ Condamné en 1948 à l'indignité nationale à vie.

**LAFEUILLE, Marguerite**

▲ Dirigeante de la CFTC.

● Exclue en octobre 1944 de toutes les organisations syndicales sous l'accusation d'avoir été une propagandiste de la Charte du Travail.

**LAFON, Gabriel**

▲ Conseiller municipal communiste de Saint-Denis.

● Secrétaire corporatif de la section PPF de Saint-Denis.

**LA FOUCHARDIERE, Georges (de)**

▲ L'un des principaux rédacteurs du *Canard enchaîné*.

● Devient l'un des rédacteurs de *L'Œuvre* de **Marcel Déat**.

**LAGARDELLE, Hubert**

▲ Théoricien du syndicalisme révolutionnaire.

● Ministre du Travail du gouvernement de Vichy.

**LANOUX, Armand**

▲ Rédacteur de la presse doriotiste.

● Devient l'un des dirigeants de l'association France-URSS.

**LAPIERRE, Marcel**

▲ Rédacteur à l'organe de la CGT.

● De 1940 à 1944 appartient au comité de rédaction de *L'Atelier*.

**LAPORTE, Maurice**

▲ Secrétaire général des Jeunesses communistes.

● Collaborateur de la presse doriotiste.

**LARBAUDIERE, Lucien**

▲ Adjoint au maire communiste de Pierrefitte.

● Rallie le PPF de **Jacques Doriot**.

**LAURAT, Lucien (Maschi Otto, dit)**

▲ Membre du PC autrichien, puis animateur d'un groupe planiste au sein de la SFIO.

● Collabore à la presse vichyssoise. Donne des articles à *L'Atelier* et à *La France Socialiste*.

■ Incarcéré après la Libération.

**LAVAL, Pierre**

▲ Avocat des organisations ouvrières et syndicales, il entre à la Chambre des députés avec l'étiquette socialiste. et est l'un des personnages en vue de l'Etat français.

● Chef du gouvernement de Vichy, il est pendant toute l'occupation allemande le symbole de la collaboration avec les autorités allemandes.

**LEBRUN, Maurice (Joseph Serre dit)**

▲ Secrétaire de rédaction de *L'Humanité*.

● Rallie le PPF de **Doriot** et devient l'administrateur de *L'Emancipation nationale*.

**LEFEVRE, Robert**

- ▲ Secrétaire de l'Union départementale CGT de la Seine.
- Se solidarise avec le ministre **René Belin** et devient en 1941 président national des amis du journal *Au Travail*.
- Exclu du mouvement syndical à la Libération.

**LEFRANC, Emilie (née Lamare)**

- ▲ Militante syndicaliste et socialiste, épouse de **Georges Lefranc**, l'historien du mouvement syndical.
- Appartient au cabinet du ministre **René Belin**, puis au cabinet du ministre **Hubert Lagardelle**.
- Chassée de l'enseignement public à la Libération.

**LEFRANC, Georges**

- ▲ Historien du mouvement ouvrier, militant syndicaliste et socialiste
- Collabore à *L'Œuvre* de **Marcel Déat** et au *Rouge et le Bleu* de **Charles Spinasse**.
- Enfermé pendant six mois à la Libération.

**LEGEAY, Kléber**

- ▲ Dirigeant syndicaliste du Nord.
- Devient l'un des responsables du RNP de **Déat**.

**LEVILLAIN, Maurice**

- ▲ Conseiller municipal SFIO de Paris et conseiller général de la Seine.
- Vice-président du RNP de **Marcel Déat**, membre de la Commission permanente.
- Condamné aux travaux forcés à perpétuité à la Libération.

**L'HÉVÉDER, Louis**

- ▲ Député socialiste du Morbihan.
- Collabore au journal *L'Effort*.
- Incarcéré à la Libération.

**LIME, Maurice (Kirsch, dit)**

- ▲ Militant actif du PC.
- Adhère au PPF de **Doriot** et se réfugie en 1944 en Allemagne, puis en Suisse.
- Après son extradition, il est condamné à cinq ans d'indignité nationale.

**LORÉAL, Louis**

- ▲ Militant anarchiste.
- Donne à *L'Atelier* et à *Germinal* des articles en faveur de la collaboration.
- Emprisonné à la Libération.

**LUCHAIRE, Jean**

- ▲ En 1927, est le principal dirigeant des Jeunesses radicales.
- Fonde, en novembre 1940, le journal *Les Nouveaux Temps* et devient le président de la Corporation nationale de la Presse française.
- Condamné à mort, il est fusillé le 22 février 1946.

**LUMIERE, Auguste**

- ▲ Franc-maçon.
- Siége au Comité d'honneur de la LVF.

**LUMIERE, Louis**

- ▲ Membre de la franc-maçonnerie.
- Le gouvernement de Vichy le nomme membre du Conseil national.

**MANGIAVACCA, Lucien**

- ▲ Militant communiste de Marseille.
- Suit son ami **Simon Sabiani** au PPF de **Doriot**.
- Condamné à mort après la Libération. Exécuté le 30 novembre 1944.

**MARION, Paul**

- ▲ Membre du Comité central du parti communiste et secrétaire de la section « Agit-prop ». Appartient, en 1929, à Moscou, au bureau de propagande du Komintern. Puis il rompt avec le PC et rejoint le parti socialiste. Adhère en 1936 au PPF de **Doriot** qu'il abandonne deux plus tard.
- En 1942, à Vichy, siége dans le gouvernement **Darlan**.

**MARQUES-RIVIERE (Jean Rivière, dit)**

- ▲ Membre de la Grande loge de France.
- De 1941 à 1944, rédacteur en chef des *Documents Maçonniques*. Dirige l'un des départements du service des sociétés secrètes fondé au sein du ministère de la Justice.

**MARQUET, Adrien**

- ▲ Membre du Parti socialiste. Maire de Bordeaux. Député de la Gironde et ministre en 1934 et 1940.
- Mis en état d'arrestation le 22 août 1944, condamné le 28 août 1948 à dix ans d'indignité nationale par la Haute Cour de Justice.

**MARSCHALL, Marcel**

- ▲ Membre du PC.
- Rejoint **Doriot** au PPF. Devient maire de Saint-Denis et conseiller général de la Seine.
- Condamné à mort en janvier 1948, sa peine fut commuée en travaux forcés à perpétuité.

**MASBATIN, Armand**

- ▲ Secrétaire de l'Union CGT des syndicats de la Haute-Vienne.
- Nommé membre du Conseil national par le gouvernement de Vichy. Collabore au journal *Au Travail*.
- Exclu à vie de toutes les organisations syndicales, à la Libération.

**MATÉO, Roger**

- ▲ Secrétaire administratif de la fédération communiste de Seine-et-Marne.
- Rallie le PPF de **Jacques Doriot** et s'affiche comme un partisan de la Collaboration.

**MÉRIEUX, Oscar**

- ▲ Premier adjoint au maire communiste de Stains.
- Rallie le PPF de **Jacques Doriot** et collabore au journal *Le Cri du Peuple*.
- Arrêté en Italie et écroué à la prison de Fresnes à la Libération.

**MESNARD, René**

- ▲ Socialiste.
- Adhère au RNP de **Marcel Déat** et dirige le journal *L'Atelier*. Se réfugie en Allemagne en 1944 et est tué par un avion allié.

**MONTAGNON, Barthélémy**

- ▲ Député socialiste de Paris, membre de la franc-maçonnerie.
- Membre de la Commission permanente du RNP de **Marcel Déat**, collaborateur de *L'Œuvre* et des *Nouveaux Temps*.

**MONTIGNY, Jean**

- ▲ Collaborateur de **Joseph Caillaux**, puis député radical de la Sarthe.
- En 1941, membre du Conseil national.

**NÉDELEC, Emile**

- ▲ Vice-président de l'Association républicaine des anciens combattants.
- Devient l'un des dirigeants du PPF de **Doriot**.

**OUETTE, Marcel**

- ▲ Dirigeant des Jeunesses communistes de Saint-Denis.
- Rallie le PPF de **Doriot**.
- Se réfugie en Allemagne après la Libération de Paris en 1944.

**PAQUEREAUX, Marius**

- ▲ Maire communiste d'Athis-Mons.
- Rallie le PPF de **Doriot**. Abattu en 1944 à son domicile par des résistants communistes.

**PEYROUTON, Marcel**

- ▲ Membre de la loge parisienne « Action ».
- Ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vichy.

**RACAMOND, Julien**

- ▲ Syndicaliste, secrétaire général de la CGTU et membre du Comité central du parti communiste.
- Ecrit en 1941 au colonel allemand **Boemelburg** pour désavouer les attentats individuels commis au nom de la Résistance contre des membres de l'armée d'occupation, ce qui lui valut d'être dénoncé comme traître et renégat par la presse clandestine.
- Redevient cependant secrétaire adjoint de la CGT de 1944 à 1953.

**RENAITOUR, Jean-Michel (Tournaire, dit)**

- ▲ Militant de gauche, député-maire d'Auxerre, membre de la loge maçonnique « Francisco-Ferrer ».
- Collabore aux *Nouveaux Temps* de **Jean Luchaire** et à *L'Œuvre* de **Marcel Déat**.

**RENAUT, Henri (Jacob, dit)**

- ▲ Délégué de l'Internationale communiste.
- Rejoint le PPF de **Doriot** et collabore au journal *Le Cri du Peuple*.

**RICHARD, Elie**

- ▲ Collabore au quotidien communiste *Ce soir*.
- Chef des informations du journal *La France socialiste*.

**RICHE, Paul**

- ▲ Vénérable de la loge « Ernest-Renan » du Grand Orient de France.
- Rédacteur de *L'Appel*, hebdomadaire du commandant **Constantini**.

**RIVES, Paul**

- ▲ Membre du Grand Orient de France.
- Directeur du journal *L'Effort*.

**RIVET, Jules**

- ▲ Franc-maçon. Rédacteur en chef du *Canard enchaîné*.
- Rédacteur en chef du *Petit Parisien*, aux côtés de **Claude Jeantet**.

**ROCHE, Emile**

- ▲ Collaborateur de **Joseph Caillaux**, membre du Comité exécutif du parti radical depuis 1937, membre de la Grande Loge de France (« Les Amitiés internationales »).
- Collaborateur des *Nouveaux Temps*.

**SABIANI, Simon**

- ▲ Membre du PC, député socialiste de Marseille.
- L'un des principaux dirigeants du PPF. Son fils François fut tué le 2 juin 1942 sur le front de l'Est, dans les rangs de la LVF.

**SAINT-LOUP (Marc Augier, dit)**

- ▲ Membre du Parti socialiste, du syndicat national des instituteurs et du cabinet de **Léo Lagrange** dans le gouvernement de Front Populaire (1936).
- Créé en 1941 les Jeunes de l'Europe nouvelle et combat avec le grade de sergent dans les rangs de la LVF. Fondateur du journal *Le Combattant européen*, il collabore à *La Gerbe* et à *Devenir*, organe des Waffen SS. En 1944, Saint-Loup devient l'officier politique de la brigade de Waffen SS « Charlemagne ».

**SILLY, Roland**

- ▲ Membre du parti socialiste SFIO, secrétaire de la fédération CGT des techniciens.
- Dirigeants du RNP de **Marcel Déat**.

**SOULES, Georges, (dit Raymond Abellio)**

- ▲ Membre du parti socialiste, membre de la franc-maçonnerie (Loge « Lalande »). Appartient au cabinet de **Charles Spinasse** dans le gouvernement de Front Populaire.
- Chargé du secrétariat général du MSR. Siége en 1943 au Comité directeur du Front révolutionnaire national.

**SOUPÉ, Fernand**

- ▲ Maire communiste de Montreuil.
- Rejoint **Doriot** au PPF.

**SPINASSE, Charles**

- ▲ Député-maire socialiste de Tulle. Rédacteur en chef du *Populaire du Centre*, ministre de l'Economie nationale du gouvernement **Blum** de 1936.
- De 1940 à 1942, directeur de l'hebdomadaire *Le Rouge et le Bleu*, à Paris.

**TEULADE, Jules**

- ▲ Secrétaire de la Fédération CGTU du Bâtiment et délégué du Profinferm de 1926 à 1928, il collabore à *L'Humanité*.
- Rallie le PPF de **Jacques Doriot** et siége à son bureau politique. De 1942 à 1944, dirigeant du Comité ouvrier de secours immédiat. Collabore à *La Liberté*, à *L'Emancipation nationale* et au *Cri du Peuple*.

**THUROTTE, Pierre**

- ▲ Conseiller municipal socialiste de Saint-Quentin de 1927 à 1933. Membre suppléant de la CAP du parti socialiste SFIO.
- Délégué national à la propagande du mouvement antifasciste Amsterdam-Pleyel.
- Membre du bureau politique du PPF, secrétaire national à la propagande.

**VALAT, Fernand**

- ▲ Député communiste du Gard en 1936.
- Dénonce le pacte germano-soviétique et participe à la fondation de l'Union populaire française. Abattu le 25 août 1944 par des résistants communistes.

**VIGNE, Pierre**

- ▲ Secrétaire de la fédération CGT des mineurs.
- Collaborateur du journal *La France au travail*.

**VINCENT (Emile Bougère, dit)**

- ▲ Collaborateur de *L'Humanité*.
- Rallie le PPF de **Jacques Doriot** et devient chef de son bureau de presse.

**YVETOT, Georges**

- ▲ Anarcho-syndicaliste. Secrétaire des Bourses du travail et rédacteur au *Libertaire*.
- Animateur du Comité ouvrier de secours immédiat.

**ZÉVAES, (Alexandre Bourson, dit)**

- ▲ Franc-maçon, député socialiste de l'Isère.
- Collaborateur de *L'Œuvre* sous la direction de **Marcel Déat**.

**ZORETTI, Ludovic**

- ▲ Universitaire et écrivain de gauche.
- A partir de 1941, collaborateur de *L'Œuvre*, le quotidien de **Marcel Déat**.

## L'HISTOIRE EN VIDÉO

Films d'archives exceptionnels. Sous l'objectif, l'histoire, la vérité sur les plus grands événements

- Rommel, le renard du désert
- U-Boote (Sous-marins de la Kriegsmarine)
- La guerre hitlérienne vol 1
- La guerre hitlérienne vol 2
- Les Kamikaze
- Forces spéciales et commandos
- Blindés au combat (d'El Alamein à la Volga)
- Les Marines
- Les grandes batailles navales de la Seconde Guerre mondiale
- Notre temps en enfer
- La bataille des Ardennes
- La bataille d'Angleterre
- Histoire de la Luftwaffe
- La bataille de Dunkerque
- Le jour J
- Les Waffen SS
- Les forces d'élite
- L'élite des pilotes de chasse
- Bataille des Ardennes (La)
- Bataille de Monte Cassino (La)
- Bataille de Varsovie (La)
- Opération Barbarousse



L'unité : 149 F 3 titres au choix : 420 F 5 titres au choix : 650 F

- Du Tsar à Staline
- Israël : guerres pour la paix
- Tempête du désert (Desert Storm) durée : 2 h
- La vraie histoire des top guns
- Vietnam : La guerre des hélicoptères
- Les armes du 21e siècle
- Hitler une carrière (3 h)

L'unité : 159 F Deux titres au choix : 300 F

## GUERRE EN TEMPS DE PAIX

- Corée
- Les Forces spéciales (Les)
- Terrorisme (Le)
- Afghanistan
- Liban
- Bataille de Dien Bien Phu (La)

L'unité : 149 F

## PORTRAITS

- De Gaulle \*\*
- Churchill \*\*
- Staline \*\*
- Mao Tsé Toung\*\*
- Benito Mussolini \*\*
- Hitler\*\*

L'unité : 89 F

### VIDEO ANNIVERSAIRE, UN CADEAU INOUBLIABLE

De 1919 à 1968, Vidéo Anniversaire vous propose un fabuleux monde d'images. Sport, mode, chanson, politique, carnet mondain... Tous les événements et les commentaires sont là, retrouvés dans les archives des grands journaux filmés du siècle. Ces images ont rythmé les moments importants de votre vie. Les offrir, c'est offrir un merveilleux bouquet de souvenirs. L'unité : 159 Frs.

BON DE COMMANDE PAR CORRESPONDANCE  
A RECOPIER ET A RETOURNER A : TELEFRANCE  
176/178 - RUE MONTMARTRE 75002 PARIS. TEL : 42 36 04 26

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TELEPHONE \_\_\_\_\_

JOINDRE LA LISTE DÉTAILLÉE DE VOTRE COMMANDE.  
CI-JOINT MON RÉGLEMENT À L'ORDRE DE :

TELEFRANCE S.A. \_\_\_\_\_ F

+ FRAIS DE PORT :  
1 TITRE 25 F + 10 F TITRE SUPPLÉMENTAIRE

(Catalogue gratuit sur demande)

## MEMOIRE DU CINEMA FRANÇAIS

- Jean Gabin
- La Bandera - La Belle équipe
- Fernandel
- L'Armoire volante - Les cinq sous de Lavarède
- Fric-fiac - Le rosier de Mme Husson
- Raimu
- Ces messieurs de la Santé - Le colonel Chabert
- L'homme au chapeau rond - Monsieur la souris
- Jean Cocteau
- La Belle et la Bête - L'éternel retour
- Danielle Darrieux
- Premier rendez-vous
- Sacha Guitry
- Le destin de Désirée Clary - La poison
- Tino Rossi
- Destins - Marinella
- Arletty
- Madame Sans-Gêne - Les visiteurs du soir
- Michel Simon
- L'Atalante de Jean Vigo - Boudou sauvé des eaux
- Viviane Romance
- L'affaire du collier de la Reine
- Louis Jouvet
- La charrette fantôme - Salonique nid d'espions
- Pierre Fresnay
- L'assassin habite au 21
- Les étoiles de la chanson
- Etoile sans lumière (Piaf)
- Charles Trenet
- Je chante
- Pierre Blanchard
- Bataillon du ciel 1ère époque
- Bataillon du ciel 2e époque
- Les Croix de bois - Pontcarral colonel d'Empire
- Collection exceptionnelle
- La cage aux rossignols - Les Chouans
- Goupi mains - rouges

L'unité : 149 F

## TOUJOURS EN KIOSQUE

# LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

## Voyage à travers LA FRANCE INSOLITE

- Les extra-terrestres nous envahissent...
- Les nostalgiques de la guillotine...
- L'énigme de Gisors.
- Le New-Age...
- La Belle au bois dormant...



# LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

Une France étonnante, bizarre, secrète, initiatique, voire ténébreuse, que vous aimerez découvrir.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
OU A COMMANDER AU CRAPOUILLOT

7 TER COUR DES PETITES-ÉCURIES 75010 PARIS

35 Francs plus 15 Francs de frais de port

Bon de commande à découper ou à recopier Commande \_\_\_\_\_ exemplaires (s) de

NOM..... PRÉNOM .....

ADRESSE.....

CI-JOINT UN CHEQUE DE \_\_\_\_\_ F

**LE CRAPOUILLOT**  
Voyage à travers  
**LA FRANCE**  
**INSOLITE**

# ENCORE DISPONIBLES

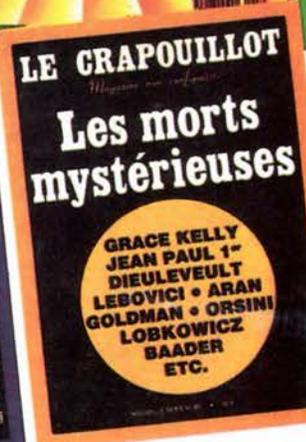
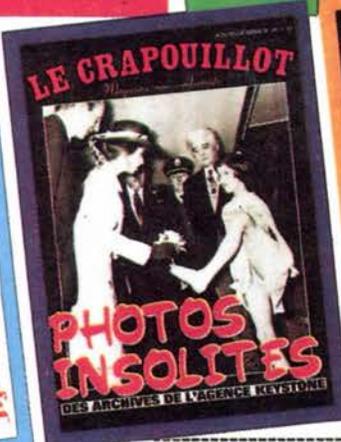
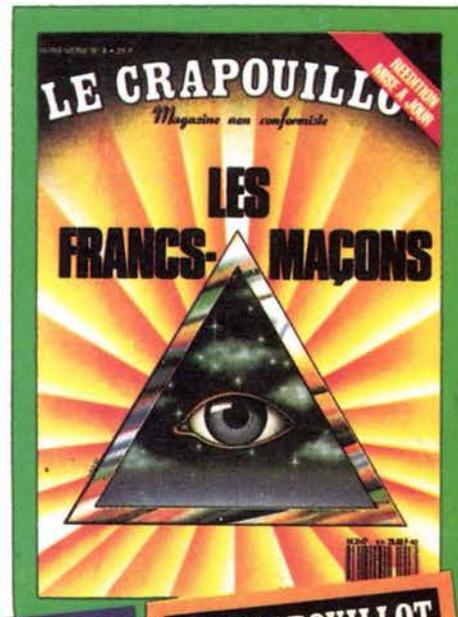
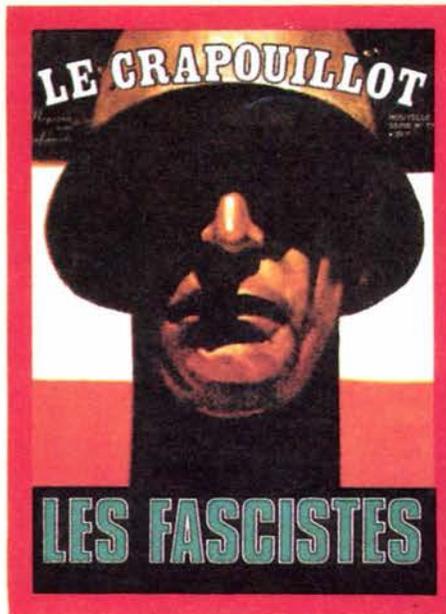
# LE CRAPOUILLOT

MAGAZINE NON CONFORMISTE

## COCHEZ LES NUMÉROS DEMANDÉS

- N° 52 : Folies 39
- N° 53 : Dictionnaire des Contemporains (1)
- N° 54 : Secrets de la Graphologie
- N° 55 : Les Affaires scandaleuses
- N° 56 : La Grande Bouffe
- N° 57 : Dictionnaire des Contemporains (2)
- N° 58 : Les Homos
- N° 60 : Les Toubibs sur le grill
- N° 61 : Dictionnaire des Contemporains (3)
- N° 62 : Mitterrand : l'état de disgrâce
- N° 63 : Les Femmes fatales
- N° 65 : Esprit es-tu là ?
- N° 66 : L'Argent à gauche
- N° 67 : Les meilleurs dessins de presse
- N° 68 : La bataille de Paris
- N° 69 : L'École en guerre
- N° 70 : Le Pamphlet
- N° 72 : Les Super Femmes
- N° 74 : Le choc Montand
- N° 77 : Les Fascistes
- N° 78 : Sexe et Magie
- N° 80 : Les Juifs
- N° 82 : Les travestis
- N° 83 : La torture
- N° 84 : Les photos insolites
- N° 85 : Vrais miracles et faux prodiges
- N° 86 : Les Morts mystérieuses
- N° 87 : Le petit Barre illustré
- N° 88 : Les Auvergnats
- N° 89 : L'or
- N° 90 : Ah ! les beaux héritages
- N° 91 : Les coups d'Etat
- N° 92 : Les musulmans et nous
- N° 93 : Les bobards de la guerre d'Algérie
- N° 94 : Les Bretons
- N° 95 : La vie amoureuse des rois de France
- N° 96 : Les anti
- N° 97 : Les mystères de Marseille
- N° 99 : Héros
- N° 100 : Les corrompus de la Ve
- N° 101 : Il était une fois la Révolution
- N° 102 : Les collabos
- N° 103 : Les nouveaux monstres
- N° 104 : Qui est franc-maçon ?
- N° 105 : Les Fétichistes
- N° 106 : Les secrets des sectes
- N° 107 : Le diable est de retour
- N° 108 : Les secrets des RG
- N° 109 : La Guerre d'Algérie inconnue.
- N° HS3 : Le sexe
- N° HS4 : Les grandes gueules cassées
- N° HS6 : La petite histoire des maisons closes
- N° HS8 : Les francs-maçons

soit ..... numéros



### OFFRE PROMOTIONNELLE

1 numéro :	50 F
4 numéros :	150 F
8 numéros :	300 F
12 numéros :	400 F
20 numéros :	750 F

Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Code postal : ..... Ville : .....

Ci-joint mon règlement par  chèque bancaire  
 chèque postal  mandat-lettre à l'ordre du Crapouillot  
 + 15 Francs de frais de port, 30 Frs à partir de 10 numéros  
 (nous n'acceptons pas les chèques tirés sur l'étranger)

A retourner à : **Le Crapouillot,**  
**7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 PARIS**

Tél.: 47 70 68 16